

3,50 F

Algérie, 2 tr.; Maroc, 250 dr.; Tunisie, 250 m.
Arabie, 1,40 dir.; Belgique, 14 s.; Bolivie,
23 p.; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 27 F CFA
Comores, 6,50 ar.; Espagne, 70 pes.; E.-U., 40 p.
France, 45 fr.; Iran, 125 rls.; Italie, 70 p.
Italie, 1000 l.; Japon, 320 ¥; Luxembourg, 23 l.
Norvège, 4,75 kr.; Pays-Bas, 75 fl.; Portugal,
45 esc.; Roumanie, 27 F CFA; Suisse, 4,75 fr.
Suisse, 1,30 S.; E.-U., 35 cent.; Yougoslavie, 30 d.

Tarif des abonnements par page 12

5. RUE DES ITALIENS
15427 PARIS CEDEX 09
Télex Paris = 605872
C.C.P. 4381 - 23 PARIS

Tel. = 246.72.23

JEAN-MARIE DUNOY
(Lire la suite page 15.)

Devra-t-on, pourra-t-on dénationaliser ?

Les nationalisations

La loi sur les nationalisations a été promulguée. Est-ce à dire qu'elle ait tranché pour l'éternité ? Gilbert Gantier ne le pense pas qui croit que tôt ou tard tout ou partie du capital des entreprises publiques sera remis en vente pour alléger une charge devenue insupportable. Jacques Donnedieu de Vabres se félicite de l'apparition d'une jurisprudence constitutionnelle qui ouvre un degré supplémentaire de discussion et d'apaisement.

Le premier train de nationalisations, celui du Front populaire de 1936, était en fait inscrit dans l'évolution des industries concernées (1). Les nationalisations de l'après-guerre n'étaient certes pas dépourvues d'arrière-pensées idéologiques. Néanmoins, à l'exception de quelques « nationalisations-sanctions » (Renault, Gnome et Rhône, certaines entreprises de presse), elles portaient essentiellement sur des secteurs-clés de l'économie (Banque de France, grandes banques de dépôts ainsi que certaines compagnies d'assurances), sur des activités prioritaires dans le domaine de la reconstruction (charbonnages) ou qui avaient déjà largement le caractère de services publics (gaz, électricité). Elles avaient donc de sérieuses justifications économiques.

Rien de tel ne saurait expliquer le train de nationalisations dont on vient de nous gratifier. L'initiative des justifications avancées par les ministres dans le cours du débat parlementaire politique de l'emploi, stratégie industrielle dans un monde en crise, etc., a été surabondamment démontrée par les orateurs de l'opposition. Elle est corroborée par le fait que le programme de l'union de la gauche prévoyait déjà tout un ensemble de nationalisations dès 1972, alors que l'expansion économique se poursuivait rapidement et que notre pays connaissait encore un relatif plein emploi.

Le fait est donc là : seuls des motifs « politiques », à l'exclusion de toute raison économique ou sociale, peuvent expliquer que le gouverne-

ment et la majorité aient imposé un train de nationalisations qui fera de la France le seul pays occidental dont l'ensemble du secteur bancaire sera étatisé, qui désorganisera, à n'en pas douter, l'implantation mondiale de groupes industriels ou financiers dont le plus grand se trouve en pleine expansion. C'est la « livre de chair » qu'il convenait d'apporter en gage au parti communiste et, il faut le reconnaître, à de nombreux socialistes pour neutraliser toute opposition à gauche et garantir ainsi, de ce côté-là du moins, l'exercice tranquille du pouvoir.

Constatation sans conclusion

Le gouvernement avait-il le droit constitutionnel de procéder à des modifications aussi profondes de notre tissu économique et social ? Le débat a été tranché par la décision rendue le 18 janvier par le Conseil constitutionnel. Ce dernier, s'il a annulé certaines dispositions importantes du premier texte de loi voté par le Parlement, n'en a pas moins apporté une eau considérable au moulin socialo-communiste en admettant comme conformes à nos institutions les nationalisations prévues, et en autorisant même une incroyable discrimination entre banques françaises et banques à capitaux étrangers majoritaires au profit de ces dernières. Rien n'était moins évident a priori. La Constitution et les principes auxquels elle se réfère n'autorisent « l'appropriation par la col-

lectivité » que pour « tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait ». Le Conseil a d'ailleurs rappelé à ceux qui en doutaient que ces principes faisaient toujours partie de notre droit public. Mais il n'a pas tiré de cette constatation les conclusions qu'il s'imposaient en toute logique. En ce qui concerne la part de la discrimination entre banques françaises et banques étrangères, l'un des « neuf sages » du Palais-Montpensier, avec qui j'en avais discuté à la fin de 1981, était convenu avec moi qu'elle serait bien difficile à justifier en termes juridiques. Le Conseil constitutionnel y est néanmoins parvenu.

N'ayons peur ni des mots ni des faits : organe de nature politique par l'origine même de ses membres, le Conseil constitutionnel n'a pas voulu affronter le gouvernement sur un point essentiel de son programme et risquer ainsi de provoquer une crise à l'issue incertaine. Le gouvernement ne s'y est pas trompé, quelles qu'aient pu être les vociférations de militants, ou même de responsables politiques de haut niveau, outrés qu'une institution de la République ose critiquer si peu que ce soit l'œuvre dans laquelle ils se reconnaissent. Présentant le projet de loi rectifié à l'Assemblée nationale le 26 janvier dernier, M. Le Garrec s'est écrit à juste titre que la décision du Conseil constitutionnel était pour le gouvernement « une victoire politique ». C'est sans doute ce qu'en pense également le président de la République, qui avait écrit au sujet de cette institution, en juin 1978, un article au titre évocateur : « Pas servile, obéissant ». On est loin de la toute-puissance de la Cour suprême des États-Unis dont le célèbre discours « United-States v. Richard Nixon », du 24 juillet 1974, a abouti à l'éviction rapide de l'un des présidents les mieux élus des États-Unis.

Ainsi apparaît-il que « l'état de droit », qui, normalement, dans une démocratie, assure la supériorité de la loi constitutionnelle sur les lois ordinaires et prévient l'existence d'une autorité capable de trancher un éventuel conflit n'est pas pleinement réalisé en France. Si on le compare aux grandes démocraties anglo-saxonnes, notre pays semble donc encore « en voie de développement » à cet égard.

Il est évident qu'il nous faudra un jour combler cette lacune de nos institutions si nous voulons établir le climat de confiance intérieure et extérieure indispensable au plein exercice de nos libertés fondamentales, comme au développement harmonieux de notre pays. Mais ce n'est assurément pas sur ce terrain, d'une technique électorale, que les nationalisations risquent d'être remises en cause.

Un coût sous-estimé

Il n'en ira peut-être pas de même dans le domaine financier, qui risque de causer plus rapidement quelque souci à nos gouvernements actuels.

On sait que le coût de l'opération, après révision, a été officiellement fixé à 43 milliards de francs. En réalité, il est probable que ce chiffre se révélera sous-estimé puisqu'il ne comprend pas la contrepartie des actions détenues par un certain nombre d'investisseurs institutionnels (banques et compagnies d'assurances antérieurement nationalisées, Caisse des dépôts, etc.), qui seront bien obligés d'obtenir la contrepartie financière de leurs avoirs pour la faire figurer dans leurs bilans. De nombreux contentieux restent à régler avec l'étranger dont certains sont loin d'être simples. Au total, selon certaines estimations, c'est au moins 60 milliards qu'il faudrait, sur les bases actuelles et avant toute réévaluation due à l'inflation, chiffrer le coût, pour le contribuable français, de l'opération d'achat engagée par l'Etat.

Ce n'est pas tout. L'ensemble du secteur nouvellement nationalisé a représenté à lui seul, pour la seule année 1980, plusieurs dizaines de milliards d'investissements dont une partie seulement a été autofinancée par les entreprises elles-mêmes, le reste provenant de l'épargne privée (augmentations de capital, émissions d'obligations, etc.). Il apparaît donc désormais à l'Etat de se substituer à l'épargne privée pour fournir à ses entreprises l'argent frais dont elles auront besoin. Il le pourra soit

en frappant une nouvelle fois les contribuables, soit en faisant appel au marché financier. Mais l'étrouffement de celui-ci en France a été maintes fois dénoncé. Ce marché sera d'autre part déjà largement sollicité par l'Etat lui-même, dont le déficit risque de s'accroître de façon vertigineuse, ainsi que par les autres nationalisés et par le secteur privé autorisé à subsister. Quant aux prêteurs étrangers, on peut être assuré qu'ils ne prêteront à un Etat socialiste et nationalisateur qu'au prix le plus élevé et avec de sérieuses garanties.

Au regard des charges écrasantes pour les finances publiques du nouveau train de nationalisations, l'Etat pourra, il est vrai, encaisser à son profit la partie nette d'impôts des dividendes antérieurement remis aux actionnaires, mais si l'on en juge par l'évolution des bénéfices du secteur nationalisé au cours des décennies passées, il vaudrait mieux ne pas nourrir à cet égard d'espérances excessives.

On peut donc estimer que l'opération va considérablement accroître les charges de l'Etat sans autre contrepartie que la satisfaction qu'en éprouveront députés et ministres socialistes ou communistes, heureux d'avoir sacrifié à une idole périmée.

Un ripage salutaire

Un jour viendra où l'imagination de M. Fabius ou de ses successeurs ne trouvera plus d'impôts nouveaux à faire supporter aux riches... ou aux moins riches. Les contribuables pourraient même exiger chez nous, comme ils l'ont fait parfois avec succès dans d'autres pays, que l'on allège une charge fiscale devenue écrasante. Il n'est pas non plus exclu que l'alternance politique joue une nouvelle fois et qu'une majorité différente apparaisse un jour à l'Assemblée nationale.

Un nouveau gouvernement pourrait être tenté de tirer profit de la situation laissée par les socialistes et par leurs alliés communistes pour proposer de réduire les charges publiques, donc les impôts, assurer une saine relance de l'économie et réaliser peut-être au surplus une opération à caractère social.

Il suffira en effet, comme l'ont fait d'autres pays avant nous, de mettre en vente tout ou partie du capital des entreprises si sottement nationalisées à 100 %. Ainsi pourra être effectué un salutaire ripage d'engagements trop lourds pour les finances publiques vers des capitaux frais provenant de l'épargne privée. Il sera même possible, à cette occasion, de développer un nouveau type d'épargne populaire en intéressant les foyers modestes à l'avenir économique du pays, en distribuant des actions au personnel, alors précisément que le gouvernement socialiste vient paradoxalement de faire le contraire pour ce qui concerne le personnel de la S.N.C.F., du Crédit lyonnais et de la Société générale. Même s'il souhaite conserver pour certaines entreprises une minorité de blocage, le gouvernement d'ailleurs tiendra assurément profit du retour de celles-ci vers une structure de droit commun apportant la garantie d'une gestion plus stricte,

l'obligation d'informer régulièrement des actionnaires nombreux et éventuellement critiques, de tenir annuellement une assemblée générale, de publier des ratios, des comptes précis, de se soumettre au contrôle de la commission des opérations de Bourse, etc.

A la vérité on ne manquera pas d'arguments pour « vendre » à l'opinion l'idée d'un retour au moins partiel des entreprises nationalisées vers le secteur privé. On pourra donc dénationaliser non pas, comme le croient certains, par l'effet d'un prétendu dogme « libéral » opposé au dogme socialiste, mais parce que le bon sens l'emportera sur l'idéologie.

Une difficulté toutefois ne doit pas être sous-estimée. La loi de nationalisation porte un coup terrible au capital de confiance dont jouissent nos pays tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières. C'est pourquoi les investisseurs potentiels hésiteront grandement avant de confier à nouveau leur bas de laine à des entreprises françaises susceptibles, un jour ou l'autre, de faire l'objet d'une nouvelle spoliation.

Cette situation n'est cependant pas tout à fait sans précédent. En 1926 déjà le crédit de la France était anéanti. Pour trouver les fonds nécessaires on eut l'idée de modifier la Constitution de 1875 : la loi constitutionnelle du 10 août 1926 eut pour seul objet de garantir constitutionnellement l'autonomie de la Caisse d'amortissement de la dette publique. Elle lui attribua notamment les produits de la vente des tabacs. Telle fut, on le sait, l'origine du S.E.T.A. Ce précédent mérite aujourd'hui d'être médité.

Par la loi votée le 5 février 1982, le gouvernement a voulu faire entrer de façon irréversible notre pays dans le champ de l'économie collectiviste. Mais aucune loi n'est irréversible si elle n'est pas l'expression d'une réelle nécessité sociale. Or tel ne semble pas être le cas du train de nationalisations actuel (2). D'autre part, les charges financières afférentes à cette opération apporteront sans doute, le moment venu, une véritable « prime » à la dénationalisation. Mais cette dernière ne pourra néanmoins être réalisée avec succès que si notre pays perfectionne ses institutions afin de créer les garanties d'un « état de droit » qui n'existe encore qu'imparfaitement chez nous.

(*) Député de Paris (UDF).

La loi, ses auteurs et ses juges

L'AGITATION politique qu'a suscitée la décision du Conseil constitutionnel sur la loi de nationalisation s'est apaisée : elle était explicite : son apaisement est heureux ; sera-t-il durable ?

L'impact politique de cette décision est un fait, en ce double sens qu'elle impose des modifications à une loi votée et qu'elle retarde le calendrier réformateur du gouvernement. Ces modifications et ce retard sont limités : ils n'affectent, pour l'essentiel, ni la prépondérance de l'Assemblée ni celle de la majorité, et moins encore l'accomplissement de ce qu'il est convenu de nommer la volonté du peuple.

Une fois dissipé l'éclat éphémère des réactions que les décisions de justice provoquent souvent chez les justiciables, il apparaît que nul ne conteste sérieusement ni l'intégrité personnelle ni l'honnêteté intellectuelle des membres du Conseil. Les hommes publics qui critiquent la décision l'imputent moins à la partialité consciente, à un calcul politique de ses auteurs qu'à leur inaptitude à se départir de préjugés liés à leur origine, à leur formation et à leur mode de recrutement, qu'à un état d'esprit résultant de leur carrière et de leur milieu. D'autres commentateurs, plus prudents, notent seulement que l'autorité du Conseil et de ses décisions risque d'être affaiblie par les polémiques, justifiées ou non, portant sur sa composition et sur le passé politique de ses membres et que l'opinion aurait peut-être plus de confiance dans son objectivité s'il comprenait plus de « juristes », — lesdits « juristes » étant supposés plus aptes, par leurs habitudes intellectuelles, à faire abstraction de leurs préférences intimes que les hommes politiques.

La composition du Conseil est soigneusement réglée par la Constitution, confiée par elle aux trois premiers personnages de la République, et soumise à une chronologie garantie de continuité. L'importance des choix proches du rôle et de la compétence du Conseil tels que les établit la Constitution et tels qu'il appartient au Conseil de les exercer sans recours. Comment concevoir cet exercice ? Plusieurs des décisions qu'il a eu l'occasion de prendre ont exprimé une vue élevée de ses fonctions, une certaine audace constructive, qui a pu surprendre ou démentir quelques docteurs de la loi. Il convient, pour apprécier les solutions adoptées, de cerner au plus serré le nœud du problème.

L'appréciation de la constitutionnalité d'une loi, remarque fort justement M. Duverger, ne peut être totalement objective, car si elle se fonde sur la vérification de faits matériels, tels que le respect d'un délai ou d'une procédure... Si elle va au-delà, quand il s'agit, par exemple, de faire respecter les droits de la défense ou l'équité dans l'indemnisation des actionnaires expropriés, la délimitation du contrôle juridictionnel est assurément plus délicate et la position du juge, partant, plus exposée. Comment pourrait-il, cependant, ne pas en prendre le risque ? Le souci d'une « objectivité totale », dans un puritanisme, ne serait-il pas une sorte d'abdication, de déni de

par JACQUES DONNEDIEU DE VABRES (*)

justice ? Ne stériliserait-il pas l'institution ?

A cette tentation, le Conseil n'a cédé ni dans le cas de la loi « sécurité et liberté », ni dans celui des nationalisations. Il s'est cru responsable d'une application correcte de la Constitution dans l'ensemble de ses dispositions et a refusé de réduire sa compétence à un simple contrôle des formes. Sans doute est-ce là un aspect essentiel des deux décisions : il mérite en soi les commentaires attentifs des maîtres du droit public ; il est aussi important que l'impact politique, limité et transitoire, équilibré et mesuré, qu'elles ont pu avoir.

Cette tendance constructive se confond avec la fidélité au mandat reçu : elle n'impliquerait d'empêchement sur les fonctions législatives que si elle permettait l'exercice d'un pouvoir arbitraire, qu'elle tournât au contrôle de l'opportunité. Elle tend au contraire à la formation d'une « jurisprudence constitutionnelle » et s'y limite. Cette jurisprudence se dégage par étapes de l'activité du Conseil et lui impose ses normes, à l'image de la jurisprudence administrative, née au fil du temps de l'expérience accumulée au Conseil d'Etat : point n'est besoin de rappeler le rôle d'ordre et d'apaisement qu'a joué cette jurisprudence dans l'application et l'interprétation des grandes lois de la République, la loi municipale, la loi Jules Ferry, la loi de réparation par exemple, de même qu'en 1936 celle de la Cour suprême d'arbitrage dans les conflits collectifs.

Pas d'offense à la majorité

Une telle évolution positive suppose du réalisme dans l'information, de la précision dans l'analyse, du bon sens et du sens pratique dans le jugement : le respect des précédents est une garantie contre l'arbitraire et un facteur de sécurité. Il est vrai que le Conseil constitutionnel est encore une juridiction jeune, la plus jeune de la famille judiciaire, et que, seule, la poursuite de son expérience lui permettra d'asseoir largement sa propre conception de sa compétence : mais cette expérience n'est pas une improvisation dans la mesure où elle transpire, avec les modifications appropriées, aux rapports entre l'activité législative et les règles et principes constitutionnels une méthode éprouvée dans les rapports entre l'activité gouvernementale et administrative et la législation. Le champ nouveau ouvert à cette méthode n'en bouleverse pas les normes.

Les parlementaires n'ont pas à se sentir blessés dans leur souveraineté représentative par le contrôle de constitutionnalité, et pas davantage la majorité n'y doit voir d'offense à sa majesté. Si la tradition républi-

caine excluait, sous la III^e République, toute juridiction de ce type, la souveraineté du Parlement avait pour contrepartie sa division en deux Chambres dotées de pouvoirs égaux. Sous la IV^e République, où existait un Comité constitutionnel, sans réel, il est vrai, les pouvoirs prépondérants de l'Assemblée nationale n'étaient que le masque brillant de son impuissance. C'est parce que la Constitution de 1958 augmente les compétences et l'efficacité de la procédure législative — grâce à la cohésion qu'elle organise entre la majorité à l'Assemblée et le pouvoir présidentiel et gouvernemental — qu'elle établit un contrôle pratique de constitutionnalité : une machine à haut rendement a besoin de quelques éjectants, que soulignent quelques blocages instantanés ; l'introduction de ce contrôle est liée au rôle majeur du gouvernement dans l'œuvre législative et à la fécondité qu'il lui confère. Elle ne limite pas les pouvoirs politiques du Parlement, mais lui permet en temps utile de se ressaisir dans l'exacte appréciation de son rôle constitutionnel ; elle laisse ouverte la voie d'une révision appropriée de la Constitution, si la majorité l'estime nécessaire et possible dans le cas particulier.

Le champ du contrôle de constitutionnalité est loin d'être exploré dans ses divers aspects et dimensions. Si les décisions concernant la loi « sécurité et liberté » et les nationalisations montrent que le Conseil ne limite pas sa compétence au simple respect des formes, elles ont trait l'une et l'autre à des droits individuels, ceux des inculpés dans le premier cas, ceux des expropriés dans le second. Plus délicate serait encore l'appréciation s'il s'agissait des libertés collectives ou des droits économiques et sociaux et de leurs rapports avec les missions des services publics, telle l'éducation nationale, ou de la confrontation entre l'unité de la République et l'autorité de l'Etat d'une part, et le développement des libertés locales d'autre part.

En précisant le champ du débat législatif, la juridiction constitutionnelle ouvre un degré supplémentaire, qui peut être opportun, de discussion et d'apaisement. Si elle est naturellement souhaitable que son intervention soit exceptionnelle et marginale, cela dépend moins d'elle que de l'esprit de mesure que le Parlement applique à l'élaboration des lois. Il arrive qu'une Assemblée, comme toute institution humaine, soit sujette à l'erreur ou à l'excès : il n'est pas inutile alors qu'elle ait quelque occasion de se rendre compte en temps utile. Cependant, la répétition et la multiplication des plaintes et plus encore la fréquence des décisions favorables qu'elles devraient, le cas échéant, recevoir ne révéleraient pas seulement un profond malaise politique, elles ruinerait aussi, devant l'opinion, l'autorité de tous les organes constitutionnels et celle de la Constitution. Qui pourrait s'en réjouir ?

(*) Maître de requêtes honoraire au Conseil d'Etat.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérants :
Jacques Favre, directeur de la publication,
Claude Julien.
Imprimerie
du « Monde »
5, rue de Valenciennes
75001 PARIS
Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57-437.
ISSN : 0395 - 2037.



EUROPE

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Les rumeurs sur l'utilisation de la torture se multiplient malgré les démentis du ministre de l'intérieur

Rome. — Répondant à l'Assemblée nationale, à une interpellation du parti radical, M. Rognoni, ministre de l'intérieur, a catégoriquement réitéré, le 15 février, les allégations circulant en Italie concernant les sévices, voire les tortures, dont seraient victimes les terroristes et les sympathisants du terrorisme arrêtés ces derniers mois. La lutte contre la subversion, a affirmé M. Rognoni, est menée « dans le cadre de la légalité républicaine et avec toutes les garanties démocratiques ».

C'est devant une assemblée désertée par les partis du centre et de la droite, où seuls, avec l'extrême gauche et les radicaux, étaient représentés les communistes, que M. Rognoni a fait cette déclaration. Sans entrer dans le détail des cas cités par M. Marco Boato, député radical, dans son interpellation (à l'exception de trois d'entre eux, pour démentir formellement les témoignages), le ministre a notamment affirmé que la police n'utilisait aucune méthode chimique du type sérum de vérité pour

De notre correspondant

faire parler les terroristes arrêtés : plus de cent soixante personnes au cours de la vaste opération de police lancée à la suite de l'affaire Dozier. Pour catégorique sur les principes qu'il a émis, M. Rognoni, il n'a pas entièrement dissipé les doutes. Les rumeurs persistent en effet, dans les milieux de la presse et de la justice depuis plusieurs semaines, à Rome et en province, sur les violences dont seraient victimes les personnes arrêtées : à Vérone et à Padoue, il y a une semaine, des membres des familles d'accusés de participation à bande armée, et leurs avocats, nous ont fait le récit de sévices qui se seraient produits dans les locaux de la police ou dans des appartements privés où seraient menés certains interrogatoires. Il s'agit de suspects arrêtés au cours des grandes rafles qui ont suivi la libération du général Dozier : « Beaucoup refusent que l'on parle publiquement de ces sévices de peur de passer pour avoir véritablement eu des liens avec les terroristes », nous dit un avocat.

Le parti communiste qui, pour tout ce qui concerne le terrorisme, a toujours adopté une attitude ferme — il a notamment été partisan des lois d'exception votées depuis 1975 — porte une attention particulière au problème : l'Unità publiait, lundi 15 février, un article intitulé « sous-casualités » en référence à l'absence de confirmation des accusations diffusées ces dernières semaines par certains journaux. L'intervention de M. Rognoni au Parlement n'a, semble-t-il, en rien satisfait le groupe communiste.

Cela dit, c'est la première fois en quinze ans de terrorisme en Italie que tant de rumeurs et de témoignages circulent sur les sévices dont seraient victimes les personnes arrêtées. Toute la question est aujourd'hui de savoir s'il s'agit de cas isolés ou bien d'un recours systématique à la violence supposant un ordre supérieur des autorités. Il y a aussi la question de la nature de ces violences qui, semble-t-il, dans les témoignages des victimes, relèvent plutôt de la torture pure et simple.

Les magistrats que nous avons rencontrés se montrent en général très préoccupés. Ils n'excluent pas de nouvelles méthodes d'interrogatoire. D'ailleurs, peut-être que la violence, la pression que la police n'aît recours à des substances chimiques — sorte de sérum de vérité — qui, une fois leur effet terminé, ne laissent même pas la mémoire d'avoir parlé à ceux à qui elles ont été administrées : ce qui expliquerait que les personnes qui sont interrogées, après un passage de plusieurs jours dans les mains de la police, reviennent à l'insu de la justice avec des déclarations figurant dans leur poche-sérum.

Si ce qui n'est actuellement que du domaine du doute se révélait fondé, cela signifierait que l'Italie, dans sa lutte contre le terrorisme, fait désormais passer les résultats avant la légalité, renonçant en fait à la notion d'état de droit qu'elle s'était jusqu'à présent efforcée de maintenir.

PHILIPPE PONS.

Incident à l'Assemblée européenne

Mme SIMONE VEIL EST-ELLE « TROP GISCARDIENNE » ?

(De notre correspondant)

Strasbourg. — Un incident de séance marqué, lundi 15 février, la reprise de la session de l'Assemblée européenne. Le nouveau président, M. Denker (socialiste néerlandais), s'est fait interpellé par Mme Louise Moreau (France, C.D.S., membre du groupe démocrate-chrétien) et M. Martin Bangemann (Allemagne, président du groupe libéral) au sujet de l'une de ses déclarations, dimanche soir, devant « Le grand jury R.F.A.-Le Monde ». Il lui ont reproché d'avoir critiqué la présidence sortante, Mme Simone Veil, et porté un jugement de valeur sur la fonctionnalité des parlementaires nationaux. Dans une déclaration au matin parue la veille, M. Denker avait dit que, dans l'exercice de ses fonctions, Mme Veil avait « handicapé par une vision trop française de l'autorité ». Le propos avait été repris dans une question du grand jury. « J'ai voulu dire que, dans les pays anglo-saxons, un parlement est autre chose qu'un lieu où l'on se réunit », répondit M. Denker. Un parlement aux Pays-Bas ou en Allemagne, assailli d'être en rapport direct avec son électeur, non sur la base de ses pouvoirs formels mais de sa représentativité. (...) Dans les pays latins (...) il est presque automatiquement condamné à soutenir le gouvernement. C'est plutôt le ministre ou ses proches qui comptent (...) Comme on lui demandait s'il reprochait à Mme Veil d'être « trop giscardienne », M. Denker répondit : « Il y a un peu de cela. » Mme Moreau s'est déclarée « profondément choquée » par cette réponse qu'elle juge partielle et discutable. Accusé par M. Bangemann de ne pas se comporter en président de toute l'Assemblée, M. Denker devait maintenir ses propos. Il a précisé qu'il s'agissait d'une analyse et non d'un jugement de valeur. Dans une conférence de presse, le chef de file des libéraux annonce que son groupe exigera du président qu'il présente des excuses à Mme Simone Veil.

JEAN-CLAUDE HAHN.

Aucun observateur du pacte de Varsovie n'a été invité aux manœuvres de l'OTAN qui se dérouleront en mai en Norvège. M. Sjastad, ministre norvégien de la défense, a expliqué à ce sujet que le climat de tension internationale lui semblait peu propice à une telle invitation et que le pacte de Varsovie avait récemment procédé à deux manœuvres auxquelles aucun observateur d'un pays membre de l'OTAN n'a été invité. — (A.F.P.)

LYCEE FRANÇAIS de FLORIDE

INTERNAT de FLORIDE

SECONDE A TERMINALES A, B, C, D

Rensselaer, c/o C.F.P.S. - 27, rue LAFAYETTE, 92200 NEUILLY - TEL. 722.94.04

et classe prép. entrée

SC. PO.

PARIS

et classe prép. entrée

UNIVERSITES U.S.A.

TORONTO, BAY, GUELPH, etc.

AMÉRIQUES

Brésil

LES DEUX PRINCIPAUX PARTIS D'OPPOSITION DÉCIDENT DE FUSIONNER

Rio-de-Janeiro (Reuter). — Les deux principaux partis d'opposition du Brésil — le parti populaire (P.P.), centriste, et le Parti du mouvement démocratique brésilien (P.M.D.B.) — ont voté à une majorité écrasante pour empêcher cette fusion.

Le gouvernement a fondé son programme de libéralisation sur la mise en place d'un grand nombre de partis d'opposition. La fusion des deux formations dominantes dont encore été approuvée par le tribunal électoral.

Les deux partis ont pris leur décision à la suite des changements apportés aux règles qui seront en vigueur lors des élections législatives de novembre prochain. Ces nouvelles règles stipulent qu'un parti ne peut se présenter que dans les régions où il dispose de candidats dans les postes en jeu. Ces dispositions favorisent évidemment le parti gouvernemental, puissant et bien organisé.

Nicaragua

UNE DÉLÉGATION DE PARLEMENTAIRES AMÉRICAINS VA ENQUÊTER PENDANT DIX JOURS

Managua (A.F.P., U.P.I.). — Une délégation de parlementaires américains est arrivée, lundi 15 février, à Managua pour une visite de dix jours au Nicaragua, au cours de laquelle elle doit rencontrer des représentants de la justice gouvernementale.

La délégation est conduite par M. Clarence Long (démocrate, Maryland), président de la sous-commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants. Elle doit notamment rencontrer le coordonnateur de la commission politique du Front sandiniste libérateur (F.S.L.N.) au pouvoir, M. Bayardo Arce, et des représentants du secteur privé.

D'autres part, un porte-parole du gouvernement de Managua a déclaré que les autorités avaient déplacé quelque huit mille soldats indiens qui vivent sur la côte atlantique du pays, près de la frontière avec le Honduras. Selon le porte-parole, il s'agit de protéger les indiens contre les incursions armées des anciens gardes sandinistes installés au Honduras. Il a invité les journalistes à visiter les nouveaux établissements des Indiens Miskitos.

El Salvador

Le ministre de la défense critique l'insolence de congressistes américains

Le général Garcia, ministre salvadorien de la défense, a condamné l'insolence de parlementaires américains venus au Salvador, selon lui, « pour y donner des ordres sur ce qu'il faut faire ». Le général a également estimé que les parlementaires américains défendaient des positions qui ne sont pas celles du peuple salvadorien.

Ces propos font suite à la visite, la semaine dernière, d'une délégation démocrate américaine, composée des sénateurs Claiborne Pell et Patrick Leahy, et du représentant John Murtha. À l'issue de son séjour, le sénateur Pell s'est déclaré favorable à l'ouverture de négociations entre la junte et la guérilla et a souligné que l'aide américaine au gouvernement salvadorien ne pourrait être maintenue si les violations des droits de l'homme continuent.

Par ailleurs, les autorités militaires ont affirmé, lundi, qu'à la fin de la semaine dernière, plusieurs localités du département de San Vicente (centre du pays) comme San Sebastián, San Esteban, San Carlos et San Clara, avaient été attaquées par des guérilleros que l'armée avait repoussés. Le commandant des forces de défense a déclaré qu'il n'y avait pas eu de affrontements, ont-elles ajouté.

DES AVIONS FRANÇAIS ANTI-GUÉRILLA

Dans les extraits de films de la télévision américaine, repris le week-end dernier par les chaînes françaises, les téléspectateurs ont vu des avions français de combat, non seulement les conseillers militaires américains engagés au Salvador étaient armés d'un fusil d'assaut M-16, mais encore que l'armée de Salvador utilisait contre les révolutionnaires des avions français équipés de roquettes.

Au cours d'une séquence de quelques secondes montrant des opérations, les techniciens ont pu distinguer un monomoteur Rallye R 230-C (pour l'expression « guerrier ») livrée en plusieurs exemplaires à la force salvadorienne. Le Salvador a en effet, obtenu de la France, six avions Rallye, qui sont des monomoteurs de tonnage moyen, deux équipés de mitrailleuses et de lance-roquettes air-sol de 66 millimètres. Ces avions peuvent servir ainsi équipés, à des missions de contre-terrorisme, par des lance-roquettes, à des missions de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS). Leur armement peut être des roquettes Brandt, des missiles lance-roquettes Matra munies sous les ailes. Cette vente au Salvador est antérieure à mai 1981.

« succès ». L'opposition a dénoncé « les massacres de civils » perpétrés par l'armée dans cette région.

À Mexico, les deux sénateurs américains qui viennent d'effectuer une mission d'information au Salvador et au Nicaragua ont rencontré secrètement des représentants du mouvement de guérilla salvadorien. Il s'agit du sénateur Patrick Leahy (Vermont, démocrate) et du sénateur Pell (Rhodes Island, démocrate). Ils ont tous deux refusé de commenter leur entrevue. Mais M. Samayoa, qui était ministre de l'éducation en 1979 au Salvador et appartient aujourd'hui à l'opposition, a déclaré que la rencontre avait été « très positive ».

À San José, plusieurs responsables des milices américaines ont réitéré leur opposition à la fourniture d'aide militaire par les États-Unis à la junte salvadorienne.

L'archevêque John Roach, président de la conférence épiscopale américaine, critiquant le développement de l'aide militaire américaine, a déclaré que « si les États-Unis veulent jouer un rôle constructif pour mettre un terme à ce conflit fratricide, ils doivent renforcer la volonté politique de ceux qui veulent le dialogue, et non augmenter la capacité destructrice des forces armées ». Il a rappelé à ce propos que « des voix responsables de l'Église du Salvador » avaient demandé à plusieurs reprises un règlement négocié.

Des leaders protestants ont exprimé des vues similaires. Ainsi, des représentants des méthodistes ont critiqué la menace faite par le gouvernement Reagan de faire tout ce qui est nécessaire pour garder la junte au pouvoir. « Le problème principal du Salvador n'est pas l'exploitation de la situation par les Soviétiques », écrivent-ils dans une lettre adressée au président Reagan. « Le vrai problème est d'Amérique et d'Amérique. C'est l'exigence de justice politique, sociale et économique du peuple. »

Le gouvernement norvégien a fait part, lundi 15 février, à l'ambassadeur américain de son « inquiétude » sur la situation au Salvador. Les autorités norvégiennes ont fait savoir qu'elles n'enverront pas d'observateur aux élections du 28 mars ainsi que le leur avaient demandé les autorités salvadoriennes. Il est exceptionnel qu'un ambassadeur américain en Norvège soit convoqué ainsi que l'a été M. Austad. Selon le secrétaire d'État aux affaires étrangères M. Berg, il est « intolérable » que les droits de l'homme soient violés tant au Salvador qu'en Pologne. Il estime qu'un processus d'élections ne peut être crédible dans le climat de guerre civile qui règne au Salvador. Le gouvernement norvégien est favorable à une solution négociée du conflit.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● UN GROUPE D'HOMMES LECTUELS argentins, dont l'écrivain Jorge Luis Borges, a adressé lundi 15 février une pétition au gouvernement demandant l'ouverture d'une enquête sur la disparition de Mme Ana Maria Martinez, ancienne militante socialiste, enlevée le 4 février. Enlevée de trois mois, elle a été contrainte de monter dans une voiture par des hommes armés. — (A.F.P.)

Bangladesh

● LA LIGUE AWAMI, principale formation de l'opposition au Bangladesh, a boycotté le 15 février la séance de rentrée du Parlement. Son porte-parole a accusé le président Sattar de ne pas avoir été élu correctement le 15 novembre et de faire preuve de sentiments « pro-pakistanaï ». Le chef de l'État a, au cours de la même séance, annoncé plusieurs sévères mesures pour faire face à une mauvaise situation économique. Il a également expliqué que le récent remaniement ministériel était nécessaire pour que le gouvernement regagne la confiance

de la population (Le Monde du 13 février et daté 14-15 février). Un ancien ministre de la Jeunesse, M. Abdul Kassem, accusé d'avoir hébergé un meurtrier, et qui avait été démis de ses fonctions au cours du remaniement, a été arrêté, puis libéré sous caution. — (U.P.I., A.F.P.)

Comores

● M. ALI MROUDJAS, nouveau président élu le 6 février, a rendu publique, lundi 15 février, la liste de son gouvernement. Les six ministres sont : M. Said Kafe (affaires étrangères), Mohamed Moumine (équipement, environnement et urbanisme), Mohamed Said Turqui (justice), Mohamed Chaher Ben Saï Massoudé (agriculture, industrie et artisanat), Ali Masor (économie et finances) et Ahmed Ali Mohamed (éducation nationale). Les trois secrétaires d'État, rattachés au premier ministre, sont : M. Anjor Abdon (transport et tourisme), Yakaya Djame-dar (fonction publique) et Abdallah Mbas (postes et télécommunications). Le président Ahmed Abdallah avait dissous le précédent gouvernement et l'Assemblée fédérale le 25 janvier. — (A.F.P.)

Indonésie

● LA PEINE DE MORT RECLAMÉE, le samedi 13 février, par le procureur de la cour de Djakarta contre l'extrémiste musulman Iman Mohammed Zein, accusé de « subversion », est présentée à Djakarta comme un avertissement aux intégristes tentés par l'action illégale. Ce responsable, tout au moins, est accusé d'avoir détourné un avion indonésien en mars 1981 et d'avoir joué un rôle important lors de l'attaque d'un poste de police à

Ciendeo (Java-Ouest), au cours de laquelle trois policiers ont trouvé la mort. Ce procès intervient quelques jours après la condamnation à la peine de mort d'un autre extrémiste musulman, Timzar Zubli, vingt-sept ans, condamné à mort le 7 janvier sans pour autant qu'il y ait eu une condamnation officielle. — (A.F.P.)

Maurice

● LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES auront lieu le vendredi 11 juin, a annoncé officiellement, lundi 15 février, le gouverneur général de Maurice, Sir David de Silva Burrenchoy. Le scrutin sera le deuxième organisé depuis l'accession à l'indépendance de l'île, en 1968. En 1976, le Mouvement militant mauricien (gauche) s'était imposé comme la formation politique du pays, mais le gouvernement avait été formé par une coalition dominée par le parti travailliste. Les partis qui ont remporté les suffrages de l'élection dans vingt et une circonscriptions pour élire un Parlement de soixante-dix députés sont : le parti travailliste, qui conduit le pays à l'indépendance en 1968, le parti mauricien social-démocrate (P.M.S.D.), le Comité d'action musulman (CAMO), le Mouvement militant mauricien (M.M.M.), le parti socialiste mauricien (P.S.M.), l'Union démocratique mauricienne (U.D.M.), le Rassemblement pour la liberté (R.P.L.) et le parti islamique mauricien (P.I.M.). — (A.F.P., Reuter.)

Nigeria

● TREIZE MEMBRES DU GOUVERNEMENT ont changé de portefeuille et deux autres ont

quitté le gouvernement, a annoncé dimanche 14 février la présidence de la République. M. Alhaji Ali Baba, ancien ministre de l'État pour les affaires extérieures, devient ministre de l'intérieur à la place de M. Iya Abubakar. M. Alhaji Ali Baba, ancien ministre de l'État pour les affaires extérieures, devient ministre de l'information. Onze ministres conservent leur poste. Parmi ceux-ci figurent notamment M. M. Iyaya Abdu, ministre des affaires étrangères, Akanni Oniyangbi, ministre de la défense, et Richard Akinkugbe, ministre de la justice. — (A.F.P.)

Roumanie

● LES AUGMENTATIONS DE PRIX sont entrées en vigueur le 15 février. Selon le décret d'application, l'augmentation occasionnée est de 35 % pour deux cents vingt produits. Les retraites et les salaires augmentent de 18,5 % en moyenne et les allocations familiales de 30 %. Avec un salaire moyen de 2300 lei (1230 F), les Roumains paieront la viande 64 % plus cher qu'en 1980 et le kilo pour de la viande de qualité. — (A.F.P.)

Somalie

● LES AUTORITÉS ONT QUATRE FAISSEUSES DE MONNAIES DE FONDÉMENT. Les informations émanant de source diplomatique et de milieux diplomatiques en exil, selon lesquelles des unités de l'armée somalienne se seraient récemment mutinées dans le nord du pays (Le Monde daté 14-15 fé-

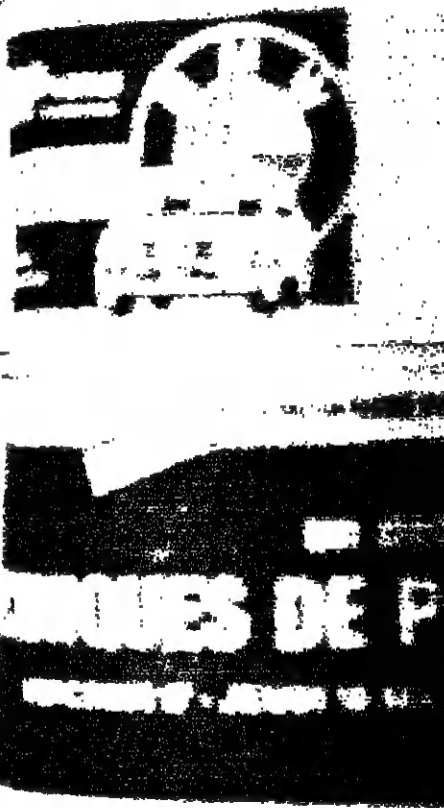
Tchad

● UN NOUVEAU PARTI, le Rassemblement national démocratique et populaire, a été créé au Tchad, a-t-on appris lundi 15 février à N'Djamena. Ce mouvement, présidé par le ministre de la justice de N'Djamena, M. Delwa Kassire Koumakoye, réclame l'organisation d'élections au suffrage universel et l'interdiction de toutes armes de guerre pour les groupes politiques. — (A.F.P.)

Yougoslavie

● NOUVEAUX INCIDENTS AU KOSOVO. — Dimanche 14 février, après un match de basket-ball à Pristina, chef-lieu de la région, plusieurs centaines de spectateurs auraient soigné, selon l'agence Tanjug, l'organisation d'élections au suffrage universel et l'interdiction de toutes armes de guerre pour les groupes politiques. — (A.F.P.)

LA TUNISIE



كسلا بن لاف

AFRIQUE

LA TUNISIE DES INCERTITUDES

(Suite de la première page.)

A l'occasion de la première visite officielle, depuis sa nomination, en avril 1981, du premier ministre, M. Mohamed M'sali, tout Gabès semble être descendu dans la rue. L'organisation du P.S.D. a-t-elle « incité » les habitants à venir ? C'est possible. Mais elle n'a pu ni les obliger à grimper sur les murs et à se masser sur les terrasses ni les contraindre à se montrer joyeux. Trompant la vigilance des policiers, quelques vieillards et des femmes se précipitent pour se rendre en main propre des requêtes. Ignorant les recommandations de ses gardes du corps, M. M'sali serre les mains et prend, ravi, des bains de foule.

La même scène se reproduit à El Hamma, tout proche, bourg natal de Mohamed Ali, fondateur de la Confédération générale des travailleurs tunisiens, créée en 1934, et de l'écrivain Tahar Hadad, auteur de *Nos femmes* (1980), essai provocateur sur l'émancipation féminine ; à Kébili, en bordure du désert, promue récemment chef-lieu de gouvernorat, où Bourguiba fut exilé par les autorités françaises en 1934 ; dans Fossès de Doun, où le premier ministre se laisse passer un foulard blanc autour du cou ; à l'aire du forage pétrolier de Sabria, où l'applaudissent les nomades accourus, tandis qu'il enfonce le *strapi* saharien (pantalou bourrifié) et s'entourne la tête du *cheche* kaki.

Sur un bord de route isolé, des paysans en colère réclament de l'eau avec véhémence, comme d'autres l'avaient fait avec plus de retenue au siège du gouvernorat. Le premier ministre apaise les contestataires. « Il faut, dit-il, aux techniciens et aux administrateurs, leur donner l'eau qu'ils

réclament à juste titre et dont ils sont privés par les usines. Il en existe suffisamment sous terre. Il faut acheter ou louer les foreuses qui manquent : c'est un problème de choix politique. »

Chaleureux, simple, direct, M. M'sali a le contact avec la population, qui le connaît depuis le temps où, tour à tour ministre de l'éducation et de la santé, il venait poser les premières pierres d'écoles qu'il inaugure maintenant. Ainsi de l'hôpital régional de deux cent vingt lits qui, rappelle-t-il, « nous accueillait en 1973 comme un bébé lointain » ou des nouvelles installations de l'école normale d'ingénieurs de Gabès (ENIG), dont la première promotion est sortie en 1979 et qui n'aurait sans doute ni vu le jour ni atteint le haut niveau qu'il est le cas dans l'apport des institutions scientifiques de Tunisie. « Cette école, livrée clés en main, a coûté 9 millions de dinars (1), conformément au devis, mais l'hôpital a vu tripler son coût à cause des intermédiaires et des trafics. Il faut en tirer la leçon », confesse-t-il publiquement en mettant l'accent sur une des plaies du pays.

Spirit — il s'entraîne cinq heures par semaine et serait devenu président du Comité international olympique s'il n'avait été nommé premier ministre. M. M'sali marche à vive allure, comme le faisait M. Bourguiba. Il y a une quinzaine d'années, estimant cet exercice « fatigant », pour les ministres et les fonctionnaires qui l'accompagnaient en souffrant. Et comme le combattant suprême, M. M'sali, modérateur de culture arabe et de sensibilité musulmane, sait tout à tour être didactique ou faire rire.

Comme on attire son attention sur l'aspect architectural qui protège les vitres du res-

de-chaussée d'un nouvel ensemble, il rétorque : « Vous n'en auriez pas eu besoin si vous aviez donné un terrain de jeux aux enfants. Le sport, ce n'est pas un sport de jeunesse qui donne des coups de pied dans un ballon mais les écoliers et les travailleurs qui s'entraînent sur un stade. Si on n'y veille pas, le football risque de réintroduire chez nous le tribalisme. » Dans une école secondaire où — selon ses directives — on pratique les travaux manuels, il goûte au miel extraits d'une ruche creusée, selon la tradition, dans un tronc de palmier, essaye le bureau fabriqué par les élèves et rappelle : « La Tunisie a aussi

besoin de monétaires et de plombiers... On a remarqué que les travailleurs manuels qui ont leur baccalauréat sont moins attirés par le chômage... » Pour répondre à la demande, la Tunisie doit en effet créer cent mille emplois par an, près de deux cents par jour. C'est une gageure pour un pays de 6,5 millions d'habitants.

Devant les militants du P.S.D. réunis au Palais du peuple et au premier rang desquels figure M. Sassi Lassoud, un des plus célèbres « fellaghas » de la lutte pour l'indépendance, M. M'sali tient un langage qui touche ces hommes car il résume les problèmes de la région, voire ceux du pays. « L'industrie a contribué à dévaster les paysans. Elle a créé des problèmes sociaux et de civilisation... Les jeunes délaissent la terre pour les usines. Il faut créer pour un environnement culturel et sportif sans freiner le développement industriel. Mais notre avenir, c'est l'agriculture. Dans le passé, on l'a négligée, tout comme le Sud. Et moi, je parle sur l'âne et sur l'autre. »

Paradoxalement, lui qui s'était fait le champion du ruralisme avant les élections législatives du 1^{er} novembre, dure maintenant le ton : « Je ne fais aucune différence, dit-il, entre l'administration et le parti. Nous avons encore besoin que le parti s'identifie à l'Etat. » Il appelle le P.S.D. à se réorganiser en se mettant au service du peuple mais défend également son action et fait rir aux dépens des courants de l'opposition. « On dit que les chiens obéissent et que la caravane pousse. Moi, je dis qu'ils sont obligés de suivre la caravane. De toute façon, la voie des chiens est moins désagréable que celle des ânes. » La riposte ne tarde pas : les opposants l'accusent de céder à la « tentation totalitaire ».

La règle du jeu

La vérité est que, aujourd'hui comme hier, la classe politique, au pouvoir ou non, sacrifie aux rites tout en s'adonnant aux délices de l'intimité. Ainsi la foule qui applaudit et ovationne M. M'sali scande-t-elle aussi imperturbablement « Vive Bourguiba ! » au risque de surprendre le visiteur qui ignore la règle du jeu. Lorsque M. Habib Achour, figure de proue de l'Union générale des travailleurs tunisiens, a retrouvé il y a quelques mois la liberté, il a déployé des efforts inimaginables pour empêcher les travailleurs enthousiastes de le porter en triomphe. M. M'sali, lui, est préservé par ses gardes du corps contre pareille mésaventure : tout dirigeant qui accepterait cet honneur, tacitement réservé au combattant suprême, commettrait un crime de lèse-majesté qu'il risquerait de payer cher.

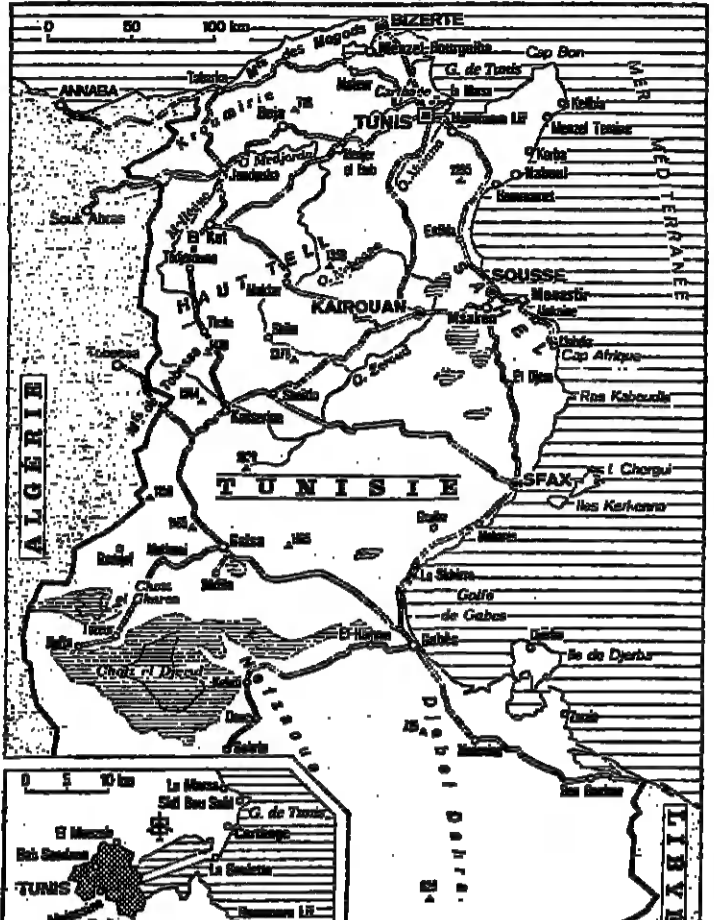
Les courants de l'opposition reprochent au premier ministre de ne pas prendre suffisamment ses distances à l'égard du président

Prochain article :

« LES FORGATS DE LA MINE »

PAUL BALTA.

GAP WAGRAM
CONCESSIONNAIRE
50 ANS D'EXPERIENCE
AU SERVICE
D'UNE CLIENTELE D'QUALITE
25, RUE CARDINET
75017 PARIS - 257.31.00



LE GRAND CHINOIS
6, Av. de New York 16
75001 PARIS 1^{er}
723.96.21 (tél.)
"LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS"
AIR-FRANCE / ATLAS
PRIX CRUSTACE DE VERNEIL

un débat essentiel pour l'avenir de nos industries TECHNIQUES DE POINTE: QUELLE PLACE POUR LA FRANCE ?

MERCREDI 17 - JEUDI 18 MARS 1982 MAISON DE LA CHIMIE 28 BIS, RUE SAINT-DOMINIQUE 75007 PARIS

avec la participation de:	
J.-P. CHEVENEMENT Ministre d'Etat, Ministre de la Recherche et de la Technologie (séance plénière d'ouverture)	A. GIRAUD Ancien Ministre
A. SAVARY Ministre de l'Education Nationale (17 mars, 17 h 30)	F. GROS Membre de l'Institut, Professeur au Collège de France
G. LEMOINE Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Défense	P. GUILLAUDAT Ancien Ministre
C. ABRAHAM Directeur Général de l'Aviation Civile	J.-C. HIREL Directeur des Industries Electroniques et de l'Informatique
G. BOUDEVILLE Président de la Commission de la Recherche du CNRS	P. LAZAR Directeur Général de l'I.N.S.E.R.M.
J.-P. BOUYSSONNIE Président de l'AX	O. LECERF Président-Directeur Général Lafarge Coppée
A. CHALANDON Président de la Société Nationale Elf Aquitaine	J. MARTRE Délégué Général pour l'Armement
A. DEJOU Président du Conseil d'Administration de l'Ecole Polytechnique	T. DE MONTBRIAL Président du Département des Sciences Economiques de l'Ecole Polytechnique
M. DIWARA Délégué Général d'E.D.F.	M. PECQUEUR Directeur de l'Institut Français des Relations Internationales
C. FREJACQUES Président du club de Dakar	M. PETITEAU Administrateur Général du C.E.A.
P. GERMAIN Président du C.N.R.S.	C. STOFFAES Directeur Général de la S.O.R.M.E.L.
	Secrétaire Perpétuel de l'Académie des Sciences

BULLETIN D'INSCRIPTION
A RETOURNER AVEC REGLEMENT JOINT AU
SECRÉTARIAT GENERAL DU COLLOQUE DE L'AX
LONDEZ CONSEIL, 14 BD POISSONNIERE
75009 PARIS - TEL. 523.44.04 - 523.44.05

organisme _____
adresse _____
_____ tél. _____
- INSCRIT AU COLLOQUE _____
M. _____
fonction _____

- JOINT UN REGLEMENT DE:
700F TTC par inscription donnant droit à la participation à l'ensemble des travaux, à l'ensemble des dossiers préliminaires, aux deux déjeuners.
soit _____ x 700F = _____ F
Désire recevoir une facture: OUI ☐ NON ☐
Règlement à l'ordre de:
Société Amicale des Anciens Elèves de l'Ecole Polytechnique (AX)

De notre correspondant

PATRICE CLAUDE.

(Suite de la première page.)

M. Li Xiannian et la « vérité absolue »

entre les P.C. chinois et soviétique ne devait pas interférer dans les relations entre Pékin, purifié, et Moscou, purifié. « *Un parti ou l'autre avait détenu la vérité absolue* » ; d'autre part la Chine ne devait aucune compensation à l'Union soviétique, même s'il était entendu que les problèmes du retrait des forces soviétiques d'Afghanistan et du Cambodge devaient y être « *écoués* » ; enfin que, si une « *préparation* » était nécessaire pour une reprise des pourparlers, elle devait être conçue et menée en « *un point crucial* ».

Établissant un parallèle inédit à Pékin, M. Li Xiannian ajoutait : « *Si nous ne pouvons pas conclure nos négociations entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis à Genève, alors*

nois.

Début février, enfin, l'ambassadeur de Chine en France assista en qualité de chef d'une délégation du parti communiste chinois au vingt-quatrième congrès du P.C.F. et, on apprend que ce dernier avait été reçu par le P.C. Pékin. Est-il possible que ces retrouvailles aient lieu indépendamment d'un contexte international ? Les dirigeants du parti communiste, s'ils conservent de profondes divergences, ont quelques positions communes ? De plus, il faut juger si le polonais est particulier, les communistes chinois se sont montrés beaucoup plus proches des communistes français (des motifs d'ordre idéologique, voire de thèses soviétiques) que des communistes italiens. La République

En second lieu, la véritable négociation sur les relations entre la Chine et ses voisins d'extrême passe par Moscou. Pékin n'est pas très sûr de lui-même, des réserves diplomatiques d'usage, ne le nie pas. C'est un point essentiel sur lequel les négociateurs chinois sont demandeurs, l'objectif étant d'obtenir que le Vietnam ne se transforme pas en une tête de pont, sur les marchés méridionaux de la R.F.C., d'un hégémonisme soviétique trop complaisant et déséquilibré. Il s'agit d'un des secteurs où la Corée sans doute — où la Chine considère que sa sécurité nationale est en jeu et c'est ce

Le poids de M. Deng Xiaoping

La direction chinoise... Le sans doute est la clé du problème. Les diplomates soviétiques que l'on pouvait interroger en 1979 à l'époque du Dr. Wang Xiangshang, directeur de l'Institut des relations avec leur perplexité sur les intentions de Pékin. Qui, au sein du bureau politique du P.C. chinois, s'opposait à l'admission officielle de la personnalité publique, est l'un des moins favorables à un rapprochement avec l'Union soviétique. L'opinion la plus défavorable d'un diplomate visant à constituer, contre Moscou, un axe Pékin - Washington passait par Tōkyō. Il ne faut pas se réveiller sur un débat entre les opinions différentes s'exprimant dans la presse chinoise elle-même, en déclarant le 6 mai 1980, lors d'un colloque à Pékin, que l'URSS (l'Etat) guinéen, M. Sékou Touré) que l'Union soviétique n'était pas

De fait, la direction chinoise, après avoir traité les Etats-Unis comme un partenaire assez exclusif pour envisager avec eux une coopération d'ordre militaire (au moins dans les domaines de l'équipement et du renseignement), peut estimer souhaitable de rééquilibrer ses relations internationales en acceptant de s'engager sur la voie d'une normalisation de ses relations avec l'U.R.S.S.

un pays socialiste, mais un pays
« social-impérialiste » ?

dominant dans le régime au moins depuis la cinquième plénum du comité central du P.C. chinois (février 1980). M. Deng Xiaoping pèse-il aujourd'hui sur la même part qu'il a eue deux ans auparavant, à l'apogée des résistances, des diverses forces politiques, le poids des réalités, l'ont déjà conduit à corriger des orientations économiques ou idéologiques qui se sont révélées impraticables ou dangereuses. La même situation se présente aujourd'hui, apparemment, en politique extérieure. Si paradoxal que cela paraisse, la question de la normalisation des relations sino-soviétiques n'est pas ramenée à un problème de politique intérieure chinoise.

ALAIN JACOB

هكذا من الاعمال

● « Il n'y a pas actuellement de présence militaire vietnamitine au Laos », a affirmé, mercredi 10 février, à Paris, M. Phoumi Vongvichit, vice-premier ministre du Laos, venu en France à l'occasion du vingt-quatrième congrès du P.C.F. Il a, d'autre part, démenti l'utilisation d'armes chimiques contre « les anti-communistes lao, spécialement : les montagnards mongs » et déclaré qu'il « n'existe pas actuellement au Laos de groupes de résistance opposés au régime populaire ».

PROCHE-ORIENT

Israël

La Knesset dénonce la fourniture d'armes américaines à la Jordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — Alors que, depuis des années, l'engagement des États-Unis aux côtés d'Israël ne semble guère avoir été remis en cause, les dirigeants de Jérusalem ne cessent de se comporter comme s'ils vivaient constamment dans la hantise d'un changement — voire d'un revirement — de la politique américaine au Proche-Orient, en faveur des pays arabes. Au moins d'un côté, l'opinion israélienne s'alarme et le gouvernement de Jérusalem dénonce, de manière très protestataire, ce qui paraît relever d'une sorte de tactique d'attente préventive ayant pour but de dissuader la Maison Blanche de modifier un tant soit peu son attitude et l'obligation de réaffirmer son soutien à Israël. On a pu assister à ce jeu après la décision américaine de vendre des avions radars AWACS à l'Arabie Saoudite, après la condamnation par Washington de l'annexion du Golan, et voici qu'il se reproduit une nouvelle fois, après le voyage en Jordanie de M. Weinberger, secrétaire américain à la Défense.

M. Weinberger a fait état d'un projet de livraison à l'armée jordanienne d'avions F-16 et de missiles anti-aériens Hawk (des engins d'un modèle plus perfectionné que ceux déjà livrés à la Jordanie) et, en outre, cette fois, mobiles, alors qu'en 1975, le Congrès tenant compte des objections israéliennes n'avait autorisé que la vente de missiles SAM syriens installés au Liban — dont Israël continue d'exiger le retrait — il ne s'agit que d'armements défensifs par définition, mais les dirigeants israéliens considèrent que la présence de tels armements risque de diminuer la capacité d'intervention de l'aviation israélienne en cas de conflit. Dans une interview à la télévision, un général a même déclaré que c'était une « menace inacceptable » et qu'il était entendu qu'Israël pourrait, au besoin, être obligé de se lancer dans une opération préventive.

D'autre part, un « haut fonctionnaire de Pentagone » non identifié, lors de la visite de M. Weinberger à Amman, a déclaré que

l'administration américaine ne devait pas hésiter à se montrer « dure » envers Israël, et que le gouvernement de Washington, pour mener sa politique au Proche-Orient, ne devait pas être « l'otage d'Israël ». A Jérusalem, on estime que ce « haut fonctionnaire » pourrait être M. Weinberger lui-même, qui passe ici pour être hostile à Israël au sein de l'administration américaine, dans la mesure où il pense, notamment, que l'absence de coopération entre Israël et les pays arabes modérés, tels que l'Arabie Saoudite, la Jordanie et les États du Golfe.

Bien que le secrétaire d'État, M. Alexander Haig, ait tenté de rassurer aussitôt les Israéliens, en déclarant qu'il n'était pas question de « réorienter » la politique américaine, le gouvernement de M. Begin a réagi promptement et vigoureusement. Le premier ministre, dénonçant les propos attribués à M. Weinberger et le projet de vente d'armes à la Jordanie, a fait adopter, le 15 février, par la Knesset, avec l'appui de l'opposition travailliste, une motion demandant aux États-Unis « de ne pas mettre gravement en péril la sécurité d'Israël ». Il a annoncé en outre qu'il allait adresser un message personnel au président Reagan pour lui rappeler la promesse que celui-ci lui a faite en septembre 1975, lors de leur dernière rencontre, de garantir quantitativement et qualitativement la supériorité militaire d'Israël par rapport aux armées arabes.

Dans cette affaire, il est significatif qu'Israël a pris, une fois de plus, les devants, puisque, pour le moment, la fourniture d'armes à la Jordanie n'est qu'un projet et que les déclarations qui ont été dénoncées n'ont pas de caractère officiel. Les dirigeants israéliens devinent de plus en plus susceptibles à mesure qu'ils approchent la date de l'annexion définitive du Golan et réduisent que celle-ci marque la fin du processus de Camp David et le début d'une nouvelle politique américaine au Proche-Orient.

FRANCIS CORNU.

Pour mettre fin à une « crise de confiance » M. Cheysson a rappelé à son collègue jordanien les principes de la politique française

M. Cheysson, ministre des relations extérieures, a reçu lundi 15 février, son collègue jordanien, M. Marwan El Kassam, pour un dîner de travail. M. Cheysson, a déclaré ce mardi le porte-parole du Quai d'Orsay, a rappelé les quatre principes sur lesquels est fondée la politique française au Proche-Orient : « Sécurité pour tous les États de la région », « Compromis Israël et pour un éventuel État palestinien », « Justice pour tous les peuples », « Coopération entre tous les États de la région ». M. Cheysson a également souligné que la France ne saurait accepter une action qui mésestime le droit international et, notamment, le droit d'établir les structures étatiques de son choix.

— Caractère inacceptable de toute action qui mésestime le droit international et, notamment, le droit d'établir les structures étatiques de son choix ; — Caractère inacceptable de toute action qui mésestime le droit international et, notamment, le droit d'établir les structures étatiques de son choix ; — Caractère inacceptable de toute action qui mésestime le droit international et, notamment, le droit d'établir les structures étatiques de son choix ;

— Nécessité de résoudre tous les problèmes par la négociation. Ces principes, a encore indiqué le porte-parole, ont été soulignés par le ministre jordanien.

Cette rencontre, à l'invitation du ministre français, était destinée à mettre fin au différend, voire à la « crise de confiance » qui a éclaté à la suite de diverses prises de position françaises à l'égard d'Israël et en particulier d'une « petite phrase » de M. Mitterrand dans son entretien télévisé du 9 décembre 1981. Interrogé sur la localisation d'un éventuel État palestinien (auquel la France est favorable), M. Mitterrand avait répondu : « On discute ; Jordanie, Cisjordanie... Ce sont les négociateurs qui décideront ».

Ces quelques mots avaient beaucoup irrité les Jordaniens. M. Mitterrand semblait en effet rejeter la thèse israélienne selon laquelle l'État palestinien est très bien là où il est déjà, en Jordanie. Le Quai d'Orsay explique alors qu'il s'agissait d'un « malentendu ». Revenant, des journalistes arabes, quelques jours plus tard, M. Cheysson déclarera qu'en raison du « très grand nombre » de Palestiniens se trouvant en Jordanie, M. Mitterrand avait simplement voulu dire que les

« deux États » (palestinien et jordanien) seraient nécessairement des « rapports très étroits » et que les Palestiniens sont « en Cisjordanie comme en Jordanie ».

Le gouvernement jordanien pour sa part gonflait que toute équivoque fût levée de la façon la plus claire et la plus formelle. Le rappel de la résolution 242 condamnant l'acquisition de la Cisjordanie « par la guerre » est de nature à le satisfaire, indique-t-on dans les milieux informés. — M. D.

Liban

89 PERSONNES TUÉES AU COURS D'AFFRONTEMENTS EN JANVIER

(De notre correspondant.)

Beirut. — A peine une brèche est-elle comblée au Liban qu'une autre s'ouvre. Pendant le mois de janvier 1982 — considéré d'un calme quasi parfait et durant lequel le mandat des troupes syriennes de la Force arabe de discussion a été renouvelé pour six mois, — quatre-vingt-neuf personnes ont quand même trouvé la mort par suite d'actes de guerre. Ce chiffre officiel, qui est sans doute en deça de la réalité, n'incite pas la criminalité ordinaire, elle-même favorisée par l'anarchie.

Les principales hostilités ont mis aux prises des formations appartenant théoriquement au même bord, puisque toutes deux allées de la Syrie et installées dans le secteur syro-palestinien progressiste : la milice chiite Amal, d'une part, et différentes organisations du mouvement national, soutenues par l'aide radicale de la résistance palestinienne, de l'autre. — L. G.

Syrie

Un important foyer de résistance subsiste à Hama

De notre correspondant

Beirut. — La reprise de contrôle de Hama par les forces de l'ordre, confirmée par la réouverture, dimanche, de la route Damas-Alep passant par cette ville, n'empêche pas un important foyer de résistance de subsister deux semaines après le début des troubles les plus graves, les plus sanglants et les plus longs qu'aient connus la Syrie depuis l'avènement du président, en 1970.

C'est à partir de grottes situées à l'ouest de la ville que les Frères musulmans et assimilés — car si l'ossature et l'encadrement de la rébellion sont fournis par cette confrérie, il est bien difficile de distinguer la Frère musulman militant des Sunnites entraînés par le courant intégriste très vivace à Hama — mènent ces combats d'arrière-garde. Ils paraissent d'autant plus décidés à une résistance à outrance qu'ils se considèrent en tout cas condamnés, et ils parviennent d'autant mieux à résister qu'ils disposent d'un terrain idéal constitué d'un labyrinthe de grottes à flanc de montagne. Ce réseau remonte à la fin du dix-neuvième siècle. A partir d'excavations naturelles que les habitants de Hama utilisaient déjà en été pour la fraîcheur qu'elles leur procuraient, ceux-ci avaient creusé des boyaux intérieurs reliant les grottes entre elles pour s'y réfugier dans le cadre de leur lutte contre les forces ottomanes.

Ce site est inaccessible aux véhicules motorisés, et constitue un abri efficace contre les bombardements. Son existence risque de prolonger l'opération de nettoyage entreprise par les autorités syriennes à Hama, dans la mesure où celles-ci se disent décidées à ne pas l'arrêter avant qu'elle ne soit totalement achevée.

Dans le reste du pays, la situation demeure calme et il est maintenant acquis qu'il ne s'y est pas produit d'incidents concomitants à ceux de Hama, à part l'attaque à main armée d'une banque à Lattaquié par des Frères musulmans. Les autorités syriennes continuent d'accuser les

États-Unis d'être les instigateurs des troubles, en liaison avec Israël. Le général Tlass, ministre de la Défense, a affirmé lundi que « les criminels recevaient leurs armes de l'étranger ». Cependant, on note que la Jordanie n'est pas mise en cause cette fois-ci par Damas et qu'elle s'abstient de son côté d'être la source, comme on en avait l'habitude d'informations sensationnelles sur les événements de Syrie.

LUCIEN GEORGE.

Égypte

CRISE DE CONFIANCE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LA MAGISTRATURE

Le Caire (A.F.P.). — Une crise de confiance a éclaté en Égypte entre l'appareil gouvernemental et la magistrature. En effet, le gouvernement a refusé de mettre à exécution la décision prise le 11 février par le Conseil d'État suspendant les arrêtés de septembre dernier concernant l'incarcération de mille cinq cent trente-six personnes dans le cadre de l'enquête sur la « sédition confessionnelle ».

Le gouvernement a déposé un recours en appel affirmant la « non-compétence » du Conseil d'État pour se prononcer dans cette affaire. Cette prise de position a provoqué le mécontentement de la magistrature, qui a soumis un mémorandum au président Mubarak, lui demandant de supprimer les fonctions du ministre de la justice pour assurer l'« indépendance de la magistrature ».

La Chambre des juges a demandé que le Conseil supérieur de la magistrature remplace le ministre dans toutes ses fonctions et que le président de la Cour de cassation et celui de la Cour supérieure constitutionnelle assurent la direction du Conseil supérieur de la magistrature. Ce Conseil est dirigé par le chef de l'État.

LA MAISON D'Auvergne

change d'adresse et prend à Paris UNE NOUVELLE DIMENSION

Véritable ambassade régionale, la Maison d'Auvergne offre, dans ses nouveaux locaux, une gamme de services très complets. Pour votre plaisir, votre curiosité, vos vacances, ou vos besoins professionnels, venez découvrir :

- * notre documentation complète et gratuite dans les domaines : tourisme, loisirs, économie, littérature, histoire...
- * notre rayon librairie comprenant des ouvrages sur l'Auvergne ou d'auteurs typiquement régionaux.
- * notre programme d'animation : expositions, conférences, projections, signatures...
- * notre service « agence de voyages » : SNCF et AVION, pour le MONDE ENTIER - Séjours touristiques ou de vacances EN AUVERGNE, individuels ou en groupes, séminaires, week-end...

AU CŒUR DE PARIS L'Auvergne EST PRÉSENTE DÉCOUVREZ-LA 194 bis, rue de Rivoli - 75001 Paris Tél. (1) 261.82.38 métro TULIERES



VIENDE PARAITRE 5, rue Jacques Bingen FRANCIS LEFEBVRE Paris 17

L'IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES Comment l'évaluer ? Comment le déclarer ? Textes et commentaires - 184 pages - 48 F franco

Depuis 38 ans, le journal spécialisé "Les Annonces" est le n°1 pour la vente des fonds de commerce En Vente Partielle 3 F et 36 r. Moins. 75011 PARIS TEL. (1) 805.30.30

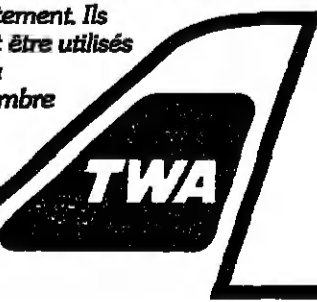
Du 11 au 28 février, 50 villes US à saisir avec TWA!



A l'occasion du Salon du Tourisme, le tarif "TWA Visite USA", uniquement réservé aux passagers de TWA sur l'Atlantique, vous offre une occasion extraordinaire : sillonner les USA sur le réseau TWA, comme bon vous semble pendant 90 jours. Et ce à un prix incroyable : 1700 F pour vous et 1335 F pour enfants de 2 à 12 ans !*

Ne manquez pas cette occasion de joindre l'économie au plaisir et au confort. Bien d'autres tarifs transatlantiques promotionnels vous sont offerts par TWA, la compagnie qui connaît bien l'Amérique. Pour tous renseignements, consultez votre agent de voyages ou TWA à Paris, Nice, Bordeaux, Nantes, Lyon ou Strasbourg.

* Du 11 au 28 février 1982, tout acheteur d'un billet aller-retour transatlantique sur TWA bénéficie de cette offre spéciale "TWA Visite USA". Le billet aller-retour transatlantique et le billet "TWA Visite USA" doivent être achetés et émis conjointement. Ils peuvent être utilisés jusqu'au 31 décembre 1982.



Vous plaire, ça nous plaît.

BRUXELLES NEW-YORK BRUXELLES

1760

forum VOYAGES

1, rue Cassette (M° St Sulpice) 75006 Paris Tél. 544.38.55 17, rue d'Orléans (M° Opéra) 75002 Paris 72, rue Jeanne-d'Arc 75000 Rouen Tél. (03) 98.32.59 Stand au salon du tourisme (Palais des Congrès) du 13 au 21 février 1982

LE BILAN DES SESSIONS PARLEMENTAIRES DU 8 SEPTEMBRE AU 5 FÉVRIER

Les résistances au changement

La session ordinaire du Parlement, du 2 octobre au 20 décembre, avait été précédée d'une session extraordinaire, du 8 septembre au 1^{er} octobre, et a été prolongée par deux autres sessions, du 22 au 23 décembre et du 12 janvier au 5 février.

Le Sénat, le Conseil constitutionnel, l'opposition de l'Assemblée nationale, seraient autant de contre-pouvoirs — sans compter les résistances du pouvoir économique — qui remettent en cause la volonté majoritaire des Français, telle qu'elle s'est exprimée le 10 mai 1981. La gauche a la victoire, mais elle n'aurait pas tous les moyens de mettre en œuvre sa politique. Le rythme du changement n'est pas assez rapide, estime le premier ministre, il faut l'accélérer. Une modification du règlement de l'Assemblée nationale y contribuerait, propose M. Mérimaz, par une limitation du dépôt d'amendements et un réexamen de l'organisation des débats, qui, en commissions et en séance publique, se répètent.

La thèse mérite que l'on s'y arrête. Et pourtant ! Le Parlement, qui a siégé du 8 septembre au 5 février — avec une interruption de dix-neuf jours — peut-il être soupçonné d'être opposé à la boulimie réformatrice de l'exécutif ? Celle-ci, pour légitime qu'elle soit, restreint à la seule fonction de législateur le rôle du parlementaire, qui est, aussi, d'être à l'écoute de ses mandats, c'est-à-dire dans sa circonscription. Ce n'est sans doute pas la seule explication, mais l'échec de trois nouveaux députés socialistes ou apparentés, lors des élections législatives partielles du 17 janvier, n'est-il pas dû également à une impossible ubiquité ? M. Mauroy a le mérite de ne pas dissimuler l'aspect électoral de ses motivations : accélérer le changement pour répondre à l'attente des Français qui ont voulu celui-ci, mais aussi pour présenter un bilan complet lorsque arrivera l'échéance que constituent les élections cantonales, en mars prochain.

L'impénitence, voire l'exaspération, de l'exécutif et de la majorité qui le soutient s'explique sans pour autant être exempte d'ambiguïté. Le verdict du suffrage universel est, d'une certaine manière, trop fécond de promesses et trop timoré dans les moyens qu'il donne pour les tenir. Car il y a tous ceux qui voudraient empêcher la gauche d'appliquer le programme — tout le programme — sur lequel elle a été élue et qui sont fondés à le faire, même s'ils sont, comme au Sénat, l'émancipation du suffrage indirect ou, comme au Conseil constitutionnel, l'incarnation de l'héritage ou, comme à l'Assemblée na-

tionale, les représentants d'une politique révoquée. Les élus et les militants socialistes et communistes le comprennent mal, voire s'en indignent. Ce qui explique, dans une certaine mesure, le climat dépourvu de sérénité des travaux parlementaires, notamment à l'occasion des débats sur les nationalisations.

Mais le pouvoir n'est pas tout le pouvoir. Il devient même contestable lorsque les contre-pouvoirs ne peuvent perdurer. La gauche le sait mais elle se heurte à une double contradiction : la première est de concilier deux impératifs — le changement et le respect des droits de l'opposition, — la seconde réside dans la capacité donnée à la majorité de freiner un changement voulu par la majorité. A partir de quel moment peut-on considérer que la première abuse de ses prérogatives et pratique l'« obstruction » ? Même si la majorité estime que ce fut le cas à de nombreuses reprises, depuis le 8 septembre, à l'Assemblée nationale, il n'est pas facile de trancher une si délicate querelle.

Pour le Sénat, les choses sont plus simples : le premier collectif budgétaire pour 1981, les radios privées locales, l'entrée et le séjour des étrangers, l'abrogation de la loi « Sauvage », les nationalisations, la décentralisation, les ordonnances sociales, le collectif agricole, la plan intermédiaire, les ordonnances en Nouvelle-Calédonie, le statut de la Corse, quatre budgets, la loi de finances pour 1982... autant de projets gouvernementaux repoussés ou défigurés.

Dès lors, quelle attitude adopter vis-à-vis de la Haute Assemblée ? En début de législature, le gouvernement a tenté — sans y croire vraiment — une entreprise de séduction afin de se concilier une relative neutralité des sénateurs. Durant la session extraordinaire de juillet dernier, ceux-ci ont jugé plus conforme à leur intérêt de réintégrer l'exécutif. Le dialogue s'est « réouvert » mais, l'est d'esprit dominant du Sénat étant de résister en bloc la logique politique et économique de la gauche, et, l'instauration d'un modus vivendi ne passant pas, pour le gouvernement, par quelque concession que ce soit à son programme. Le Sénat, dernier bastion de l'ex-majorité, joue son rôle ? Sans doute. Mais le refus pur et simple des projets de loi que le gouvernement considère comme essentiels, par la multiplication du recours à des procédures sans nuances, comme la question préalable, ne peut que fortifier les préven-

tions contre lui. Déjà, certains responsables socialistes s'interrogent sur l'utilité du bicaméralisme, voire la nient.

La décision du Conseil constitutionnel sur le projet de nationalisation était-elle une décision délibérément politique, ou était-elle parce qu'elle a été rendue par une Assemblée dont les membres furent, dans le passé, des partisans d'une politique inverse de celle qui est aujourd'hui entreprise ? La réponse, là non plus, n'est pas simple. Remettre en cause le verdict des juges constitutionnels sur les nationalisations, c'est remettre en cause l'institution elle-même. Au rythme lent des renouvellements triennaux, le rapport des forces politiques au sein de l'Assemblée du Palais-Royal sera favorable à la gauche. Celle-ci y trouvera son intérêt, mais l'impartialité des juges constitutionnels sera-t-elle davantage dé-

montrée ? Juridiction indispensable et gardienne de la Constitution : c'est la première thèse ; gouvernement des juges et pouvoir exorbitant qui peut annuler le vote du suffrage universel : c'est la seconde ; celle qu'ont défendue la plupart des responsables des partis socialistes et communistes... au risque d'oublier que le Conseil constitutionnel a rendu des décisions qui étaient favorables à la gauche.

Et le changement ? Sans doute faut-il l'accélérer, parce qu'il reste en France plus que des « lions » de pauvreté et d'inégalité, et parce que la gauche a été élue précisément pour cela. Mais que peut faire le gouvernement, à l'Assemblée nationale, pour surmonter la résistance active des groupes R.P.R. et U.D.F., sans pour autant restreindre la libre expression de l'opposition, qui réside essentiellement dans le droit — quasiment illimité — de déposer des amende-

ments ? Modifier le règlement de l'Assemblée nationale sur ce point, dès lors que toute modification est soumise au Conseil constitutionnel, serait une initiative aléatoire. A priori, elle contredirait la volonté souvent exprimée par le président de la République de restaurer et de conforter les droits du Parlement.

Si, par hypothèse, elle est incontestable, force est de constater que l'obstruction fait partie de l'actuelle règle du jeu parlementaire. Les logiques respectives de la majorité et de l'opposition recourent, en matière économique et sociale, des intérêts divergents. La « lutte des classes » serait un leurre, un épouvantail, un leitmotiv doctrinaire ? Voir. A se limiter aux professions de foi de la droite et de la gauche, on peut, en effet, s'interroger sur la réalité de son existence. A suivre l'ensemble de la discussion législative d'un projet

de loi à caractère financier — notamment l'examen des amendements — le doute se dissipe. A multiplier l'expérience, le doute devient certitude : les uns et les autres défendent des intérêts souvent antagonistes. Préfère-t-on, par souci de la litote, parler de l'« émulation » des classes ? Soit. Changer le mot ne supprime pas la chose.

Le changement ? Ce serait déformer les faits pour les besoins d'une thèse que de nier qu'il est déjà résolument engagé. Le bilan de cinq mois de travaux parlementaires en apporte des preuves suffisantes. Les réformes qu'il reste à entreprendre, celles qu'il faut accompagner, celles qu'il faudra gérer, devront s'accommoder des résistances au changement. C'est aussi cela l'héritage du 10 mai.

LAURENT ZECCHINI.

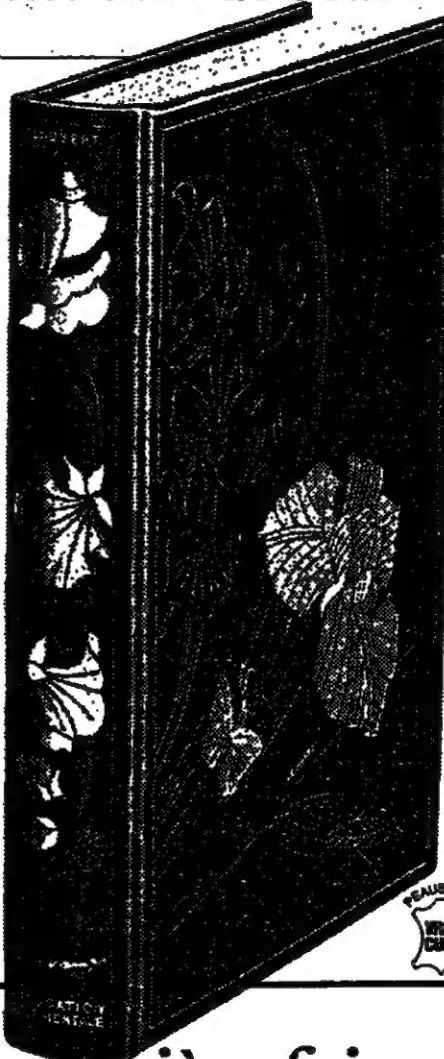
Une nouvelle idée de Jean de Bonnot :

un bonheur inespéré pour un bibliophile

Voici le premier livre au monde habillé par un couturier célèbre. Cet événement sans précédent confère à l'ouvrage un caractère unique qui enchantera les collectionneurs. Sa rareté n'est cependant pas sa seule qualité. En effet, l'exquise sensibilité de Léonard, son génie créateur et ses affinités avec l'auteur qu'il a choisi d'illustrer nous valent une des grandes réussites de l'édition d'art contemporaine.

édition intégrale en un volume grand in-quarto (21 x 27 cm)

Reliure « à fleurage » réalisée en plein cuir de mouton ébène. Décor à motifs floraux signés Léonard et frappés « à chaud » sur les plats et le dos en argent et en or véritable 22 carats. Papier vergé chiffon ivoire filigrané « aux canons ». 560 pages imprimées en 2 tons, chacune illustrée par des compositions différentes de Léonard. Tranche de tête dorée à la feuille d'or 22 carats, signet et trancheilles tressés.



L'ÉDUCATION SENTIMENTALE

Après Banville considérant que « tout le roman contemporain est sorti » de ce « livre maudit » et André Billy notant qu'il « demeure un modèle inégalable », la critique unanime admet qu'il s'agit là « d'un des livres capitaux de la littérature moderne ». Roman sensuel aux situations troublantes contenant les amours de l'adolescent Frédéric et de la capiteuse Mme Amoux, il fallait pour l'illustrer un artiste réceptif au mystérieux langage de la féminité, quelqu'un capable de rendre avec assez de tact l'émotion distillée par ce roman subtilement pervers. Léonard, le magicien de la couture, l'inventeur des soyeuses femmes-fleurs était bien prédestiné à l'illustration du roman le plus rare de notre littérature.

GARANTIE PERMANENTE DE RACHAT
Douceur de l'odeur et de la tenue du cuir véritable dont chaque année améliore le patine ! Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent être vendus à vil prix, mais le donneur à l'acheteur des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

Pour la première fois un grand couturier met sa griffe sur un livre d'art

LEONARD
habille
GUSTAVE FLAUBERT

avec la complicité de Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P. à envoyer à Jean de Bonnot 7, fg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Veillez m'envoyer, pour un prêt gratuit de dix jours, l'Éducation Sentimentale de Gustave Flaubert, en un seul volume illustré par le couturier Léonard. S'il ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir. Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 480 F (+ 20,10 F de frais de port).

Nom _____ Prénom _____
Adresse complète _____
Code postal _____ Ville _____
Signature indispensable _____

Les textes en instance

Plusieurs textes, bien qu'examinés au cours de ces sessions, n'ont pu être adoptés définitivement et restent donc en instance dans l'une ou l'autre Assemblée. Ils concernent notamment les sujets suivants :

- **Droits et obligations des bailleurs et des locataires.** — Ce texte s'organise autour de trois grands axes : les baux locaux, l'évolution des loyers et la reconnaissance des associations de locataires. Les baux devront être soit de trois, soit de six ans ; Le renouvellement du bail est de droit ; les congés abusifs sont interdits ; le propriétaire peut récupérer son logement soit pour l'habiter, soit pour un motif « légitime et sérieux ». L'évolution des loyers, que le locataire change ou non, est liée à l'évolution trimestrielle de l'indice du coût de la construction, et l'information la plus large du locataire sur le loyer et les charges est rendue obligatoire. Les associations de locataires sont reconnues et protégées au plan local, départemental et national, et la conclusion d'accords collectifs, susceptibles d'être généralisés, est prévue (le Monde des 13, 14, 15, 22, 23, 24-25 et 27 janvier).

- **Conseils de prud'hommes.** — Ce texte tend essentiellement à améliorer le fonctionnement des conseils de prud'hommes ainsi que le statut des conseillers, et à étendre la législation aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (le Monde des 30 décembre, 9 et 29 janvier).

- **Suppression du délit d'homosexualité (*).** — Ce texte, à l'initiative d'une proposition de M. Forni (P.S.), tend à supprimer, dans le code pénal, les sanctions applicables à quiconque aura commis « un acte impudique ou contre nature avec un individu mineur du même sexe » (le Monde du 22 décembre).

- **Recrutement au Conseil d'État.** — Ce texte tend à pallier l'engorgement des affaires en instance devant le Conseil d'État en instituant une nouvelle catégorie de fonctionnaires, appelés « référendaires », recrutés au tour extérieur, à titre transitoire, et pour une période de cinq ans non renouvelable. A la suite de divergences entre le garde des sceaux et le groupe socialiste, ce texte a été retiré de l'ordre du jour (le Monde du 19 décembre).

- **Filiation naturelle (*).** — Ce texte, à l'initiative d'une proposition de M. Foyer (R.P.R.), qui modifie le code civil, prévoit que, à défaut de reconnaissance volontaire, la « possession d'état » (le fait pour le père prétendu de traiter — manifestement — un enfant comme le sien) suffit à établir la filiation naturelle à l'égard du père (le Monde du 19 décembre).

- **Indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (*).** — Ce texte, à l'initiative de M. Colonna (P.S.), tend à instituer dans tous les contrats d'assurance une garantie contre les effets des catastrophes naturelles (le Monde du 5 février).

- **Égalité des sexes dans la fonction publique.** — Ce texte tend à réduire, sans les supprimer totalement, les possibilités de dérogation au principe d'égalité d'admissibilité des hommes et des femmes aux emplois publics (le Monde du 17 décembre).

Un bilan sommaire des travaux de la session parlementaire extraordinaire de janvier ainsi que la liste des textes définitivement adoptés par le Parlement paraîtront dans le Bulletin de l'Assemblée nationale (n° 27) à la fin du mois de février.

PARIS
BANGKOK
PARIS

2990^F

forum
VOYAGES

1, rue Cassette (M° St-Sulpice) 75006 Paris Tel. 544 3861
17, rue d'Antin (M° Opéra) 75002 Paris
72, rue de la Harpe 75005 Paris Tel. 583 32 58
Stand au salon du tourisme (Palais des Congrès) du 13 au 21 février 1982

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Avant-première

Empruntant à la mode masculine le style, de certaines panoplies et certains tissus, « Mode Première » vient de remporter un succès escompté auprès des détaillants français et étrangers.

Rassemblant en avant-première du géant de la fin cinquante la plus dynamiques prêt-à-porter français, la manifestation a permis de voir la mode d'automne, grâce à la présentation organisée par le Fashion Group, association de créateurs dans le monde, présidée par Nelly Rodi.

Vêtements souples, épaules douces, superposition d'étoffes de pélerines, houppelandes sur tailleurs, basques, grandes jupes au mollet, trois-quarts et vestes fourrées sur jupes, genou, culottes ou minituniques, jambes gainées de laine. Les peisseries, les lodens remplacent les tricotés tradi-

tionnels, du d'hiver 1982-1983.

La caractéristique de l'importance des jerseys et des dessins à tweed, chinés ou en jacquard, de toutes les longueurs. Les shorts, les culottes, le gardien et de gauche au mollet rivalisant avec les d'aviateur à l'épaule et pantalon et les jeans-carottes, la vedette terminée en guêtres.

Le violet réalise la synthèse de nombreux tons présentés pour l'automne, seul, du brun, du marine, du rouge vineux et du noir. Les bagues, pour leur part, apportent une note rustique aux du jour et le blanc, l'élégance de l'heure du crépuscule.

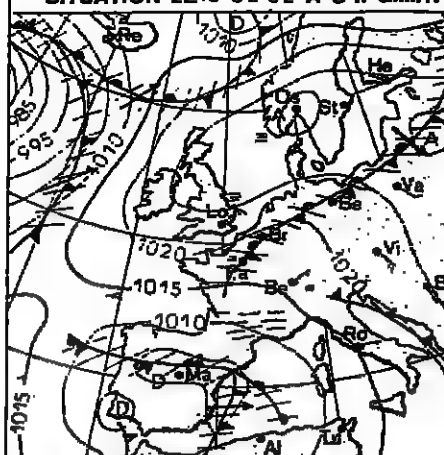
NATHALIE MONT-SERVAN.



DANA, silhouette marquante de l'automne 1982-1983 en prêt-à-porter, est présentée, en tons bruns rustiques, se compose d'une houppelande de jersey, d'une veste courte à basques sur un jodhpur à incrustation de cuir en forme de guêtre sur le devant de la jambe.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 02 82 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France

entre le mardi 16 février à 0 heure et

le mercredi 17 février à 0 heures :

Les perturbations venant de l'Atlantique

engagées au courant dérivé en direction de la France.

L'air humide qui les remplace

sur la France sera la face septentrionale

de la dépression associée qui se déplacera vers les

Mercredi, en liaison avec ces perturbations,

le temps sera nuageux à la fin du matin

sur les régions méridionales. Les pluies

(neige en moyenne montagne). Les précipitations seront localement

abondantes sur les versants sud et des

montagnes. Plus au nord, l'aspect brumeux

Au cours de la journée, les pluies

progresseront vers le sud pour couvrir

une grande partie de la France, plus

discontinues.

Les régions proches de la Manche et

du Nord-Est devront être épargnées le soir.

Les vents d'est à sud-est seront

modérés en général, assez forts à l'est

et à l'ouest.

Il fera encore frais le matin, sauf sur

les régions du sud-est où un adoucissement

relatif sera perceptible à la journée.

Pression atmosphérique réduite au

niveau de la mer : 1018,2 à 0 h, 1018,2

à 7 heures : 1018,2 millibars, 763,7

millibars.

Températures (le premier chiffre

indique le maximum enregistré au cours

de la journée du 15 février, le second,

le minimum de la nuit du 15 au 16

février) : Ajaccio, 14 et 4 degrés ;

Biarritz, 10 et 5 ; Bordeaux, 12 et 4 ;

Bourges, 8 et 4 ; Brest, 9 et 1 ; Caen, 10

et 4 ; Cherbourg, 7 et 4 ; Clermont-Ferrand,

8 et 2 ; Dijon, 3 et 3 ; Grenoble, 10 et 3 ;

Lille, 5 et 1 ; Lyon, 6 et 3 ; Marseille-Mari-

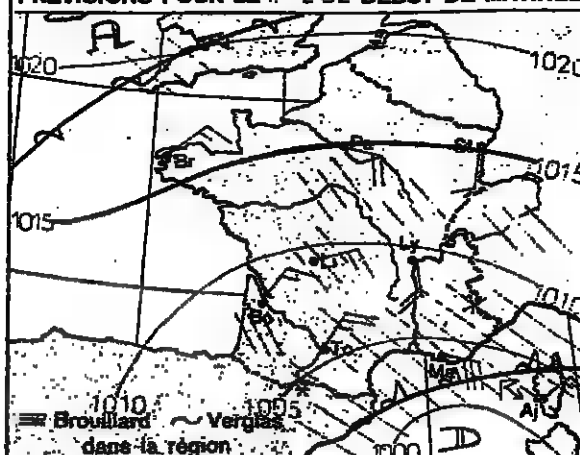
gnane, 13 et 8 ; Nancy, 11 et 1 ; Nantes, 10

et 5 ; Nice, 13 et 8 ; Paris-Le Bourget, 5

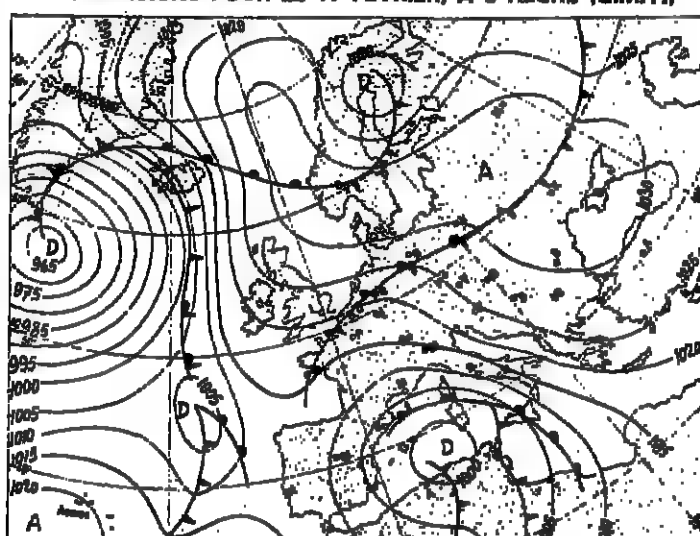
et 1 ; Pau, 10 et 3 ; Perpignan, 11 et 9 ;

Rennes, 10 et 4 ;

PRÉVISIONS POUR LE 17-2-82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 17 FÉVRIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



le Nord-Est). Mais la journée sera assez

belle malgré des nuages. Les températures

maximales seront de 11 à 13 degrés dans le

Sud.

Vendredi 19 et 20, les températures

tourneront au sud et sud-ouest, de la

Vandée et de la Bretagne aux Flandres,

en apportant sur ces pays un temps

assez doux mais brumeux et très nuageux.

Ailleurs, il fera frais le matin puis le

après-midi sera le plus souvent ensoleillé

avec des températures de 11 à 13 degrés

avec des gélées fréquentes dans l'intérieur

(-1 à -3 degrés, mais localement

moins -5 degrés dans le Nord-Est). Les

températures maximales seront de 10 à

12 degrés dans le Nord-Est. Ailleurs, les

températures seront plus basses, en fonction

de l'altitude.

(Document établi par le service technique spécial de la Météorologie nationale.)

TOURISME

Tombelaine pour la Manche

culturelle qui propose de contribuer au développement d'actions de découverte, de connaissance et d'animation du département de la Manche.

une expérience plusieurs fois

la culture, du tourisme ou de l'animation.

Il est décidé de mettre en commun

leurs passions et compétences pour proposer

aux adhérents une expérience

possibilités multiples d'activités culturelles et

touristiques de qualité : l'organisation

de groupes pour des voyages (vingt à

vingt-cinq personnes au maximum)

d'adhérents individuel ; l'organisation

de séjours ; les associations, comités

d'entreprise, amicales... ; l'organisation

historique et architecturale pour les guides

certains monuments (cathédrale de Coutances,

abbaye de Mont-Saint-Michel...), l'organisation

du terrain pour les élèves d'écoles

de tourisme (B.T., B.T.S., maîtrise), formation

de l'habitat (connaissance et mise en

restauration), formation de l'environnement

(étude de milieux naturels, sensibilisation à la

protection, etc.).

4, rue des Bénédictins, 51000 Fougères.

(91) 99-69-59.

LA S.N.C.F.

LOUE AUSSI DES VOITURES

Le service « train + auto » de la

S.N.C.F. existe depuis trente-cinq

ans. Il permet aujourd'hui - à qui

seulement aux usagers du chemin de fer - de louer des

voitures dans les cent six gares

françaises. Satisfaisant les besoins

des voyageurs d'affaires comme de

convenance, le service « train +

voiture » s'est développé au rythme de

10 % l'an.

Afin d'élargir cette activité, tout

en adaptant aux nouvelles habi-

tudes de voyage des utilisateurs, la

Société de transport d'exploitation

des transports auxiliaires (S.C.E.A.),

filiale routière de la S.N.C.F., qui

gère ce service, a signé en mars

1981 un accord avec Ino-S.A.,

représentant en France du grand

loueur de voitures à la journée.

Budget de Transmanche Airline,

première compagnie charter du

monde. Cet accord donne au service

S.N.C.F. - Ino-S.A. (le troisième)

Budget, présent dans quatre-vingts

voitures, et en France même, des

points de location d'incorporés

notamment dans les aéroports

parmi lesquels Orly, Roissy-L.

et Roissy-M.

« Budget train + auto » offre

toutes les formules de location,

au kilométrage ou à forfait, et

aussi pour les entreprises une

tarification spéciale. Les quelques

réductions, les réservations

central pour le service peuvent

être appelés, gratuitement, en

France, au (16) 05 05-05-11.

LOGEMENT

HABITAT AUTOGÈRE.

Le mouvement « Habitat

autogéré » organise une rencontre

des adhérents à son nouveau siège

parisien : 28, rue Alphonse-

Bertillon, 75014 Paris, le samedi

21 février, à partir de 11 heures.

Les problèmes soulevés par la

construction des logements sociaux

et les associations de promoteurs

sociaux (coopératives d'H.L.M.)

seront représentés. Renseignements : M. Philippe

Hassler, 532-03-69.

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue de Valenciennes

75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. Paris

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.

273 F 611 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

273 F 611 F

IL - TUNISIE

273 F 611 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque

postal (trois volets) voudront bien

joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines au plus) :

un abonné doit joindre 3 formules

avant le départ.

Le dernier numéro d'envoi à

correspondance.

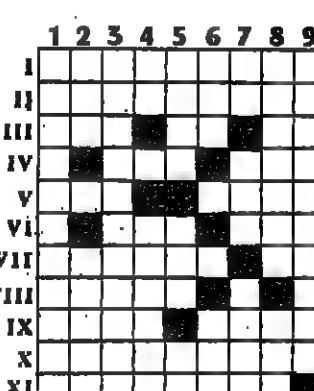
Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capitales d'imprimerie.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3127



HORIZONTALEMENT

I. Fait prendre des bûches à

des pelles. II. Plumes d'un

balai. III. En Mésopotamie. Sym-

bole. Ancien avenu. IV. Bande

de gélules. V. Un général s'y

rendit. Peut être cloué sur un

fauteuil. VI. Région du désert. Ne

s'applique au boulot. VII. Les

palmes facilitent son

travail. VIII. Comme un

d'essai. IX. Meurt dans sa chair.

Bande de crocodiles. X. Qui peut

faire prendre une culotte. XI. Est

venue la mèche.

VERTICALEMENT

I. Décroivent qu'ils

compagnent. II. Interjection.

Homme d'équipe. III. Fait laver

linge avec des battoirs. IV. Note.

Rétablit ou révoque. V. Ceufs à

l'eau. Permet de se passer du bac.

Petit jeu à barres. VI. Serré

à ses voisins dans une limousine.

Trait brillant. VII. Préfixe.

Parfois joué par comédiens.

Écrivains allemands. VIII. Stationne

devant guichets. Invitation au

départ. IX. On y gardait autrefois

des moutons.

Solution du problème n° 3126

Horizontalement

I. Intendant. II. Nue. Oise.

III. Titans. VI. IV. Etête. Zen.

V. Dossard. VII. Tien. Anse.

VIII. Nervi. VIII. Ote. H6! On.

IX. Nègre. Cr. X. Et. XI. Sein.

Bé.

Verticalement

I. Intentions. II. Nuit. Ties.

3. Tête-de-nègre. 4. Aione. Rai.

5. Nones. Rhein. 6. Dis. Save.

7. As. Zani. 8. Nevers. Orde.

9. Indemnité.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 18 FÉVRIER

Collection Thyssen, 10 h 30, Palais

Fabre, Mme Garlier Ahlberg.

« Église Saint-Gervais », 14 h 30, fa-

çade, Mme Allaz (Caisse nationale des

monuments historiques).

« Crypte de Notre-Dame », 15 h, en

prés par le stationnement (Appro-

che à l'Art).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel

du lundi 15 au mardi 16 février :

DES DÉCRETS

« Portant création de la

	la semaine	la semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,60
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

	la semaine	la semaine T.T.C.
ENCADRÉES	12,00	14,10
D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre des parutions



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

Planifier la construction d'un important programme hospitalier

L'ALGERIE ET L'ARABIE SAOUDITE nous ont confié la réalisation de plusieurs hôpitaux clés en mains, qui représentent au total, respectivement 200 et 800 lits.
Ingénieur de formation, nous avons, par plusieurs années de pratique sur de grands chantiers T.C.E., acquis une bonne expérience de la planification.
Votre mission : organiser le travail et les interventions des sous-traitants, veiller au suivi du planning, du gros œuvre aux Corps d'Etat.
• pour deux hôpitaux de 175 lits en Algérie, près d'EL-ASNAM.
• pour un hôpital de 500 lits et trois de 100 lits en ARABIE SAOUDITE.
Une bonne connaissance de l'Arabe est, bien sûr nécessaire. Après cette première mission, nous trouverons un sein de notre groupe, de nouvelles possibilités d'évolution.

(Réf. 8011 AL)
(Réf. 8011 SA)

BOUYGUES

Merci d'adresser votre candidature à G. Desruelles pour la réf. Arabie et J. Surugue pour la réf. Algérie - BOUYGUES - Direction du Personnel
B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX

Benin-Sheraton Hotel

*** LUXE - 200 chambres
OUVERTURE MAI 1982

République Populaire du Bénin (Afrique de l'Ouest)

directeur financier et administratif

(CONTROLLER)

Il propose le poste à un Diplômé de l'Enseignement Supérieur, Grande Ecole, Commerce, option comptabilité ou expertise comptable, ayant au minimum 30 ans, pratiquant couramment l'anglais, ayant travaillé dans l'industrie ou une société de Services, ayant l'expérience de la gestion et de la comptabilité, le français et l'anglais sont obligatoires.
Le poste implique la responsabilité d'un service de 20 personnes minimum et la capacité à coordonner l'organisation d'un hôtel dans le respect de ses normes et à participer activement.
Le salaire C.E.E. est obligatoire.
Compte tenu du dynamisme et de l'expansion de la chaîne, le poste propose de nombreuses possibilités d'évolution.
Merci d'adresser votre candidature, CV et références écrites sous référence 8011 - Paris Sheraton - Service de Personnel 18, rue du Commerce - Montreuil - 93014 PARIS
Les interviews auront lieu à Paris ou à Londres.

GRUPE
S.N.P.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

Mission au Mexique pour un Ingénieur Système

Notre groupe (3000 personnes - 30 agences en France - 18 filiales à l'étranger) recherche un ingénieur-système qui travaillera sur le compte de notre filiale mexicaine.
Le candidat souhaité pour faire des études de 2 à 3 ans dans une fonction similaire, et d'une parfaite maîtrise des systèmes Burroughs, série 6000 à 7000.

La mission sera d'une durée minimum de 2 ans. L'expérience de la réintégration au sein du Groupe S.N.P. Paris lui sera assurée.

La connaissance de l'espagnol serait appréciée.

Les candidatures doivent être adressées à : S.N.P. - Direction des Ressources Humaines - 18, rue du Commerce - 93014 PARIS

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01



COMEX FAR EAST LTD. - BORNEO

Ingénieur ESTP (ou éq.)

Pour prendre rapidement la responsabilité des activités de travaux publics et maritimes (des installations de plateformes aux chantiers de terrassement). Une solide expérience de ce type de chantiers est nécessaire. Réf. M 385.

Ingénieur soudeur

Ayant une bonne pratique de la soudure en chantier, il aura à assurer la responsabilité de l'activité préfabrication et réaction sur site (charpentes métalliques, tuyauteries, petits pipe-lines). Réf. M 386.

Pour ces postes, la pratique de l'anglais est impérative. L'expérience d'expatriation souhaitée. Adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence :

SVP RESSOURCES HUMAINES
48, rue Grignan, 13001 Marseille

GRUPE INTERNATIONAL DE RESTAURATION
recherche pour L'ARABIE SAOUDITE un

DIRECTEUR DE FILIALE

responsable de l'implantation, du développement et de la gestion de bases vie et d'unités d'exploitation.

Le titulaire du poste diplômé d'études supérieures ou d'une Grande Ecole Hôtelière devra avoir une solide expérience de marketing et de l'organisation et avoir exercé un rôle complet de gestionnaire pendant plusieurs années.

Une excellente pratique de l'anglais est indispensable.

Evolution de carrière certaine au sein du groupe pour un candidat de valeur.

Résidence : RIYADH

Avantages liés à l'expatriation : appartement meublé + voiture de fonction.

Ecrire première lettre manuscrite avec C.V., copies des diplômes et certificats professionnels, photographie, sous référence 4478 M à

PIERRE LICHOU S.A. - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02

qui transmettra

Importante société recherche pour mission longue durée en famille

FRANCE D'OUTRE-MER

Ingénieur électronicien métrologie

Responsable d'un important parc d'appareils de mesure (du continu aux hyperfréquences).

• Gestion (ensembles, sous-ensembles, pièces de rechange).

• Maintenance.

• Calibration.

• Renouvellement.

Il devra coordonner et animer une équipe de 15 techniciens de laboratoire. Expérience d'organisation rigoureuse.

Envoyer C.V. sous réf. 9348 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

INGÉNIEUR DE VENTE

Aide au développement

Recrute un :

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.

• Responsable programme de développement régional, montage, suivi, suivi.



Leader mondial des travaux sous-marins

District manager Nigéria

... un travail de véritable entrepreneur

La rémunération reste ouverte. Il sera intéressé aux résultats. Une offre de participation au capital est prévue.

Pour réussir, il lui faut :

- Une formation ingénieur + gestion.
- Une expérience réussie dans le monde du pétrole et de l'offshore ou de la construction métallique de structures et des T.P.
- La maîtrise de l'anglais.
- Une expérience de l'expatriation.
- Le sens du challenge et le goût de la réussite.

Adresser dossier de candidature, réf. M 384 à

SVP RESSOURCES HUMAINES

48, rue Grignan 13001 Marseille



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

THOMSON-CSF

DIVISION EQUIPEMENTS AVIONIQUES

Centre de BORDEAUX-PESSAC

INGENIEURS GRANDES ECOLES
DEBUTANTS OU COURTE EXPERIENCE (2 ANS)

PHYSICO-CHIMISTE

avec connaissances en ELECTRONIQUE

ELECTRONICIENS

Pour ces postes d'ETUDES, d'INDUSTRIALISATION de DEVELOPPEMENT, il offre :
• une formation des techniques évoluées
• conditions de travail particulièrement favorables
• une carrière en plein développement.

Adresser C.V. avec photo et prétentions au Service du Personnel - B.P. 94 - 33607 PESSAC.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Notre Société, d'un puissant groupe financier, occupe les premières places de la PROMOTION IMMOBILIERE. recherchons pour notre DIRECTION

NICE

ingénieur responsable d'opérations

Diplômé : CENTRALE - A.M. - E.T.P.

Il prendra part à la conception des opérations et sera chargé de l'étude, la mise au point de la (autorisations administratives, plans, financement, passation des marchés). Il veillera au prix et au rendement tout particulièrement à la qualité du produit.

Son rôle se poursuivra jusqu'à la phase commerciale et que le règlement des impôts impliquant la comptabilité.

La première expérience, si possible dans le domaine de l'immobilier, s'avère indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 8004 à :

OF organisation et publicité

RESPONSABLE FABRICATION

120.000 F

LOIRE. Une PME, l'imprimerie, brochage et cartonnage, recherche pour l'encadrement personnel, pour l'organisation et le développement la production un Responsable Fabrication. P.D.G. Il sera chargé d'organiser la production en "plan charge machines" d'optimiser l'emploi qualitatif et quantitatif du personnel. Par ailleurs il gère les approvisionnements et réduit les coûts afin de parvenir aux meilleurs prix. Le candidat, âgé de 30 ans environ, diplômé d'une école d'ingénieurs ou équivalent, devra posséder une expérience de production dans l'imprimerie d'une aptitude au commandement et à l'organisation. Perspectives de carrière pour une forte personnalité.

Envoyer CV + photo, réf. 157.

Conseiller de Direction recrutement-formation-gestion de personnel

25, rue J. Sarlin 69001 LYON - Tél. (7) 70 00 00

Joël PICARD



GROUPE METALLURGIQUE DE PREMIER PLAN DANS SON SECTEUR recherche pour l'une de ses unités en PROVINCE (Région Nord)

DIRECTEUR D'USINE

DE HAUT NIVEAU avec expérience similaire.

Envoyer CV, photo sous No 24.345 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

ENTREPRISE SITUÉE A REIMS, FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL LEADER DANS LA DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE recherche

CHEF DE PRODUCTION

28 ans minimum INGENIEUR MECANICIEN A.M. ou équivalent

CHEF DE SERVICE COMMERCIAL

INGENIEUR 30 ans minimum

PROMOTEUR DES VENTES

INGENIEUR 25 ans minimum

Anglais nécessaire

Tous ces postes comportent de réelles perspectives d'évolution de carrière au sein du groupe.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 24081 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, Opéra Paris Cedex 01, qui transmettra

IMPORTANT GROUPE TRAVAUX PUBLICS recherche

ADMINISTRATIF

niveau BTS Gestion ou DECS

à pourvoir au sein de la Métropole.

CV, photo et prétentions à : Contesse Publicité 20, Opéra Paris Cedex 01, qui transmettra

personnel manager

OUEST

Notre société, d'un important groupe international, est implantée dans une ville agréable de l'Ouest de la France. Dépendant directement du Directeur Général, vous prendrez en charge le développement de l'ensemble de la fonction, au niveau du personnel Usine, Siège et Commercial soit un peu plus de 500 personnes.

Vous définirez d'abord la politique du personnel et la mettrez en œuvre pour ce qui concerne l'administration, la gestion des ressources humaines, la formation, le recrutement. Bien sûr, vous intervenerez également dans le domaine social (C.E.D., C.F.T.) pour contribuer à la satisfaction des responsables opérationnels.

Il s'agit d'un poste de haut niveau où l'expérience d'une fonction similaire de 5 ans minimum en milieu usine et siège est nécessaire, de préférence dans une entreprise internationale.

Par ailleurs, une formation supérieure, de bonnes connaissances en législation sociale, une grande pratique des contacts à tous niveaux seront le reste.

Enfin, compte du caractère international dans lequel nous évoluons, la pratique courante de l'anglais sera appréciée.

Merci d'envoyer votre C.V. sous la Réf. 5301 à Michel GARNIER.

INTERNATIONAL DRIVE 28, avenue de la Paix

à qui nous avons confié cette recherche.

INGENIEUR RESPONSABLE DANS UN SERVICE EXPERIMENTAL D'ESSAIS SPECIAUX SUR MOTEURS DIESEL

Le poste comporte la préparation, le suivi, le dépouillement et la rédaction des rapports correspondants.

Formation recherchée : ENSI - EPL - AM, avec expérience ou débutant diplômé de l'ENSPM (Moteurs).

Le poste est situé dans une petite ville de Bourgogne. Possibilité de logement.

Ecrire avec C.V., manuscrit, photo et prétentions, sous No 24196, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

JEUNES INGÉNIEURS

(Généralistes, mécaniciens, automaticiens, physiciens, chimistes...) débutants ou ayant quelques années d'expérience.

L'un des premiers Groupes Industriels Français vous propose de vous orienter dans les domaines suivants :

Production

Etudes

Recherche

Développement

Informatique

Ce groupe est fortement implanté en Europe et en Amérique.

Ses techniques d'avant-garde en ont fait le leader mondial de sa spécialité.

Il offre des hommes du caractère de larges possibilités d'évolution en France ou à l'étranger.

Ecrire en joignant C.V. et photo à INTERMEDIA N° 454 - 59, rue La Fayette - 75001 PARIS qui transmettra. - Discretion assurée

A VALENCE



recherche

Dans le cadre du développement de son activité "TERMINAUX DE PAIEMENT"

CHARGÉ D'ÉTUDES MARKETING

Poste 1 : s'occupant au sein du marketing : les études de marché et enquêtes auprès des responsables de niveau bancaire et de la grande distribution ; la planification marketing de la ligne de produits " Paiement électronique ".

Poste 2 : Ce poste nécessite : une formation supérieure, commerciale ou technique ; une expérience en marketing et biens industriels

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Venant renforcer l'équipe technico-commerciale et Pénées et terminaux, il assurera la liaison avec les banques, en France, terminaux de paiement et systèmes associés.

Il sera chargé de la formation des ingénieurs et une expérience dans la vente de produits similaires.

Pour ces deux postes : une bonne connaissance de l'Anglais est exigée ; une bonne connaissance du milieu informatique sera appréciée ; de fréquents déplacements à partir de Valence seront nécessaires.

Référence n° 243 Adresser CV photo, références, prétentions à Crouzet SA 28027 Valence qui transmettra

Chef du Personnel

La fonction personnel au plus haut niveau demande du doigté, la fermeté, le dynamisme et de la prudence et une excellente connaissance du droit du travail.

vous avez une expérience déjà réussie dans cette fonction, quel que soit votre âge, homme ou femme, vous saurez prendre la responsabilité de servir le personnel dans notre Société.

En liaison étroite avec le Directeur Général, vous assurerez l'administration et la gestion du personnel en participant aux négociations avec les représentants salariés.

Nous sommes une société agro-alimentaire, région Centre, 150 millions de C.A.

Pour rencontrer, veuillez nous adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) sous réf. 157 à

LTP 31 Bd Maréchal Lyautey 75008 Paris Cedex 02 qui transmettra

Ingénieur système

Nous sommes une grande Société d'Assurances.

Notre C.A. est de 2,4 milliards.

Investissements à l'échelon mondial dans les domaines de l'assurance. Nous recherchons un INGENIEUR SYSTEME avec d'expérience minimum.

De formation Ingénieur ou équivalent, il aura pour mission de faire évoluer l'environnement technique, très large.

Le contexte actuel :

une équipe jeune et :

3 I.B.M. 4341 - Modèle :

Télétraitement : terminaux

Siège et en agences

le réseau TRANSPAC

VTAM

DOS/VSE

Le poste est basé au Siège Social à 10 km de ROUEN, 1 heure de PARIS, dans un cadre exceptionnel.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à MUTUELLES UNIES, 3037 X, 75029 PARIS CEDEX, qui transmettra

mutuelles unies

GROUPE SEB S.A. LYON

Directeur gestion des cadres

270 000 +

Le Directeur Général du Groupe vous confie cette fonction pour assurer le développement adapté des cadres dans l'ensemble du Groupe (France et étranger).

Réussir l'insertion efficace d'un système adapté à un groupe décentralisé de 400 cadres français sera le premier enjeu.

Les responsabilités se développeront ensuite vers la promotion de l'ensemble des cadres du Groupe.

La réussite retenue sera celle d'un jeune professionnel de la gestion des cadres ayant l'expérience des contacts indispensables dans une fonction d'innovation et de développement.

L'ouverture vers des formes originales de gestion sociale sera l'objet d'échanges de vues avec les candidats. La pratique courante de l'anglais est impérative.

Le Groupe international SEB (sociétés SEB, TEFAL, CALOR, ...) compte 8 000 salariés et 400 cadres ; le chiffre d'affaires dépasse 2 milliards de francs en 1981 ; 40 % sont réalisés à l'étranger.

séle CEGOS

Envoyer candidatures sous pli confidentiel avec lettre de motivation à : M. J. FERRY-CLEMENT 204, Point du Port-de-Stèves, 80111 BOULOGNE CEDEX



Leader mondial des travaux sous-marins, aussi doté d'importants équipements de surface.

Ingénieur responsable des 'moyens marines'

Analyse des besoins, gestion technique du parc à travers le monde, recherche de solutions matérielles et économiques optimales dans un marché international à évolution constante, relations avec les partenaires économiques et commerciaux.

Ce poste sera confié à un ingénieur de bon niveau, ayant une solide expérience du milieu du milieu offshore et de la négociation de chart-party. Anglais pratique impératif. Poste basé à Marseille. Déplacements à prévoir. Rémunération attractive. Adresser dossier de candidature, réf. 377 à

SVP RESSOURCES HUMAINES rue Grignon 13001 Marseille.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ingénieur organisation haut niveau

Depuis près de 5 ans dans un Cabinet d'Organisation réputé, j'ai varié mes interventions dans différentes entreprises ont affiné mon diagnostic. Pragmatique et d'excellent contact, vous avez recommandé et mis en place avec moi des changements d'organisation touchant différentes fonctions. Aujourd'hui le rôle de consultant extérieur ne vous attire plus. Vous souhaitez exercer des responsabilités dans une entreprise, grande de préférence à cause de ses perspectives d'évolution. Vous voulez mieux mesurer l'efficacité de vos recommandations et votre capacité à mettre en œuvre concrètement.

La Société DIEPAL vous propose de participer à son développement. Elle réalise plus de 100 M de Frs de CA, dont 20% à l'exportation. 1101 personnes y produisent et commercialisent les aliments pour enfants - Bledine, Bledina - Cracottes (oscar de l'innovation). Entreprise sur ses marchés, elle entend le rester mais elle attaque de nouveaux créneaux.

Vous serez membre du Comité de Direction et aurez leurs objectifs d'adaptation et de développement de l'entreprise. Devancer les évolutions, conseiller les changements d'organisation et de structure. Aider chacun à les réaliser. Faciliter la prise en compte de la dimension humaine. C'est là une opportunité exceptionnelle d'exprimer pleinement votre dynamisme et votre efficacité. Sans parler de l'intérêt de travailler près de Lyon, à quelques heures des Alpes et de la Méditerranée.

Adresser votre candidature avec CV détaillé, sous réf. 17 M, en précisant rémunérations actuelles et souhaitées à : BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 PARIS.

bsn-gervais danone bsn.gervais danone . bsn

ingénieur gestion de production

Réf. F7 M

Les BRASSERIES KRONENBOURG - 1,8 Md de Frs de CA, 2600 personnes - recherchent pour leur Direction Technique un ingénieur en gestion de production.

La production de bière et la diversité de la clientèle impliquent une adaptation constante de la production et des stocks en fonction de la demande.

Pour permettre à la Direction Commerciale d'assurer le meilleur service à sa clientèle, cet ingénieur négociera les plans de production, les deux aspects de la gestion quantitative des stocks produits finis.

Il développera par ailleurs les méthodes et les outils de gestion de la production, des stocks, participera aux réflexions sur la politique logistique.

Du fait de sa complexité, ce poste fait appel à des connaissances en informatique, en mathématiques appliquées et en gestion d'entreprise. Un ingénieur AM, IDN, Mines... ayant acquis quelques années d'expérience en gestion de production pourra y faire valoir ses aptitudes à la négociation pour envisager à terme des évolutions intéressantes. Le poste est situé à Strasbourg.

esc, sc. eco, sc. po, decs débutant

Réf. R4 M

Dans le cadre de leur politique commerciale, les BRASSERIES KRONENBOURG apportent leur concours financier à des étudiants, à l'acquisition de fonds de commerce. Elles recherchent aujourd'hui un jeune diplômé débutant pour lui confier un poste de CHARGE D'ETUDES DE CREDIT. Basé au siège à Strasbourg, il se déplacera fréquemment auprès des Directions Régionales de Vente (Paris, Nantes, Toulouse, Marseille) pour y travailler en liaison étroite avec les cadres commerciaux. Il assistera dans le montage des dossiers de crédit présentés par la clientèle. Il étudiera les demandes sous l'angle financier et juridique. Par délégation, il prendra personnellement position et donnera son accord jusqu'à un niveau donné d'engagements. Pour les dossiers dépassant ces limites, il soumettra ses recommandations à son chef de service.

Ce poste nécessite une grande disponibilité et d'excellentes capacités humaines. Il s'exerce dans des conditions d'autonomie et de responsabilité. Bien entendu, la formation continue sera assurée pour prendre en charge progressivement la fonction.

Adresser votre candidature avec CV détaillé, sous réf. correspondante, en précisant rémunérations actuelles et souhaitées à : BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téhéran - 75008 PARIS.

bsn gervais danone bsn.gervais danone . bsn



Comex Industries, Société du groupe Comex, chargée de la conception, la réalisation et la commercialisation d'équipements d'intervention sous-marine.

Leader sur le marché mondial. En développement constant.

Ingénieurs d'étude électriciens (et électroniciens)

Postes basés à Marseille. Anglais pratique impératif.

Adjoint au chef de département électricité/électronique

De formation supérieure ESE, avec Télécom, 4 ans de formation gestion et ayant 5 ans au moins d'expérience, il participera à l'animation, à la gestion et à la définition de la politique du Service, de la conception et des études des matériels au choix des sous-traitants et à la coordination des essais - 30 ans min. Réf. M387.

Ingénieur électricien

ENSI ou équ., ayant la pratique de l'électricité moyenne tension et des moteurs, il participera à la conception du matériel, aux essais et à la mise au point sur site. 25 ans min. Réf. 388.

Adresser dossier de candidature, en précisant la référence à :

SVP RESSOURCES HUMAINES

48, rue Grignan - 13001 Marseille



Responsable Administratif et Financier

ROBINE SA

PMI de 220 personnes, tournée vers l'exportation, filiale du Groupe GALLAY SA

est spécialisée dans la construction d'unités ou d'usines complètes clés en mains dans les domaines : agro-alimentaire, stockage des gaz liquéfiés et des hydrocarbures, traitement des eaux, ...

Elle recherche pour son unité de Saint Amand les Bains son CHEF du SERVICE ADMINISTRATIF et FINANCIER.

Rattaché au P.D.G. et fonctionnellement au Directeur Financier du Groupe à Paris, il animera les services comptabilité générale et analytique, trésorerie, paie, services généraux. Il aura les budgets ainsi que le fonctionnement, à l'échelon de la Société, de l'informatique du Groupe.

Ce poste intéresse un professionnel de la gestion d'entreprise, diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 32 ans au minimum, souhaitant avoir une fonction globale au sein d'une PMI dynamique. Ses compétences techniques couvriront l'ensemble de la fonction administrative et financière. La maîtrise de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 82203 à Michel BARBEY qui prendra contact en vous garantissant la confidentialité voulue.

13 bis, rue Henri Mornier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53

centor

LE LABORATOIRE D'ELECTRONIQUE ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATIQUE (GRENOBLE)

recherche Pour ses NOUVEAUX LABORATOIRES DE MICROELECTRONIQUE

UN INGENIEUR E.N.S.I.-A.M.-I.D.N.

Formation électronique, génie physique, électrotechnique

Plusieurs années d'expérience indispensable dans la conception et le contrôle des salles blanches de microélectronique.

Bonne connaissance du milieu chercheur afin de :

- participer à la surveillance des travaux de construction et d'aménagement
- prendre en charge le perfectionnement des opérateurs techniciens et ingénieurs pour les conditions de travail en salle blanche
- recruter et diriger la future équipe d'entretien et de maintenance (8 personnes environ)
- prendre en charge les améliorations et modifications à apporter aux installations en fonction des nouveaux programmes de recherche.

Adresser C.V. détaillé, prétentions et photo sous no 24408 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS 01, qui trans.

chef de division

Province agréée 220.000 F/an

Société Française 5000 personnes leader européen, biens d'équipement durables pour l'habitat cherche :

CHEF DE DIVISION ORDONNANCEMENT, LANCEMENT, APPROVISIONNEMENT, TRAFIC

Son rôle consistera essentiellement à organiser les services (100 personnes), à assurer le lien entre les départements commerciaux et la production et à programmer les matériels en relation avec l'informatique.

30 ans minimum, Bac + 5, 10 ans d'expérience, dont au moins 5 ans dans ce poste. Ce poste requiert non seulement des compétences techniques et des qualités de meneur d'hommes, mais aussi une personnalité affirmée de "coordinateur".

Les candidats intéressés enverront leur dossier de candidature sous référence 8889-4 à I.C.A., 3 rue d'Hautville 75010 Paris, en précisant :

I.C.A. International Business Advertising NEW YORK PARIS

Société industrielle proximité CHATELLERAULT (86) recherche :

COMPTABLE 2^e Echelon

Niveau LUT - BTS ou équivalent. Age : 30 ans environ. Connaissance anglaise exigée. Expérience appréciée. Pratique informatique souhaitée. Adr. C.V., photo et prétentions, à : Agence HAYAS, BP 239, 86006 POITIERS, sous le numéro 740 526.

GRUPE FONDERIES ET ACIERIES DU MANOIR (4 unités) recherche pour la division fonderie - moulages statiques

Responsable commercial FRANCE et EXPORT

30 ans minimum

Formation supérieure : soit commerciale (HEC, Sup. de Co. Paris) ayant expérience en négociations de contrats de biens d'équipement dans le secteur métallurgique, soit technique (Central, A. M., etc.) ayant expérience en production et si possible de commercialisation dans le domaine de la fonderie.

Allemand courant indispensable. Expérience sur le marché allemand souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions à réf. CC106 PROFILS Immeuble Pérusud 5, rue Louis Lejeune 92128 MONTRouGE

PROFILS

BOULOGNE SUR MER

jeune acheteur

BILINGUE ANGLAIS-FRANCAIS

Vous avez 28 ans environ et déjà une bonne expérience de la négociation. Nous proposons de prendre le poste de :

responsable des achats

de notre Groupement d'achats (surgelés, C.A. 81 : supérieur à 200 millions), chargé de sélectionner les grands produits de base des distributeurs et de négocier.

Votre personnalité et vos compétences en négociation et en décision : une expérience de la négociation et une indispensable ; une formation à la spécificité des produits sera assurée.

Vous devez avoir des contacts réguliers avec les distributeurs et donc être disponible pour voyager assez fréquemment.

Les candidats (lettre de motivation et C.V. sous réf. 2096-M) en précisant la rémunération, seront reçus en toute discrétion par :

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 40, rue d'Alsace-Lorraine 92010 ANTONY

A M F

CUNO EUROPE - 80 millions de C.A. en 1982
Filiale française d'un groupe multinational américain leader dans son activité (région Nord-Ouest)
recherchons sous :

CHEF COMPTABLE

Rattaché à notre directeur financier, il assurera la responsabilité de la comptabilité générale et de la comptabilité analytique. Il développera la gestion comptable des stocks et l'analyse des prix de revient, avec l'aide de l'informatique.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure, niveau D.E.C.S. ou équivalent. Ils auront déjà acquis une expérience dans un poste à responsabilité industrielle liés à une unité de fabrication. Maîtrisant la comptabilité anglo-saxonne, ils auront la connaissance indispensable de la langue anglaise.

Adresser C.V. détaillé, photos et prétentions, à : M. CLAUDE HUMÉZ, directeur du personnel A.M.F. CUNO EUROPE, les Azaques, 62730 MARCK.

annonce parlée

La filiale d'un important Groupe industriel recherche pour une usine située à proximité de Lille

Un jeune ingénieur chef de fabrication

Âgé de 27 ans minimum, ingénieur chimiste de formation, possédant déjà une première expérience de production acquise de préférence en pétrochimie, il aura la responsabilité technique, budgétaire et de commandement d'une unité d'environ 100 personnes.

Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par l'Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et nous rencontrerons en toute discrétion.

Appeler le 763.11.15 de 9 h à 18 h réf. 1206.

SVP Information Carrière 11 rue de Logelbach 75017 Paris

Promodès

1^{er} grossiste multibénéficiaire européen (15 Milliards de C.A. en 1981) souhaite intégrer dans l'équipe de Direction de sa branche :

Promogros

un Cadre de haut niveau pour y créer le poste de :

Directeur du Service Organisation et méthodes

Poste basé à CAEN.

Sa mission consistera à concevoir, mettre en œuvre et développer par tous moyens appropriés et au profit des Directeurs Régionaux des méthodes administratives, informatiques et logistiques, de nature à améliorer sensiblement la productivité des établissements.

Les candidats devront justifier d'une expérience similaire dans l'industrie ou la distribution.

Adresser C.V., photo et prétentions à : André RATTEZ, Directeur du Développement des Cadres PROMODES, BP 17, 14120 Mendeville.



FRANCE S.A.

recherche pour sa Division pièces de rechange

inspecteurs régionaux ouest-sud-est

Mission : Apporter aux constructeurs et à leurs garages un service commercial et de conseil en organisation et en maintenance afin d'améliorer leurs performances en pièces de rechange.

Profil : 30 ans minimum. Expérience en plusieurs années dans cette fonction acquise chez un constructeur ou dans un réseau de garages, V.I. ou matériel agricole. Sans des responsabilités, des contacts et de l'animation.

Bonne connaissance de l'informatique.

Formation : Ecole de commerce

Ces postes exigent de résider sur le secteur affecté.

Envoyer lettre manuscrite et photo (retournée) au : Service du Personnel 49, avenue d'Alsace 75016 PARIS



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DOW

DOW CHEMICAL, l'un des leaders de la chimie mondiale, est présent dans le monde, 1.100 en France, présent dans la Chimie lourde, l'Agronomie et la Pharmacie. offre l'opportunité d'intégrer sa chimie pharmaceutique ou ses laboratoires.

LEPETIT et MERRELL-TORAUDE
Nous recrutons :

VISITEURS MEDICAUX

pour les régions suivantes :

<ul style="list-style-type: none"> - Hautes-Alpes, Ardèche, Drôme - Pas-de-Calais - Loir et Cher, Sarthe - Gironde, Landes 	<ul style="list-style-type: none"> - Haute-Garonne - Seine-Maritime - Val d'Oise, Yvelines - Nord 	<ul style="list-style-type: none"> - Aube, Haute-Marne - Loire - Hôpitaux de Paris
--	---	---

Les candidats : jeunes Médecins, Pharmaciens ou de jeunes professionnels débutants, actifs, dynamiques, possédant une formation générale et un intérêt pour les questions médicales.

La société pratique une politique de promotion interne active. ne craignez pas d'être jugé sur vos résultats, si vous acceptez la mobilité et si vous parlez anglais, vous pourrez évoluer à l'intérieur de la division pharmaceutique ou dans l'une de nos divisions du groupe DOW CHEMICAL.

Ecrivez lettre + C.V. + photo à :
DOW CHEMICAL FRANCE
Département Relations Humaines - Réf. P
B.P. 31 - 06561 VALBONNE Cedex

Notre responsable technique

Une unité du Groupe RHÔNE-POULENC développe un produit pour assemblage micro-électronique. L'ingénieur que nous recherchons sera chargé de son industrialisation dans notre usine près de DIEPPE. Il assurera en outre le programme R et D sur de nouveaux produits.

Son profil : 5 ans au moins d'expérience industrielle, de préférence en électronique, mécanique, précision, meilleur des cas, il a de bonnes notions de process-control et possède l'expérience de l'industrie micro-électronique.

Il doit faire preuve d'autonomie et se comporter en véritable patron de PME auprès des 20 personnes dont il est responsable. Les déplacements en France et à l'étranger seront relativement fréquents et exigent une parfaite connaissance de l'anglais. Très bonnes perspectives d'évolution.

Adressez votre dossier de candidature sous la référence M (CV, photo et prétentions) à notre Conseil, ALPHA CDI 59, rue St Didier 75116 PARIS.

ALPHA CDI

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COTE OUEST

recherche un

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

35 ans maximum

Diplôme d'ingénieur Universitaire option informatique

La pratique d'environ cinq ans d'analyse de conduite de projets nécessaire pour études de travaux de configuration importante : 2CPU x 8MEGS, télétraitement.

Discrétion assurée.

Ecrire sous n° T 031.705 Régio-Press, 11 bis, rue Réaumur, Paris (2^e).

LA CAISSE RÉGIONALE DE CREDIT AGRICOLE A CHARLEVILLE-MEZIERES (Ardennes)

recherche

CADRE EXPERIMENTE

pour prendre la responsabilité de service AUDIT interne.

Profil :

- engagement supérieur
- bonne expérience bancaire
- aptitudes techniques

Salaires : 120.000 à 150.000 F, selon qualification.

Adressez C.V. manuscrit + photo récente à : C.R.C.A.M. des Ardennes, service du personnel, B.P. 68, 08002 CHARLEVILLE-MEZIERES CEDEX.

C.A.U.E. du Rhône

recherche

UN CHARGÉ DE MISSION

- coordination des architectes conseils du département et suivi des actions de coopération ;
- expérience auprès des collectivités locales dans le domaine de l'architecture, l'urbanisme, l'environnement et les questions liées à l'habitat ;
- qualité de dialogue interdisciplinaire.

CHARGÉ DE MISSION

- respons. de la pédagogie et de la formation en architecture, urbanisme, environnement ;
- expérience en animation et médiation.

Env. C.V. et prétentions : 2, av. Adolphe-Mais, 69008 Lyon.

Plusieurs postes : D'INGÉNIEUR LOGICIEL

EN BRETAGNE développement et mise au point, temps réel. Expérience telecom appréciée. Tél. Paris : 553-17-35, poste 234-235.

OFFRES D'EMPLOIS

Une unité industrielle, 200 personnes, appartenant à un grand groupe français, et située dans la banlieue Nord-Ouest de PARIS recherche :

2 ingénieurs d'affaires

- Au sein d'une équipe d'ingénieurs, participer à la conception, l'étude, la réalisation et l'installation de projets de techniques de pointe ;
- Le poste requiert des compétences techniques éprouvées, le sens des contacts humains, un esprit d'entreprise ;
- Formation souhaitée : Ecoles d'ingénieurs Electriciens ou Electroniciens ou Ingénieurs des Travaux (construction navale) ;
- Quelques déplacements sont à prévoir (France, Etranger) ;
- Rémunération non inférieure à 150.000 Francs par an.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à : **albe-informatique** Département 116, rue de la Tour 75016 PARIS

CSNCE

Caisse Régionale Crédit Agricole

Mutuel d'Indre-et-Loire (Tours)

RESPONSABLE INFORMATIQUE

NOTRE INFORMATIQUE :

- CIT-HB DUAL 11M 05.
- 40 terminaux au siège.
- Réseau de 70 terminaux (Nisodort) en cours d'installation.
- En projet réseau de 100 terminaux TPV.

VOTRE MISSION :

- Participer activement à l'élaboration du plan informatique (avec un objectif de décentralisation).
- Coordonner la mise en place des évolutions technologiques (mini micro-informatique, bureautique, locaux, etc.).
- Assurer la production et la maintenance et donc la rentabilité des divers moyens mis en œuvre.
- Construire une informatique personnalisée avec les utilisateurs motivés.
- Encadrer une cinquantaine de techniciens (3 unités).

VOTRE PROFIL :

- Exp. similaire à l'informatique bancaire.
- Capacités d'initiative et d'autonomie.
- Sens de l'organisation et goût des contacts.
- Créativité.

LES AVANTAGES :

- Perspectives d'évolution interne et au sein du Crédit Agricole.
- Qualité de vie régionale.

Ad. c.v. sous n° 139, rue du Ranelagh, 75016 PARIS.

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE DE L'OUEST

recherche

UNE ASSISTANTE D'INGÉNIEUR

Titulaire d'un B.T.S. d'assistante ingénieur parant couramment l'allemand, anglais apprécié, ayant quelques années d'expérience. Lieu de travail : 44000 NANTES. La personne engagée sera chargée du suivi des clients (fabrication, expédition export) ainsi que des relations téléphoniques avec les clients, notamment allemands. Journée complète. Restaurant d'entreprise. Avantages sociaux non négligeables.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous n° 9.992 à HAF, 75-44040 Nantes Cedex.

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

— POUR NANCY (n° 983) —
— MULHOUSE (n° 982) —
— STRASBOURG (n° 981).

Un très important organisme technique et expérimental recherche des ingénieurs électroniciens, diplômés ENSI, ENSA ou assimilés, disposant d'une expérience industrielle (études, travaux neufs, entretien gros équipements, chariot), connaissant bien les réseaux H.T. et B.T.

Des missions de conseil sont aussi proposées, comportant des contacts à niveau élevé : élaboration et/ou contrôle d'installations, mise en application de techniques nouvelles (automatismes, robotiques, etc.), réduction des coûts d'énergie, aspects réglementaires, normalisation. Possibilité d'évolution.

Adressez c.v. détaillé sous la référence du poste qui vous intéresse à :

SELETEC

Conseil 67000 STRASBOURG Cedex.

Import. entreprise BATIMENT, recherche :

INGÉNIEUR

par développement de logiciels pour l'industrie.

Ecrire sous référence 5708, à : TELUX P.A., 34, bd Hausmann, 75008 Paris, qui transmettra.

JURISTES

Connaissances approfondies soit en droit fiscal, soit en droit de la société, soit en droit du travail.

Expérience professionnelle souhaitée.

Ecrire avec C.V., lettre manuscrite et photo, sous référence 8.036 à : ORGANISATION et PUBLICITE, 2, rue de Valenciennes, 75001 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE DE L'OUEST

recherche

PERSONNEL

— Débutant formation MEA, Arts et Métiers, connaissances générales techniques appréciées. Mission initiale : service méthodes, analyses et conceptions.

— Technicien chargé pour l'installation et la maintenance des équipements électroniques.

Adressez c.v. détaillé sous la référence du poste qui vous intéresse à : HAF, 75-44040 Nantes Cedex.

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE DE L'OUEST

recherche

JURISTE

droit des affaires, droit de la société, droit du travail.

pour direction bur. second.

EXPERT COMPTABLE

(ou comptable) rémunération motivante, intégration possible.

Ecrire sous n° 1948, à : HAVAS 06000 - CHARLEVILLE.

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE DE L'OUEST

recherche

CHEF DE PERSONNEL

Étab. hospitalier privé 900 personnes, région Rhône-Alpes.

Age 40 ans. Bonne connaissance du droit du travail.

Compétences : connaissance approfondie des relations humaines, salaires et avantages sociaux, C.E. 51.

Joindre C.V., photo, à : HAVAS 63002 CLERMONT-FD, Cedex 25683 qui transmettra.

SOCIÉTÉ RÉGION BOURGOGNE

CHARPENTE - CHAUDRONNERIE - TOLERIE - MÉCANIQUE

RECHERCHE

CHEF DE DIVISION INDUSTRIELLE

Le candidat aura l'autorité du directeur de la Société, il aura l'entière responsabilité de la politique industrielle. Son activité s'étendra aux départements Production, Études, aux problèmes d'investissement, de méthode, de qualité d'organisation industrielle.

Le candidat idéal est un ingénieur de formation (ECP/AM ou équivalent) et peut justifier d'une expérience dans la Production à un haut niveau.

Envoyer curriculum vitae et prétentions sous n° T 031681 N, RÉGIO-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

PARIS

Chef de zone Export

— Biens industriels de consommation —

BOLLORE leader mondial dans son secteur — produits pour l'industrie électrique — C.A. 300 MILLIONS de Francs — 90% A L'EXPORTATION, recherche un jeune diplômé d'études supérieures : Sup de Co, ESSEC, ingénieur, en vue de lui confier, au terme d'une formation, la responsabilité d'une zone géographique.

Ce poste, qui dépend du Directeur Commercial, implique une expérience de la vente à l'export, au moins 3 ans, acquise de préférence dans les biens industriels. Une parfaite connaissance de l'anglais est indispensable ; une seconde langue est appréciée. Les déplacements à l'étranger sont nombreux et fréquents.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo sous la référence : **ROSE VERDET**, 5614-CEGOS, TOUR CHENONCEAUX, 204, Rond-Point du Mail de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX

Aldges, Barcelona, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

THOMSON-CSF

En forte expansion au sein de la division AVIONIQUE, notre département RCM, localisé en proche banlieue (très bonne desserte transports en commun) conçoit et fabrique des RADARS et équipements de CONTREMEASURES aéroportées.

Nous disposons de moyens techniques et technologiques de premier ordre, dans des secteurs variés en pleine évolution.

Afin de renforcer le potentiel de nos équipes, nous recherchons :

Animateur équipe microprocesseurs

La formation «Grandes Ecoles», il a acquis une première expérience en Logiciel Temps Réel. Il entreprendra des ETUDES AVANCEES dans le domaine du traitement numérique (matériel, logiciel, algorithmes) et développera des programmes et procédures (Niveau) à la mise en œuvre des microprocesseurs présents et FUTURS. Il assistera, dans ce domaine, les responsables techniques d'affaires et participera à des groupes de travail prospectifs interdisciplinaires en temps réel.

Ingénieur débutant

Possédant une très bonne formation en électronique générale, il étudie des phénomènes de perturbations par rayonnement et conduction, dans des équipements embarqués.

Notre département, au sein du Premier Groupe Electronique Français, offre des perspectives d'évolution intéressantes et variées.

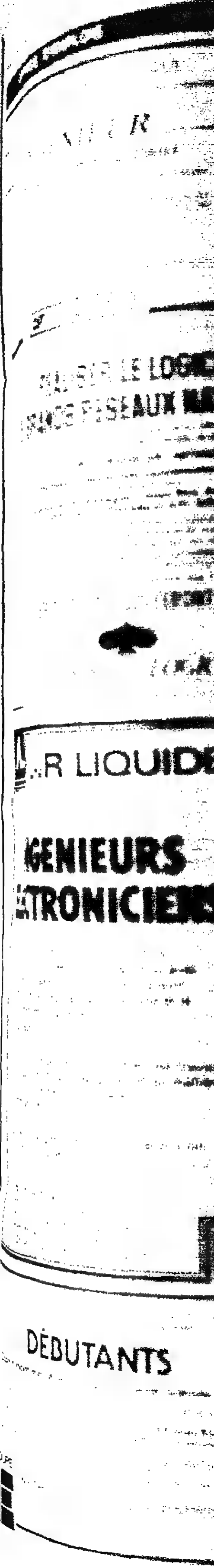
Merci d'envoyer C.V. et photo manuscrite sous la référence : **THOMSON-CSF - Département RCM** - à : Pierre Brossette - 92242 MALAKOFF CEDEX

Ingénieur électronicien

La formation «Grandes Ecoles», pour développer des applications du magnétisme dans le domaine de l'électronique de puissance, débouchant sur des réalisations dans le Département Transformateurs Professionnels.

Des ingénieurs assistance technique à l'étranger

Electroniciens débutants possédant une première expérience, ils bénéficieront d'une formation de 2 ans en temps réel. Une bonne pratique de l'anglais est souhaitée (perfectionnement possible).



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GRAND GROUPE ELECTRONIQUE
FRANÇAIS
recherche

INGENIEUR

Physique - Chimie de Paris

(ENSCP) ou équivalent, 10 ans d'expérience études et développement de nouveaux composants électroniques.

Solide expérience en physico-chimie. Esprit de synthèse, ayant des aptitudes pour l'animation d'une équipe et possédant le sens des relations humaines.

Connaissance de la langue anglaise.

Poste à pourvoir en région parisienne.

Envoyer lettre de candidature, C.V., photo et prétentions sous référence 8068 à :

Organisation et publicité

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE, ACTIVITÉ A PARIS, A VOCATION INTERNATIONALE
recherche

chef de projet

en installations lourdes : pétrole, grosse mécanique, métallurgie

Diplômé ECP, MINES, ESE, AM, IDN, INSA...

Prendre en charge les études et réalisations d'importants projets industriels.

Ce poste opérationnel ne sera confié qu'à un ingénieur ayant assumé des responsabilités effectives de la fonction soit en industrie lourde, en technique de pointe, soit comme chef de projet.

Maîtrise pratique de l'Anglais indispensable.

Mettre d'adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 8069 à AXIAL PUBLICITE, 27, rue Taibout 75009 Paris, qui transmettra.

RÉALISER LE LOGICIEL
DE GRANDS RÉSEAUX NATIONAUX

CAP SOGETI LOGICIEL, société de conseil et de services en informatique, au premier rang européen, renforce ses équipes de réalisation des grands projets de réseaux qui lui ont été confiés :

TELECOM 1 - TRANSCAM - ARTIMON

Elle recherche des ingénieurs informaticiens expérimentés (de 1 à 10 ans), dans l'un des domaines suivants :

MITRA 125, Commutation de messages, Temps Réel, Architecture de réseaux (SNA, DSA...), Procédés X25, X29.

Les premières fonctions qui leur seront proposées : Ingénieur d'Etudes ou Chef de Groupe - tiendront compte de leur expérience et de leur formation de base.

Dans tous les cas, elles leur permettront d'évoluer vers des responsabilités étendues d'expertise ou d'encadrement. Un dossier de candidature est à adresser à :

CAP SOGETI LOGICIEL, Yves-Michel DUVAL
5, rue Louis Lefebvre 92128 Montrouge Cedex

DES PROJETS QUI FERONT DATE

CAP SOGETI LOGICIEL

CIT

Alcatel

recherche pour ses

«UNITES DE FABRICATION»

INGENIEURS

Centrale, Arts et Métiers ou équivalent

BEZONS

«UNITE DE PRODUCTION
SPECIALISEE DANS LA TOLERIE»

Après une formation de 1 an, une initiation au rôle des différents services de l'usine, il se verra confier un poste à responsabilité en fabrication.

Ces postes conviendront à de jeunes ingénieurs débutants ou ayant une expérience de 1 à 2 ans en industrie.

De réelles perspectives d'évolution sont envisagées dans le domaine de la production pour des candidats acceptant la mobilité géographique en province ou à l'étranger.

Envoyer C.V., détaille, photo et prétentions à CIT ALCATEL, Services Recrutement et Orientation, Boite Postale 67 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX.

CHERBOURG

«UNITE DE PRODUCTION
SPECIALISEE DANS LA FABRICATION
DE CENTRAUX TELEPHONIQUES»

Après une courte période de formation et une initiation au rôle des différents services de l'usine, il se verra confier un poste à responsabilité dans un des services principaux : méthodes, gestion de production, fabrication.

L'AIR LIQUIDE

recherche

INGENIEURS
ELECTRONICIENS

Les candidats sont de formation ESE, ENSEIHT, ISEP, etc., débutants ou avec quelques années d'expérience. Ils sont fortement motivés par la recherche et le développement dans le domaine du soudage.

Les ingénieurs se verront confier des travaux de conception et de mise au point en matière d'électronique de puissance et/ou de commande.

Il existe de larges possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Les dossiers de candidature avec C.V. et photo sont à adresser, sous référence 5892, à L'AIR LIQUIDE Direction des Relations Humaines 75, quai d'Orsay 75321 PARIS CEDEX 07

SOCIETE DE FABRICATION ET DE
NEGOCE DE PRODUITS CHIMIQUES
siège à Paris
recherche

un ingénieur
chimiste

débutant ou ayant une expérience commerciale pour occuper un poste

D'INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL

Ce poste nécessite des déplacements dans toute la France.

Lieu de résidence : PARIS.

Langue anglaise parlée indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions à réf. 3281 à

INTER P.A. - B.P. 508 - 92000 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

Bureau d'Etudes
FRANCIS LEFEBVRE

NEUILLY-SABLONS

recherche pour son Service International

REDACTRICE CONFIRMEE

Maîtrise en Droit

Formation fiscale complémentaire

Pratique de l'Anglais souhaitée.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo, à :

3 Villa Emile Berges
92522 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.

BTS - DUT
ELECTRONIQUE, ELECTROTECHNIQUE
ou AUTOMATIQUE

CONTRIBUEZ A LA FORMATION DES ADULTES AUX
TECHNIQUES ACTUELLES ET FUTURES EN DEVENANT

FORMATEURS A L'A.F.P.A.

dans notre Centre de Champes sur Marne (77)

ou bien itinérants

140.000 Fms +

Pour cela, il faut que vous ayez une solide expérience industrielle (2 à 5 ans) dans l'automatique, l'informatique industrielle ou les télécommunications. Il faut aussi que vous ayez un goût très marqué pour la pédagogie et l'envie de transmettre vos connaissances.

Vous vous formerez aux méthodes pédagogiques et vous donnerons tous les moyens nécessaires pour vous maintenir au courant des évolutions technologiques de votre spécialité. Outre votre mission de formation, vous serez appelé à participer aux efforts d'innovation et de modernisation de l'A.F.P.A. Si vous êtes intéressés, adressez votre candidature détaillée à N. LAPORTE - A.F.P.A. DRCO - 88, rue Robespierre, 93100 NOUVELLE-CELLE.

SAIT Groupe CGE

LE DEPARTEMENT GENERATEURS SPECIAUX

Leader mondial dans sa spécialité,

développe des produits de technologie avancée et recherche dans le cadre du développement de ses activités en Région Industrielle.

DEUX
JEUNES INGENIEURS
ETUDE ET DEVELOPPEMENT

• L'UN MECANICIEN-ECP - ENSAM ou ICAM aura à étudier, développer et industrialiser des piles pour applications militaires et civiles.

• LE SECOND PHYSICO-CHEMISTE-ESPCI - ENSCP - ENSI chimie, aura à étudier, développer et industrialiser des piles thermiques.

Adresser votre candidature sous référence A.1.2.

Direction Ressources Humaines, 119, rue du Maréchal Wilson 92300 LEVALLOIS PERRET.

DÉBUTANTS

(École d'Ingénieurs, Maths, Physique, Chimie, Sciences Éco...)

débutants, pas nécessairement formés à l'informatique, pour une activité d'ingénieurs conseils de haut niveau.

Une session de formation débutera pour eux le 15 mars 82 suivie d'une intégration à une équipe entraînée où ils seront en mission avec nos clients.

La progression des 3 sociétés du groupe ouvre des possibilités de carrières motivantes liées aux efforts personnels.

Une lettre manuscrite, accompagnée d'un CV et d'une photo sont à adresser, sous la réf. 457 à :

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE

Conseil en Informatique de Gestion.

9, Alfred-de-Vigny - 75008 Paris.

Membre de Syntec.

RESPONSABLE
ADMINISTRATIF
et COMPTABLE

La progression rapide de notre société (250 pers. 50 M de C.A.), filiale d'un groupe important, vous conduit à créer un poste de Responsable Administratif et Comptable que nous souhaitons confier à un jeune cadre titulaire du DECS, ou au Directeur Général et encadrant 5 cadres et agents de maîtrise, il sera chargé dans un premier temps de :

- la comptabilité sur informatique, - la mise en place d'une comptabilité analytique, - le contrôle de gestion.

Ces tâches, susceptibles d'évoluer, nécessitent une bonne maîtrise, le sens des relations humaines, une grande curiosité d'esprit et la remise en question permanente des procédures dans un souci d'évolution.

Lieu de travail : Fontenay-sous-Bois.

Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle sous référence 870 à :

THORACE conseil

97 rue de la République - 92000 PARIS

Attaché Commercial
Expérience Télécommunications

Le département, rattaché à un groupe de télécommunications important, est bien implanté sur le marché des systèmes de communications de groupe.

Pour développer progressivement et durablement les ventes ou la location de nos équipements, nous recherchons des personnes expérimentées, nous recherchons un COMMERCIAL à VALEUR.

Ce poste évolue à un homme ayant une expérience dans le domaine des télécommunications et de la vente, parlant anglais.

Rémunération moyenne, entièrement au titre du poste, basé à Paris, nécessite de fréquents déplacements à l'étranger et en province.

Description et missions assurées à l'issue d'une lettre manuscrite + C.V. sous référence 517 à Madame Claude FAVEREAU

centor

11 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

Tél : 285.15.53

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Tézier

DE LA GRAINE DE PROFESSIONNELS

450 Personnes, siège à VALENCE, est filiale de LIMAGRAIN, un Groupe à dimension internationale, et premier Semencier européen.

Après analyse approfondie de l'économie et des marchés, TÉZIER, récemment restructuré, s'est spécialisé sur la recherche d'une part, et sur la production et la commercialisation de graines potagères d'autre part.

TÉZIER recherche aujourd'hui pour son siège à VALENCE et ses agences en France et à l'étranger :

INGENIEURS

de formation AGRONOME et/ou HORTICOLE

pour postes intéressants et évolutifs :

- Recherche Sélection référence FU 373 AM
- Production référence DV 374 AM
- Technico-commerciaux France et export référence JY 375 AM

Ces postes sont à pourvoir au sein des branches POTAGERES et FLEURS.

Une expérience professionnelle souhaitée mais candidatures de débutants particulièrement motivés et favorablement envisagées. Solides connaissances anglaises, et possible allemand ou espagnol.

Ecrire en précisant la référence.

4, rue Massenet 75016 Paris

etap

Christoffle

Orfèvre à Paris

Orfèvre renommée internationale et premier exportateur mondial

Nous sommes une société pratiquant des méthodes modernes de management, nous offrons un cadre de travail à taille humaine où le dynamisme et l'esprit d'équipe sont les principaux atouts de nos résultats.

Le Directeur de l'Exportation anime un groupe de trois chefs de vente performants et propose, suite à une promotion, le poste de

Chef de vente exportation

EXTREME-ORIENT, AMERIQUE DU SUD, AMERIQUE CENTRALE, CARAIBES certains pays d'EUROPE (voyages annuels de l'ordre de 3 mois).

Poste intéressant et évolutif, jeune cadre motivé et actif disposant :

- d'une formation supérieure ou équivalente
- d'une expérience export de 3 à 5 ans de préférence dans les produits de luxe
- de bonnes connaissances en anglais et espagnol.

capable d'assurer l'autonomie des négociations, la gestion commerciale de son secteur et les liaisons avec les directions de la société.

Poste à Saint-Denis.

Ecrire réf. ET 372 AM

4, rue Massenet 75016 Paris

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour sa filiale spécialisée dans le CCAV et fonds communs de placement

2 Comptables

Niveau BTS Comptabilité.

Chargés de tenir la comptabilité du CCAV et fonds communs de placement. La préférence sera donnée aux candidats justifiant d'une expérience dans ce domaine.

Adresser CV, photo, sal. et prêt. réf. 5503 à CNCA 11, rue de la République 75001 Paris Brune

Material Manager

(DIRECTEUR DE LA DISTRIBUTION)

ESC EQUIVALENT - Banlieue Paris

Filiale en expansion exponentielle d'un Groupe U.S. leader mondial du marché (parapharmacie) recherche son Directeur de la Distribution.

En liaison directe avec le P.D.G. ce cadre, 30 ans minimum justifiera d'une expérience de quelques années dans un poste similaire.

Responsable de l'ensemble de la fonction distribution (approvisionnement physique, Administration des Ventes), il prendra également en charge une équipe importante de collaborateurs.

Une maîtrise de l'anglais et techniques informatiques indispensables.

Un esprit d'analyse rapide des situations et une autorité naturelle, permettront à un candidat dynamique, méthodique et organisé d'intégrer rapidement une équipe de direction jeune.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous référence 2181 à :

Pierre Publicité, rue de l'Arcade 75008 PARIS.

(Réponse et renseignements totaux assurés).

LES AFFAIRES INTERNATIONALES A HAUT NIVEAU

L'un des tout premiers groupes du secteur BÂTIMENT TRAVAUX PUBLICS souhaite recruter pour son DÉPARTEMENT INTERNATIONAL un

ATTACHÉ AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Diplômé d'une grande école, avec une première expérience tournée vers l'étranger dans les services administratifs, financiers d'une entreprise BTP ou industriel ou dans une banque.

Vous avez des connaissances des problèmes financiers, contractuels, fiscaux, juridiques... vous permettant de traiter avec des interlocuteurs de tous niveaux (maîtres d'ouvrage, banques, administrations...).

Des déplacements dans le monde entier sont à prévoir.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'espagnol serait appréciée.

La polyvalence et la diversification du groupe offrent de larges possibilités d'évolution à des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier n° 42024, HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75001 PARIS, qui garantit la plus grande discrétion.

lesieur

pratique une politique de progrès tant au plan humain que technique : multiplie les réalisations originales dans les domaines : actions de progrès, enrichissement des tâches, amélioration des conditions de travail, cercles de qualité...

Une réelle possibilité de carrière motivante et évolutive est offerte au sein du groupe à un

Jeune Ingénieur développement des organisations formation

ayant des connaissances en sciences humaines, disposant d'une première expérience en milieu industriel 5 ans environ Production et/ou en Formation.

Le titulaire du poste débutera sa carrière au sein de l'établissement de Bordeaux (branche alimentaire - 220 pers.) et devra, en étroite liaison avec le département "Actions de Progrès Formation" du Siège, concevoir et animer, des actions de diagnostic jusqu'à la réalisation (organisation, formation...).

La réussite à ce poste devra permettre l'accès à de larges responsabilités au sein du Groupe, dans la fonction opérationnelle, les relations humaines, la Formation.

Ecrire réf. CD 378 AM.

3016 Paris

Directeur commercial France export

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE GRANDE NOTORIÉTÉ, instruments de mesure et de contrôle, développant et diversifiant ses marchés, ses produits, ses technologies, recherche son Directeur Commercial France Export.

Directement rattaché au P.D.G., ce "MANAGER" dynamique et rigoureux contribuera au développement de la société en assurant :

- l'élaboration et la mise en œuvre de la politique commerciale;
- l'animation d'équipes étalées (50 personnes environ) : réseau de vente - marketing - administration - chef de produits;
- les liaisons avec le service technique.

Poste important impliquant des qualités d'animateur, le sens des contacts et le goût des réalisations. De formation ingénieur ECP, ESE, AM, ou équivalent, ce manager devra disposer d'environ 5 ans d'expérience commerciale dans la branche instruments de mesure ou similaire. Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Lieu de travail : banlieue immédiate ouest Paris.

Rémunération 250.000 F +.

Ecrire sous réf. DS 371 AM.

4, rue Massenet 75016 Paris

DIRECTEUR COMMERCIAL AVEC FORTE PERSONNALITE

Nous recherchons une entreprise plus de 500 personnes, performante son secteur - biens d'équipements.

Le collaborateur que nous recherchons a au moins 10 ans, parle couramment l'anglais et possède une expérience dans le domaine de la vente d'équipements de l'industrie, notamment de l'automobile.

Son dynamisme et ses qualités de leader lui permettent d'assurer la RESPONSABILITE DES FONCTIONS MARKETING ET VENTES, en s'appuyant sur une équipe de collaborateurs expérimentée au niveau européen.

Ce poste est basé dans la région parisienne. La rémunération sera fonction des aptitudes et de la personnalité du candidat.

Ecrire à No 24323, CONTESSÉ Publicité 20, de l'Opéra PARIS CEDEX 01, qui

annonce parlée

Jeunes ingénieurs

NOUS AVONS VISITÉ POUR VOUS

Le Centre de Recherche et de Réalisation d'Instruments de Mesure pour la Recherche Pétrolière à Clamart.

Nous avons été impressionnés par les techniques avancées, les méthodes de travail, la valorisation du potentiel des jeunes ingénieurs qui participent à la conception, la réalisation de prototypes, des pré-séries, l'esprit d'équipe qui anime les groupes pluridisciplinaires, aux départements électronique, mécanique de haute précision, CFAO.

Nous avons compris pourquoi débuter ou rejoindre après 2 à 3 ans d'expérience EPS SCHLUMBERGER, constitue à plus d'un titre une des très bonnes opportunités de carrière en France aujourd'hui.

ELECTRONICIEN, INFORMATICIEN, MÉCANICIEN, société connaît un développement remarquable et a besoin de jeunes d'élite : CFAO, automatiques, projets de fabrications électroniques, projets de fabrications mécaniques, audit de fiabilité, achats...

PAR TÉLÉPHONE NOUS VOUS RELATONS CE QUE NOUS AVONS VU, VOUS PRÉSENTONS LA CARRIÈRE QUI VOUS INTÉRESSE ET OUVRONS IMMÉDIATEMENT LE DIALOGUE. Appelez le 763.11.15 de 9 h à 18 h. Réf. 1209.

SVP Information Carrière

7, rue de Logelbach, 75017 Paris

INFORMATIQUE

Groupe Services, avec un CA regroupant personnes et un CA consolidé de 3 milliards de F. Notre Service Informatique (20p), basé à notre Siège Parisien, veut d'acquies un IBM et le Directeur souhaite, pour accompagner l'implantation en 1984, des applications, la collaboration de :

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

la d'un service de 12 personnes, il assure la complète responsabilité de la production du centre informatique (qualité-débit) et son organisation humaine. Il s'occupe des "interlocuteurs systèmes" de la Direction Informatique, dont il dépend, et de l'expérience la conduite d'ordinateurs Temps Réel et de systèmes lui permettant une maîtrise rapide la fonction.

CHEF DE PROJET

Au du Service en en directe avec le responsable, il prend en charge la complète d'applications informatiques de son service. Son travail compte la maîtrise de l'outil informatique et englobe non seulement l'établissement des charges mais aussi la réalisation de la structure organique et des modes d'application. IUT ou MIAGE, sa formation initiale est marquée d'une pratique du temps réel et des CICS.

Ces postes s'adressent à des professionnels, les rémunérations, fonction de l'expérience, seront négociées à partir de 130 000 F/an.

Envoyer lettre manuscrite + CV + précisant coordonnées téléphoniques réf. M/UN au

CONSEIL EN RECRUTEMENT

CNPG 11 avenue Victor Hugo 75116 Paris

un(e) responsable comptable de haut niveau

Sous l'autorité du chef financier d'une équipe, vous gérez la comptabilité de l'ensemble des programmes immobiliers : comptabilité générale, analytique, trésorerie, bilans et comptes d'exploitation mensuels, rapports d'activités, etc. en liaison avec un centre informatique extérieur.

Un bon tremplin pour accéder à des responsabilités plus larges au sein du groupe.

Notre consultant, M.C. TESSIER, vous recommande lui-même (réf. 1011 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

502124

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Grande Société Internationale de Travaux Publics
recherche pour son Siège à LA DEFENSE

un(e) Documentaliste Technique

ne peut convenir qu'à un(e) candidat(e) diplômé(e) INTD, Sciences Po, DESS documentation ou équivalent. Ayant une expérience de 2 ans minimum dans la documentation technique, d'études ou service de recherche industrielle.

pratique impérative. Une connaissance de l'informatique, de la rédaction, de l'anglais, de problèmes d'information et de communication sont indispensables.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 1500 L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75001 Paris - qui transmettra

ECO

JEUNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
Filiale d'un groupe canadien de première importance. Recherche un(e) **Responsable Commercial** **INFORMATIQUE BUREAUTIQUE**

Responsables Commerciaux

LEUR AMBITION :
Être les créateurs du développement d'une jeune entreprise en France et à l'étranger.
LEUR MISSION :
- Prospection et suivi
- Mise en œuvre des projets informatiques
- Remunération : FIXE + COMMISSIONS.
Les candidats recherchés possèdent de l'expérience dans le milieu de l'informatique et doivent adresser leur C.V. sous réf. : BC 8202 à Mr COHEN, 27, rue des Chartres 92200 NEUILLY SUR SEINE. Tout dossier sera traité confidentiellement.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SECOND ŒUVRE - PARIS
en pleine expansion, recherche son futur **DIRECTEUR DU PERSONNEL**

160 000 F/AN +

35 ans minimum, c'est un homme qui dispose d'une bonne formation de base, niveau études supérieures, et d'une solide expérience en gestion de personnel dans la grande industrie ou les services publics. Il a en outre une grande habitude du personnel détaché à l'étranger. Il prendra progressivement en charge les tâches de direction du personnel de l'entreprise.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 24023 à CONTESTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

ingénieurs organisation

CREUSOT-LOIRE ORGANISATION, Département Conseil du Groupe CREUSOT-LOIRE, recherche des jeunes ingénieurs désireux d'orienter vers le service d'organisation en entreprise.

Cette offre s'adresse à des ingénieurs diplômés ayant une première expérience industrielle de 3 à 5 ans dans l'un ou l'autre des grands secteurs d'activité de l'entreprise et désireux d'acquies de nouvelles compétences. Les interventions auxquelles ils seront amenés à participer, en équipe, tant dans les unités du GROUPE qu'à l'extérieur, exigent une grande disponibilité ainsi que la capacité à faire face à un haut niveau d'activité, dans un cadre d'action très ouvert.

Les candidatures, avec indication du salaire actuel ou souhaité, doivent être adressées à Monsieur SABBAG, CREUSOT-LOIRE ORGANISATION, 8/12, rue de la Rochefoucauld - 75428 Paris Cedex 08.

CREUSOT-LOIRE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AERONAUTIQUE
Région Parisienne recherche pour ses services **ETUDE ET MISE AU POINT**

2 INGÉNIEURS grandes écoles

L'un ayant une solide formation en informatique. Réf. A
L'autre ayant une solide formation en électronique et des connaissances en informatique. Réf. B

Ils travailleront en collaboration avec les bureaux d'études des fabricants d'équipements et les équipes d'essais en vol.

Ces postes impliquent le goût des responsabilités, des contacts et du travail en équipe. Envoyer C.V. sous réf. 23955 à CONTESTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant : référence - Discrétion absolue

Chef de service ASSURANCE QUALITÉ

référence YN 366 AM

Chef de zone export MOYEN-ORIENT AFRIQUE-ANGLOPHONE

référence YK 366 AM

Cadre relations extérieures

référence UJ 365 AM

Informaticien animateur et autonome

référence XM 367 AM

Jeune responsable du service comptable

référence TI 364 CM

Jeune ingénieur grande école

référence GR 370 CM

Adjoint à Chef département audit interne

référence KZ 376 AM

Auditeur professionnel

référence RN 377 AM

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

SOCIÉTÉ D'INGÉNÉRIE IMPORTANTE, filiale d'un groupe industriel français recherche son Chef de Service Assurance Qualité.

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé d'animer une fonction essentielle compte du niveau de technicité de l'entreprise (équipements thermiques pour centrales nucléaires).

établissement des procédures qualité, animation d'un service contrôle (vingt-cinq ingénieurs et techniciens), négociations avec les fournisseurs. Le poste convient à un ingénieur diplômé Grande École, minimum ayant des fonctions équivalentes dans une industrie à haute technicité. Connaissances de l'anglais. Poste à Paris. Rémunération envisagée : 180 000 F + (négociable selon expérience).

UNE FIRME FRANÇAISE (200 millions de CA) filiale d'un groupe international, réalisant des sous-ensembles mécaniques et pneumatiques pour l'industrie, étaye son département exportation (millions de CA) par un Chef de Zone Export.

Gestionnaire de la clientèle, chargé de planifier et de réaliser le développement du groupe (contrôle des agents, négociations, de nouveaux marchés, promotions...). Ce poste implique une bonne formation de base (ingénieur mécanicien) et une pratique d'au moins 5 ans de l'exportation de produits industriels. La pratique de l'anglais est indispensable (notions d'allemand appréciées). Base de travail : banlieue nord-est de Paris.

UN ORGANISME PÉTROLIER A VOCATION INTERNATIONALE, recherche un Cadre pour intégrer l'équipe chargée des Relations Extérieures.

Il participera activement aux missions dévolues à l'équipe : communications, organisation des colloques, expositions... il sera particulièrement chargé de la gestion des relations audio-visuelles et de l'accueil. Ce poste, qui implique des déplacements à l'étranger, conviendrait à un candidat de formation supérieure (ingénieur ou universitaire, SC-PO...), débutant ou ayant une première expérience dans le domaine des communications, parlant parfaitement anglais (et, si possible, une autre langue étrangère), ayant d'excellentes capacités de travail associées à une qualité marquée d'organisation. Poste : banlieue ouest Paris.

UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS, comprenant un grand nombre d'unités décentralisées et se dotant d'un outil d'informatique répertoire, recherche un Informaticien d'un niveau pour travailler à son service. Il aura un rôle important dans les responsabilités variées.

Il sera chargé en particulier :
- d'effectuer un audit informatique et d'apporter une technique adaptée aux besoins, dans les domaines analyse fonctionnelle, définition de besoins adaptés aux besoins, pilotage de la mise en place, formation des utilisateurs, maintenance des logiciels et des matériels, d'assurer la qualité de la prestation informatique (logiciels) et puissance informatique centrale.

Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande École d'ingénieurs, ayant 3 à 5 ans d'expérience (connaissance de la micro-informatique appréciée) et ayant déjà des responsabilités de Chef de Projet. Des qualités de dynamisme, d'autonomie et d'animateur sont indispensables. Poste à Paris avec fréquents déplacements en France.

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PERFORMANTE ET RENOMMÉE (CA 170 millions de francs) filiale d'un groupe international, recherche pour travailler en étroite collaboration avec le Directeur Administratif et Financier, un Jeune Responsable du Service Comptable.

Il aura la responsabilité :
- de la comptabilité générale (jusqu'au bilan compris),
- de la comptabilité analytique (prix de revient, budgets...),
- la trésorerie,
- des formalités fiscales,
- du tableau de bord et du "reporting",
- de l'animation d'une équipe.

La réussite dans ce poste nécessite :
- une formation type ESC, BCP ou niveau équivalent,
- une expérience professionnelle d'au moins 5 ans acquise en milieu industriel,
- de travailler avec l'informatique,
- la connaissance de la comptabilité anglo-saxonne,
- une bonne connaissance de l'anglais souhaitée. Poste à Lyon.

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL (2 000 personnes), ville sud-ouest, souhaite intégrer un Jeune Ingénieur Grande École à son service d'informatique industrielle et scientifique ayant en charge l'étude et la réalisation de simulateurs.

Responsable dans un premier temps du développement d'applications temps réel, il sera confié progressivement la maîtrise complète d'affaires depuis la définition du cahier des charges, la liaison avec le client, jusqu'à la mise en service du matériel.

Ce poste implique une formation d'ingénieur d'un bon niveau, le goût de la réflexion théorique et des qualités personnelles de contact, esprit d'équipe, de dynamisme. La pratique de l'anglais et des connaissances en analyse numérique appréciées. Pour ce poste, nous précisons la référence, à Madame SANTAMARIA - E.T.A.P., 30, rue Cadres, 33000 BORDEAUX.

usinar PARIS recherche, dans le cadre de l'évolution de ses structures de Management et de son Audit Interne, un Opérationnel.

Adjoint à Chef Département Audit du Groupe. Ce cadre confirmé sera chargé d'effectuer des audits, seul ou avec une équipe qu'il animerait. Ce poste peut convenir à HEC, ESSEC, ESC ou diplôme équivalent, ayant acquis une solide expérience (4 à 6 ans) au sein d'un grand Audit ou niveau de Chargé de mission.

Auditeur professionnel, pour équipe de contrôle interne : HEC, ESSEC, ESC ayant 2 à 3 ans d'expérience grand cabinet Audit au niveau de jeune Senior.

Ces postes offrent réelles opportunités de carrière à jeunes cadres dynamiques et compétents, de valoriser une expérience de Conseil au sein d'une très grande entreprise en évolution, ayant de nombreuses usines et filiales, en France. Écrire en précisant la référence.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

LIMAGRAIN
recherche

ASSISTANTS TECHNIQUES

Ingénieurs en formation, ils auront acquis leur première expérience dans un environnement commercial.

Chargés de la vente en place, ils sont de variés mais ils ont une promotion technique, candidats devront, pour assurer leur rôle de conseiller mais, ils prouvent leurs qualités de contact.

Pour ces postes à Rennes (réf. 209 M) et à Amiens (réf. 209 M), un C.V. détaillé doit être adressé à LIMAGRAIN, B.P. 63380 GERZAT.

des logiciels pour 1985

190.000 F +

Pour faire face à une croissance de plus de 25% des divers créneaux de l'informatique industrielle, cette Société "pointue", membre d'un grand Groupe Electronique, recherche son **RESPONSABLE DES LOGICIELS**

Adressé à la Direction Technique, il (elle) oriente, coordonne, amène les "politiques" logicielles et les méthodes mises en œuvre dans les systèmes conçus et produits dans les domaines de coût/profit de la clientèle.

Ces services nécessitent un Responsable qui a une formation d'ingénieur, le sens des responsabilités humaines et une pratique professionnelle indiscutable en logiciels industriels. Ce poste est central et ouvre vers d'autres responsabilités à moyen terme. Il est basé en proche banlieue sud.

Adresser votre candidature sous réf. 3703-M à I.C.A. 3, rue d'Alsaceville 75010 PARIS qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SEMICONDUCTEURS
Banlieue OUEST PARIS

AGENT TECHNIQUE ELECTRONICIEN

BTS électronique ou équivalent. Expérience programmation et maintenance de circuits de microprocesseurs Teradyne.

Des connaissances générales fabrication et applications Transistors et Signal.

Envoyer C.V. manuscrit et photo sous réf. 24023 à CONTESTE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

C.C. DORIS

recherche pour son service **ACQUISITION et TRAITEMENT de DONNÉES**

un ingénieur système

pour matériel H.P. 1000/2100 (R.T.E. II, R.T.E. IV) compétent en développement de "SOFTWARE"

Pour le pouvoir à l'étranger avec déplacements et l'étranger.

Anglais indispensables

Adresser CV photo et prétentions à : C.G. DORIS - 58 A, rue Desbordes-Desbarrats 75013 - PARIS

JURISTE EXPÉRIMENTÉ

Un des plus importants groupes industriels français, pour étudier ses Services Juridiques, un juriste spécialisé en DROIT DES SOCIÉTÉS. Il sera amené à étudier et rediger, sur le plan juridique, des opérations de structures. Ce poste s'adresse à un diplômé d'études supérieures de droit, niveau doctorat si possible, ayant acquis au minimum 5 années d'expérience en droit des sociétés, soit dans une entreprise, soit chez un conseil juridique. Des connaissances en comptabilité et fiscale seraient appréciées. Anglais indispensables.

Adresser lettre de candidature avec indication de la rémunération actuelle ou souhaitée, sous réf. 39552 à HAVAS CONTACT, 150, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

Discrétion absolue assurée.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

JEUNE INGENIEUR GENERALISTE

DOMINANTE MECANIQUE

Futur ingénieur commercial, après une 1^{ère} année d'adaptation à nos procédés en tant qu'ingénieur d'étude et d'assistance technique.

GRACE, leader dans le domaine des joints d'étanchéité, pour emballages métalliques et capsules, emploie dans son filiale française 1 millier de personnes pour un C.A. de 500 millions de F. (Celle unité est implantée à Epernon à 45' de Montparnasse, près de Rambouillet).

Dans ce cadre, l'homme que nous recherchons, rattaché au Directeur technique occupera dans un premier temps une fonction d'ingénieur d'usine chargé de l'amélioration des procédés de fabrication.

Homme de contact, concret, autonome, il rejoindra à court terme une équipe commerciale chargée de la vente de nos produits (joints, équipements) en France, au Benelux et en Suisse.

Un poste qui nécessite la pratique courante de l'Anglais implique de fréquents déplacements (environ 50 % de son temps).

Merci d'adresser une candidature détaillée à F. MAMMIE
Société GRACE - B.P. 10 - 91000 EPERNON

GRACE

NOUS SOMMES UNE DES PREMIERES SOCIETES EUROPEENNES DE BATIMENT ET DE T.P.

pour un de nos très grands projets de bâtiment clés en mains situés à l'étranger, nous recherchons

CONTROLEUR DE GESTION

Il sera responsable de la mise en place des procédures comptables - budgétaires - financières et administratives de ce projet ainsi que du suivi des réalisations.

Expérience minimum 5 ans - préférence dans le domaine des grands projets bâtiment.

Formation Grandes Ecoles ou Commerce équivalent.

Anglais courant indispensable

Réelle possibilité d'évolution de carrière. Poste basé à PARIS.

Adresser C.V., photo, prétentions à M. 24406, CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

TRT

RECHERCHE
POUR SA DIRECTION COMMERCIALE PARIS 13^e ET SON
CENTRE TECHNIQUE AU PLESSIS-ROBINSON

INGENIEURS

M. 01/ INGENIEUR D'AFFAIRES

En téléinformatique
Débutant - première expérience transmission de données, téléinformatique et/ou informatique pour le renforcement des moyens du service projets, produits et affaires.

Pratique de l'anglais nécessaire.

M. 02/ INGENIEURS D'ETUDE

Immédiatement en première expérience électronique rapide en radio-communications (BHF - UHF).

Etude de systèmes utilisant techniques de pointe (microprocesseurs, circuits intégrés rapides, LSI...).

Postes basés à Paris et à l'étranger.

M. 03/ INGENIEUR D'ETUDE

Débutant
Formation : Ecoles - Universités.
Pour le traitement des signaux d'imagerie infrarouge.

Travail de formes.

M. 04/ INGENIEUR MECANICIEN

Développement de projets d'adaptation de systèmes à leur utilisation.

Disponibilité pour déplacements France et étranger. Poste à Paris ou position II.

M. 05/ INGENIEURS PROJETS-SYSTEMES

Expérience matériels télécommunications et compatibilité électro-magnétique systèmes embarqués marine.

Fréquents déplacements. Anglais indispensable.

M. 06/ INGENIEUR "LOGICIEL"

(méthodes - qualité)
Première expérience dans les domaines temps réel.

Des systèmes d'exploitation type UNIX ou VMS pour contrôler la mise en place d'une méthodologie de production des logiciels.

Adresser C.V. à TRT 5, Av. Réaumur 91000 LE PLESSIS-ROBINSON ou téléphoner pour informations complémentaires au 630.23.23 - Poste 839.

LA BANQUE SOFINCO LA HENIN

recherche pour LA REGION PARISIENNE ainsi que pour de NOMBREUSES AGENCES DE PROVINCE

DES ATTACHÉS D'AGENCE

ayant pour mission d'entretenir et de développer la clientèle existante (particuliers, entreprises) et d'assurer le recouvrement.

Il faut un bon niveau de connaissances générales, les candidats présenteront une solide expérience de la vente de produits bancaires ou financiers.

La réussite à ce poste réside, dans le cadre de notre réseau d'Agences, d'intéressantes possibilités d'évolution de carrière.

Convention Collective des Banques, Accord d'Entreprise et Avantages divers.

Envoyez adresser vos candidatures (lettre, CV, photo) à Madame TANTURRI, SOFINCO LA HENIN, 91038 EVRY CEDEX.

SOFINCO
LA HENIN

FLONIC

FLONIC SCHLUMBERGER occupe une position prépondérante dans le domaine des équipements de mesure, de distribution et de régulation d'énergie (gaz, eau, chaleur...), et développe aujourd'hui ses activités dans de nouveaux secteurs technologiques. Pour renforcer son potentiel de conception de nouveaux produits et d'amélioration des performances des produits existants, une de ses équipes d'études souhaite accueillir un

INGÉNIEUR DÉBUTANT

diplômé d'une Grande École de mécanique ou de micro-mécanique. Ses premières fonctions, où il prendra en charge des études d'ensemble croisées, lui permettront d'intervenir sur des projets diversifiés mettant en œuvre des moyens importants. Des notions d'informatique et d'électronique seraient, à ce titre, appréciées. Directement rattaché au Responsable des Etudes, il travaillera en relation avec d'autres sociétés Schlumberger, notamment avec le Centre de Recherche. Sa créativité, son autonomie et sa capacité d'exercer des responsabilités d'encadrement lui ouvriront rapidement de larges perspectives d'évolution au sein du Groupe.

Actuellement basée à Paris, l'équipe rejoindra dans un an une unité de production moderne, à Mâcon. Un dossier de candidature est à adresser sous référence 73469 à FLONIC SCHLUMBERGER 12, place des États-Unis - BP 422 - 92541 Montrouge Cedex.

FLONIC

Schlumberger

Bureau d'étude économique
recherche
1 CHARGÉ D'ETUDES
DÉBUTANT
Niveau 3^e cycle
Sciences économiques
Envoyer C.V. + photo à
M. 24406 - Poste 839
36 bis, rue de l'Opéra, 75040 Paris

Notre Société occupe une des toutes premières places dans la promotion immobilière : secteur local, accession à la propriété... Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons des

ingénieurs chargés d'opérations

Dans un premier temps, les titulaires des postes seront affectés au Siège à Paris et placés sous la formation, auprès d'ingénieurs-conseils de la Direction Technique.

Au cours de la période, ils seront appelés à effectuer des missions ponctuelles d'assistance auprès des chargés d'opérations des unités opérationnelles décentralisées.

Au terme d'une période de 1 à 2 ans, les titulaires de ces postes recevront une affectation de CHARGES D'OPÉRATIONS dans une implantation régionale de la Société (France métropolitaine).

Il est demandé un diplôme d'ÉCOLE D'INGÉNIEURS (PONTS, MINES, ECP, ECL, ETP ou similaire). Une formation complémentaire en gestion (IAE...) serait appréciée.

Une expérience de 2 à 5 ans dans le Bâtiment est indispensable. Une connaissance des études de prix TCE, serait appréciée.

Adresser C.V., lettre manuscrite, prétentions, réf. 7859 à :

OPF organisation et publicité
2 rue MARTEL 75001 PARIS CEDEX FRANCE

JEUNE DIPLOMÉ HEC ESSEC ESCP

POUR UNE GRANDE ENTREPRISE FRANÇAISE

Il renforcera l'équipe d'animation de son Centre de Formation Commerciale. Il sera notamment chargé :

- de l'étude des besoins et de l'élaboration des projets de formation,
- de la mise en place et du suivi des programmes,
- de l'animation de stages.

Ce poste doit normalement évoluer au bout de quelques années, vers des fonctions de responsabilités commerciales de haut niveau, fonctionnelles ou opérationnelles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 5365 à MEDIA-SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 PARIS qui transmettra.

IMPE ENTREPRISE SECOND ŒUVRE VAL-D'ARGENTEUIL

Proximité gare - 15 minutes Saint-Lazare

INGÉNIEUR THERMICIEN

Formation A.M., ENSAIS, etc.

Pour poste

CHARGÉ D'AFFAIRES

EN CHAUFFAGE CLIMATISATION

3 ans environ. Minimum cinq ans d'expérience. Connaissance en anglais appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 24716 à Conso Pub, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

ORGANISME FINANCIER

Quartier Opéra-Champs d'Antin recherche

cadre financier

- pour lui confier des responsabilités d'organisation et de contrôle dans le cadre de sa Direction Financière,

- ce poste conviendrait à un candidat ayant une formation supérieure en gestion ou un diplôme d'École Supérieure de Commerce. Une solide expérience (5 ans +) acquise de préférence dans le cadre d'une direction financière est indispensable.

Une pratique des systèmes informatiques serait appréciée.

Adresser C.V., photo et prétentions à M. Dubanton - SODECO - rue Lafayette 75009 Paris

PRESSE PUBLICITE

écouter, étudier, vendre.

ESC, IEP, MAÎTRISE...

Notre journal est un grand nom de la presse française et il est en bonne santé. Ses lecteurs et ses annonceurs sont fidèles. Pour assurer le développement d'un domaine publicitaire spécifique, nous recherchons un homme ou une femme qui prendra la responsabilité d'une équipe commerciale qui l'animera. Homme de terrain, vous rencontrerez des interlocuteurs très différents, agences et annonceurs, que vous devrez écouter et convaincre. Vous nous proposerez des axes de développement et des objectifs qu'il faudra atteindre, dans le cadre d'une gestion dont vous serez responsable.

Plus qu'une formation spécifique, ce sont vos qualités d'écoute, de synthèse, de rigueur, et vos dispositions commerciales qui importent. Toutefois, de bonnes études supérieures de niveau École de Commerce, IEP ou Maîtrise sont indispensables pour réussir dans ce poste. La responsabilité et le chiffre d'affaires confiés dans un autre domaine, et un âge minimum de 30 ans nous semblent nécessaires.

Ce poste, basé à Paris, offre de bonnes conditions de rémunération et des avantages importants. Il agit donc d'une opportunité particulièrement motivante, mais en contrepartie nous serons exigeants.

Nous remercions d'adresser votre candidature avec photo et prétentions, sous réf. 10 à M. 149, rue St-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

ingénieur électronique

homme ou femme

ENSEEHT, ENSERG, INSA, EPF ou équivalent

Une première expérience dans un secteur technique électronique et/ou informatique ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Le sédatrice banlieue sud de Paris. Relations internationales Europe USA.

Les meilleures possibilités d'évolution seront offertes.

Adresser votre C.V. sous la référence M 82 à : DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - Direction du Personnel 18, rue Saurin - 91125 RUNGIS Cedex.

سكول في الرياض

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Responsable Economie d'une Profession de la Filière Bois

Pour prendre en charge les actions économiques de l'ensemble d'une profession (branche : équipement du foyer), nous créons à Paris le poste : **CHEF du SERVICE ECONOMIE**.

Sa contribution sera déterminée sur :

- la recherche, la diffusion d'informations permettant aux 1200 entreprises adhérentes de mieux piloter leurs évolutions économiques,
- l'animation, la coordination des initiatives des différents sous-secteurs de la profession pour devenir financièrement plus performants,
- l'entretien, le développement du réseau de relations avec les différents partenaires économiques tant en France qu'à l'étranger.

Ce poste de confiance intéresse un économiste d'entreprise, de formation Grande Ecole, ou similaire, parlant l'anglais.

Ce professionnel a acquis, à environ 40 ans, une réelle expérience des études économiques et de l'analyse financière à travers des responsabilités opérationnelles et/ou de conseil.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 82204 M à François CORNEVIN

centor

13 bis, rue Henri Miroir
75009 PARIS
Tél : 285.15.53

Ingénieur électronicien

Notices - Formation

SINTRA-ALCATEL recherche pour le service **NOTES** - FORMATION de département Télécommunications industrielles, un **INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN** possédant des connaissances en informatique.

En collaboration avec nos laboratoires d'études, il sera chargé de rédiger les notices d'utilisation et de maintenance des systèmes de contrôle industriel.

Il aura également en charge la clientèle utilisatrice des systèmes.



Il devra écrire : C.V., photo et références sous référence NOT/FIG à

SINTRA-ALCATEL
Service du Personnel,
26, rue Malakoff,
92100 ASNIÈRES.



Entreprise Générale de Télécommunications

GROUPE FRANCE CÂBLES ET RADIO

Nous commercialisons des matériels de télécommunication dont la demande est depuis quelques années de plus en plus importante : répondeurs téléphoniques - télécopieurs - Eurosignal.

Nous sommes les leaders sur ce marché et pour faire face à cette expansion nous recherchons aujourd'hui :

Ingénieur d'applications en informatique de gestion

Placé sous l'autorité du directeur de la gestion, nous souhaitons vous confier : la maintenance des systèmes informatiques de gestion en service, le développement des nouvelles applications (définition et réalisation), la tenue du tableau de bord général et des statistiques, l'élaboration du plan informatique de la société en vue de l'acquisition de moyens informatiques lourds.

Nous vous offrons donc à moyen terme la possibilité de prendre de nouvelles responsabilités.

Si vous avez : au minimum, une formation

grande école ou équivalent plus une formation complémentaire en gestion des entreprises, la connaissance de la mini-informatique, quelques années d'expérience dans une société de conseil et de réalisation ou dans un service informatique d'entreprise et si vous avez envie de faire progresser votre carrière, prenez vite contact avec nous en adressant : lettre manuscrite, CV, photo et références sous référence 15333 M à **ALPHA CDI** 59, rue Saint Didier 75116 PARIS.



DÉPARTEMENT INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIELLE

Le développement de l'informatique est une évolution constante dans les perspectives.

INGÉNIEURS

ENSAE - ENST - ESE - ENSEEIHT - UNIVERSITAIRES...
débutants ou confirmés

Ils participeront à d'importants projets dans les domaines suivants :

- Gestion industrielle, recherche opérationnelle, analyse numérique.
- Avionique, automatismes, contrôle de processus industriels.
- CAO, logiciel de base, micro-informatique.
- Réseaux, reconnaissance de formes.

Adressez votre CV sous la référence **ISI M9** à **Eric BOUDON**.



Ordina

10, rue Auber - 75009 Paris

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER (Paris)

recherche pour son

Secteur Prêts au Personnel

un Juriste confirmé

En liaison avec le responsable du secteur, il coordonnera les différentes activités constituant le service. Il présidera également l'assemblée, l'attribution, à la mise en place d'une nouvelle chaîne de prêts au personnel.

Une formation supérieure (droit privé) est nécessaire ainsi qu'une expérience de plusieurs années dans le domaine juridique.

La connaissance des lois (réglementations, assurances...) ainsi qu'une maîtrise de l'informatique seront appréciées.

Une aptitude à l'encadrement est indispensable.

Adresser CV, photo, et lettre de motivation à : **5801 à L.T.P.** 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

BANQUE FRANÇAISE DE TAILLE INTERNATIONALE

recrute pour son

Groupe de Recherche Opérationnelle

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES (X, ECP, Mines...)

1^{re} Expérience ou Débutants

Fonction :

- prendre en charge d'importantes études touchant à divers domaines d'activités de la banque au sein d'une équipe de haut niveau directement rattachée à la Direction Générale;
- développer et promouvoir des outils de gestion et d'aide à la décision (modélisation, simulation, traitement statistique des données...) pour les autres secteurs de l'établissement.

Attitudes requises :

- maîtrise des techniques quantitatives; formation complémentaire en gestion ou en statistiques appréciée;
- en outre, des connaissances en informatique sont vivement souhaitées;
- aptitude pour des contacts à haut niveau, goût du travail en équipe, dynamisme certain.

Trois larges possibilités de carrière pour candidats de valeur.

Les postes sont à pourvoir à Paris.

Les candidatures, accompagnées d'un CV détaillé indiquant la rémunération souhaitée, sont à adresser sous référence 73476 à **HAVAS CONTACT** - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

CHEF DE PRODUCTION 100.000 F

Il compte à son actif plus de 4000 personnes, et nombreuses activités fondées sur le principe de la location. L'une de ses exploitations est spécialisée dans la location de linges collectifs, s'appuie sur un département production mécanisé et performant.

Nous recherchons l'homme qui sera directeur technique pour déléguer une partie des activités d'organisation et d'animation.

Meneur d'hommes, particulièrement dynamique et ouvert, il a déjà résolu des problèmes d'organisation en production. Un diplôme technique est apprécié, n'est pas obligatoire. Le poste est basé à **BOULOGNE SUR MER**.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence M. 5 003 à :

SRC Conseil en Recrutement
57, rue de Richelieu
75002 PARIS

LCT Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG - ENSEM

Dans le domaine de la commutation téléphonique et numérique

■ **INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS** grandes écoles pour participer à ces activités de développement dans le domaine de la commutation téléphonique numérique, de la télématique, des réseaux locaux. Une expérience de quelques années en circuits analogiques et logiques, en utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs sera appréciée.

■ **INGÉNIEURS LOGICIELS** temps réel grandes écoles, débutants ou ayant quelques années d'expérience pour participer à la conception et au développement de :

- systèmes numériques avancés de commutation téléphonique,
- réseaux locaux pour téléphonie et données utilisant les fibres optiques.

Pour tous ces postes la connaissance de l'anglais est demandée. Nationalité française exigée. Avantages sociaux.

Ecrire avec CV et références en précisant la référence du poste choisi à **LCT - B.P. 40 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY - CEDEX**.

150000 F

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE D'UNE PMI

Notre usine et notre siège sont à Argenteuil. Nous sommes très performants dans notre spécialité. L'imprimerie textile : notre affaire est en expansion et bien placée à l'exportation.

Seul cadre administratif de l'usine, vous aurez la responsabilité de la comptabilité (comptabilité générale, fiscalité, bilan, trésorerie, paye) et des relations avec les administrations et les banques.

En liaison avec les autres responsables (production, commercial), vous serez appelé(e) à faire évoluer les méthodes à l'aide de l'informatique.

Vous avez le DECS, une expérience de quelques années du métier, soit en PMI, soit en cabinet, venez rejoindre notre équipe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil sous référence 15333 M à **CPA 69**, rue de Monceau, 75008 Paris.



CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche

Ingénieur Responsable de l'exploitation technique des immeubles

- Il sera responsable de l'exploitation des installations électriques et de la maintenance de plusieurs immeubles à Paris et en Ile de France.
- Il mettra en place les systèmes de gestion technique centralisés, et organisera les procédures d'exploitation, en utilisant l'import informatique.
- Il dirigera directement 12 personnes, ainsi que 40 personnes d'entreprises extérieures.
- Formation ingénieur grandes écoles, expérience de la maintenance industrielle est souhaitée.

Lieu de travail : St Quentin sur Yvelines.

Adresser CV, photo et lettre de motivation à : **CNCA** Recrutement, Centre 75711 PARIS BRUNO

EUROSOFT TELEMATIQUE ESPACE

Nantes - Paris - Toulouse

La nouvelle filiale de **EUROSOFT**, spécialisée dans les techniques de pointe, pour **NANTES - PARIS - TOULOUSE** :

Ingénieurs d'Etudes

micro-informatique (expérience M 68 000 appréciée)
télécommunications Nantes et Paris

Ingénieurs Concepteurs

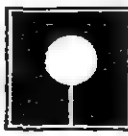
micro-informatique pour Nantes et Paris

Chefs de Projet

applications temps réel, traitement du signal, pour Nantes et Paris

Envoyer C.V., photo et références à **J.C. FRYMAN** - Directeur Général Adjoint

EUROSOFT TELEMATIQUE ESPACE
45, Boulevard Riquet - 31000 TOULOUSE
ou 111, Boulevard Haussmann - 75008 PARIS



SOCIÉTÉ SERVICES INFORMATIQUES PARIS

spécialisée dans le développement de logiciels, le créneau d'activité, la commercialisation de matériels IBM, notamment implantée dans les secteurs d'activités "AUTO, CYCLE, MOTO, DISTRIBUTION...", recherche

ingénieur commercial

HOMME ou FEMME

Intégré à la Société Commerciale, il participera à l'élargissement du parc client.

Le candidat devra être : minimum 25 ans, formation E.S.C. ou I.U.T., Gestion, expérience 3 ans en fonction.

Envoyer curriculum-vitae détaillé, photo et références : no 75.758, PUBLIALE, B.P. 153, 92100 ASNIÈRES, qui transmettra.



recherche pour sa

DIVISION SOUS MARINE

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il participera à la pose et à la mise en service des liaisons téléphoniques sous marines.

Outre des connaissances en logique et informatique il devra être disponible pour effectuer des déplacements de quelques mois en France ou à l'étranger (durée globale annuelle de l'ordre de 100 jours).

Lieu de travail : région MONTLHERY (91).

Ecrire avec C.V. et références à **CIT ALCATEL** Service Recrutement Cadres - sous réf. SMR - 10bis, rue Louis Lormand B.P. 22 - 78320 LE MESNIL SAINT DENIS.

	Le 10/01/01	Le 10/01/02
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
...	31,00	36,45

ARGENTEUIL

de 9 heures à 12 h. 30
de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01

Après douze ans d'attente Les premiers nus du Grand-Nantes

Un changement démultiplié

Le terminal méthanier sur l'estuaire **Des munitions pour la torchère de Montoir**

Semaine de la CHAUSSURE

240'
280'
295^F
315^F
335'

MADÉLIOS

PLACE DE LA MADELEINE


Pour ceux qui savent choisir

théâtre à espérance, donne à la région de la Loire d'extraordinaire développement.

L'approfondissement du chenal de navigation a permis la construction de quatre nouveaux ponts de 100 000 tonnes. La société Alsacienne d'Agulaine, qui appartenait à l'Etat, a fait la raffinerie de Dougaire, qui fait les problèmes raffinés de France, S.D.P., de son côté, a diversifié ses sources d'approvisionnement en charbon.

Le charbon est abondant dans la région. C'est un bon combustible. Le pouvoir thermique des MW et des MW est de 10 000 kcal par kg. Les sources thermiques sont de 4 millions de tonnes de charbon par an. Le Port Autonome achète actuellement le terminal charbonnier accessible aux miniers.

Le charbon est le combustible le plus abondant dans la région. Les charbonniers le sont, les prolongements des quais d'accostement les miniers. Le sera opérationnel à l'été 1962.



1
serrure à 8 points
à pompe
LAPERCHE
(marque déposée) Française
depuis 1788
Matériel
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10°
+
4 goujons d'acier
anti-dégondage
+
renforcement
du bâti bois par
1 cornière en acier
+
1 cornière anti-pince
à l'extérieur sur le
poutreau de la porte

**Offre
exceptionnelle
(limitée)**
au lieu de 3.350 F

3.150 F TTC

Pose et dépl. compris
PARIS-BANQUE

**Société
PARIS PROTECTION**
(1 seule adresse)

56, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS

566.65.20

**CREDIT GRATUIT
6 MOIS**

AFFAIRES

LA MISE EN ŒUVRE DES NATIONALISATIONS

Les conditions de la réussite

Le premier colloque du *Herald Tribune*, ministre de l'Industrie — qui avait expliqué comment il voyait le rôle de l'Etat — a été l'occasion de voir les plans de développement qu'il a présentés. Les objectifs sont ambitieux, mais ils sont réalistes. Ils sont basés sur une analyse réaliste de la situation économique de la France. Ils sont basés sur une analyse réaliste de la situation économique de la France.

Le rôle de l'Etat est primordial. Il doit intervenir dans tous les domaines de l'économie. Il doit intervenir dans tous les domaines de l'économie. Il doit intervenir dans tous les domaines de l'économie. Il doit intervenir dans tous les domaines de l'économie.

Le rôle de l'Etat est primordial. Il doit intervenir dans tous les domaines de l'économie. Il doit intervenir dans tous les domaines de l'économie. Il doit intervenir dans tous les domaines de l'économie. Il doit intervenir dans tous les domaines de l'économie.

Le rôle de l'Etat est primordial. Il doit intervenir dans tous les domaines de l'économie. Il doit intervenir dans tous les domaines de l'économie. Il doit intervenir dans tous les domaines de l'économie. Il doit intervenir dans tous les domaines de l'économie.

Deux sociétés... La première est une société de capital... La seconde est une société de capital...

Deux sociétés... La première est une société de capital... La seconde est une société de capital...

Deux sociétés... La première est une société de capital... La seconde est une société de capital...

Deux sociétés... La première est une société de capital... La seconde est une société de capital...

Le rôle de la guerre... La guerre est une activité... La guerre est une activité...

Le rôle de la guerre... La guerre est une activité... La guerre est une activité...

Le rôle de la guerre... La guerre est une activité... La guerre est une activité...

Le rôle de la guerre... La guerre est une activité... La guerre est une activité...

Les adieux de M. Lévêque au personnel du C.C.F.

Bonne chance à tous !

Après avoir été le directeur du C.C.F. pendant deux ans, M. Lévêque a décidé de quitter son poste. Il a adressé un message à son personnel, exprimant ses sentiments et ses vœux pour l'avenir.

Après avoir été le directeur du C.C.F. pendant deux ans, M. Lévêque a décidé de quitter son poste. Il a adressé un message à son personnel, exprimant ses sentiments et ses vœux pour l'avenir.

Après avoir été le directeur du C.C.F. pendant deux ans, M. Lévêque a décidé de quitter son poste. Il a adressé un message à son personnel, exprimant ses sentiments et ses vœux pour l'avenir.

Après avoir été le directeur du C.C.F. pendant deux ans, M. Lévêque a décidé de quitter son poste. Il a adressé un message à son personnel, exprimant ses sentiments et ses vœux pour l'avenir.

ALSTHOM-ATLANTIQUE A SIGNÉ UN IMPORTANT CONTRAT AVEC LA CORÉE DU SUD

Alsthom Atlantique (groupe Alsthom) a annoncé, lundi 15 février, la signature d'un contrat avec la Korea Electric Power Corporation pour la construction de deux centrales nucléaires de 900 Mw qui seront installées à Ulsan, en Corée du Sud.

LA LOI DE FINANCES 1982
DONT L'IMPOT SUR LA FORTUNE
EN 2 CASSETTES (4 têtes 20 mm)
Publiée par L'ESSENTIEL
Editions FRANCIS LEFEBVRE et CCMC
Commentaire et Règlement (100 F TTC Franco)
L'ESSENTIEL
2, rue A. Fourcade - 65000 TARBES

NEUBAUER
PEUGEOT - TALBOT
EN FÉVRIER !
VOTRE TALBOT 11 MOINS CHÈRE
RACHAT DE VOTRE VOITURE PLUS CHER
M. GERARD - Tél. : 821-60-21

A GENÈVE
JOURNÉES PROFESSIONNELLES
DE L'EXPORTATION, DE RENCONTRES
ET D'ÉCHANTILLONNAGE
13^e MANIFESTATION INTERNATIONALE
P.M.E., P.M.I. : 24 et 25 MARS 1982
Dans la capitale des Alpes
Documentation gratuite : NIKARSKI
208, boulevard de la République - 75007 Paris
Tél. (1) 551.94.40 - 178.204.777

DE NOUVELLES INCULPATIONS
SONT NOTIFIÉES
A M. JEAN-PIERRE WILLOT
M. Jean-Pierre Willot, juge d'instruction tribunal de Paris, a été inculpé de l'affaire Willot, le 15 février 1982. Les inculpations s'ajoutent à celles prononcées en juillet 1981.

AGRICULTURE
L'agitation viticole
DEUX CAMIONS DE VIN ITALIEN
SONT VIDÉS DE LEUR CONTENU
Après avoir repris leurs opérations de contrôle sur les routes, lundi 15 février, les viticulteurs de l'Hérault membres du Comité d'action viticole, sous la conduite de leur président M. Jean Huillet, ont vidé de leur contenu deux camions de vin importé d'Italie. Les viticulteurs demandent que les importations de vin étranger soient soumises à un contrôle plus strict.

LE N°5 VIENT DE PARAÎTRE !
LE MONDE
AU SOMMAIRE MAROC, LE NOUVEAU SOUFFLE DE L'ARTISANAT/MALI, BAMAKO, CAPITALE DES ENERGIES NOUVELLES/TUNISIE, VOIE ÉTROITE POUR LE VI^e PLAN
ECONOMIE
Une nouvelle publication du Groupe Jeune Afrique
51 avenue des Ternes, BP 250, 75827 Paris Cédex 17
en vente chez votre marchand de journaux

Handwritten text in Arabic script: كذا من لاجل

C.E.E.

Les ministres des finances des Dix entendent renforcer leur coopération monétaire avec les États-Unis

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le conflit budgétaire entre le Royaume-Uni et ses sept partenaires n'obscure pas toute l'actualité communautaire. Le conseil européen des 30 et 31 mars prochain devrait, pour une part appréciable, être consacré au renforcement de la coopération économique et monétaire dans la C.E.E. C'est ce qui ressort des délibérations qu'ont eues les ministres des finances des Dix, lundi 15 février à Bruxelles.

Après trois ans de fonctionnement du Système monétaire européen (S.M.E.), les ministres, suivant l'analyse qui leur a été faite par M. Ortoli, le vice-président de la Commission, estiment que les progrès réalisés, mais réels, peuvent être accomplis. Il ne s'agit pas de passer à la « deuxième phase » du S.M.E. impliquant des transferts de compétences aux institutions de la C.E.E., mais de consolider ce qui existe et, en se plaçant sur un plan psycho-politique, de manifester le prix que les Dix attachent à leur engagement monétaire réciproque et aux disciplines communes qu'il impose.

Quatre orientations ont été retenues par les ministres pour réaliser les progrès souhaités :

● Le renforcement des mécanismes du Système. — Il s'agit surtout de développer et de rendre ainsi plus efficaces les interventions de change « à l'intérieur des marges », c'est-à-dire au moment où une monnaie commence à évoluer d'une façon différente de celles des pays partenaires ;

● L'utilisation accrue de l'ECU aussi bien à l'intérieur du Système qu'à l'usage privé. Il s'agit de rendre possible et de favoriser la détention d'ECU par des tiers disposant de capitaux à placer ;

● Le renforcement de la convergence, c'est-à-dire de la coordination des politiques économiques internes. M. Ortoli, tout en sachant que ce thème suscite souvent des réactions sceptiques (celles du représentant britannique l'ont confirmées), estime que des progrès significatifs peuvent être faits. L'idée est que les gouvernements s'imposent une prise en compte méthodique de l'intérêt collectif communautaire, au moment où se prennent les décisions d'orientation. La Commission estime également que la mise en place de procédures renforcées serait opportune pour faciliter une plus grande cohé-

rence des politiques des taux d'intérêt dans la C.E.E.

● L'ouverture du S.M.E. vers l'extérieur. — La vie du S.M.E. — on s'en tient d'ailleurs au suivi — ainsi que l'évolution des économies communautaires sont influencées par les relations avec le dollar et avec le yen. M. Ortoli a répété que la Communauté ne pourra pas supporter passivement des niveaux de taux d'intérêt et des fluctuations des taux de change injustifiés.

Il faut amener les États-Unis à coopérer avec la C.E.E. et, auparavant, se mettre d'accord à Dix sur la substance et la forme que l'on souhaite voir revêtir à cette coopération. C'est uniquement dans la mesure où Washington répondrait une fois de plus par une fin de non-recevoir que des mesures unilatérales de sauvetage du S.M.E. pourraient être envisagées par la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE.

PRIX

LA BAGUETTE A 2,10 F

Le prix du pain a augmenté depuis dimanche 14 février. La baguette peut être vendue 2,20 F à Paris, le pain de 400 grammes 3,10 F et celui de 500 grammes 3,40 F. Les pains de toutes les autres catégories peuvent être augmentés en moyenne de 5 %, à l'exception du pain complet de la boulangerie de Paris (1).

Les nouveaux tarifs maxima du pain sont fixés jusqu'au 30 juin, à la suite des accords de régulation des prix conclus par les professionnels de la boulangerie (voir « le Monde » daté 7-8 février). Le précédent arrêté fixant le prix maximum de vente du pain dans la capitale — et augmentant la baguette à 2 F — datait du 16 octobre de l'année.

La préfecture de Paris précise que les boulangers ne sont pas tenus de ce qui a été dit en des pains à, dont le prix limite a été fixé par les accords, soit proposé en permanence à la clientèle aux heures normales de vente. De même, aucune majoration de prix ne sera perçue le dimanche et les jours fériés ni au titre de la coupe en deux de la baguette de 500 grammes ou du pain de 400 grammes.

(1) Les prix ont augmenté depuis jeudi 11 février dans le Val-d'Oise et les Yvelines. La procédure veut que la hausse ou la baisse des produits qu'après publication d'un arrêté du préfet de département (arrêté qui suit une réunion du comité départemental des prix). Une certaine confusion s'est produite, des boulangers ayant augmenté leurs prix notamment dans l'Essonne avant publication de l'arrêté.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
\$ E.-U. ...	6,0725	-150 -105	-310 -235	-710 -540
\$ Can. ...	4,9862	-85 -25	-175 -85	-470 -380
Yen (100) ...	2,5150	+135 +165	+260 +250	+885 +895
DM ...	2,5355	+60 +85	+125 +175	+455 +510
Florin ...	2,3130	+55 +60	+125 +165	+410 +510
F. B. (100) ...	24,8980	+145 +165	+270 +325	+860 +960
F. S. (100) ...	3,1642	+125 +175	+285 +345	+885 +930
L. (100) ...	1,7690	-220 -210	-585 -605	-1725 -1610
S. ...	13,1275	-80 -35	-170 -95	-265 -25

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/4	10 1/8	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
\$ E.-U. ...	16 3/4	16 3/4	16 1/2	16 1/2	16 5/8	17	16 5/8	17	17
\$ Can. ...	16 3/4	16 3/4	16 1/2	16 1/2	16 5/8	17	16 5/8	17	17
F. B. (100) ...	14	14	13 3/4	13 3/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
F. S. (100) ...	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8
L. (100) ...	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
S. ...	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
F. français ...	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de séance par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMMUNIQUÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

A la suite de la promulgation de la loi de nationalisation, le Conseil d'administration du Crédit Commercial de France s'est réuni le 15 février 1982.

Le Conseil a exprimé son profond regret d'une mesure dont il ne perçoit ni la justification ni, en aucune façon, la nécessité. Le C.C.F. est une entreprise en pleine expansion. Il vient de réaliser, en 1980 et en 1981, les meilleures performances de son histoire. Appartenant à un large public, il a servi la France pendant ses quatre-vingt-huit ans d'existence, par les concours apportés à son développement économique et par le rayonnement d'une activité déployée dans le monde entier.

Le Conseil ne peut que constater l'inconséquence de cette nationalisation qui semble désavouer les services ainsi rendus à la communauté nationale et pénalise les 50 000 actionnaires du C.C.F.

Les fonctions de M. Jean-Maxime Lévêque, Président du Crédit Commercial de France, cesseront aujourd'hui même. M. Roger Prain, Directeur Général, a accepté la mission de gérer les affaires courantes et de transmettre les pouvoirs du Conseil à l'Administrateur Général dont la désignation est prévue par la loi de nationalisation.

Le Conseil unanime a renouvelé à M. Jean-Maxime Lévêque ses remerciements pour l'œuvre remarquable qu'il a menée en vue d'assurer la prospérité et la croissance du Crédit Commercial de France. Il l'a nommé Président d'honneur du C.C.F.



COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

Chers actionnaires de Paribas,

Pour son dernier exercice avant la nationalisation, votre compagnie a obtenu des résultats en progression : 306 millions de francs contre 289 millions pour l'exercice 1980, soit 18,50 F par action. Au niveau de notre principale filiale, la Banque de Paris et des Pays-Bas, une progression plus spectaculaire peut être enregistrée : le résultat net passe de 142 millions à 170 millions de francs. En outre, le dernier chiffre subit à l'effet de provisions tout à fait exceptionnelles destinées à faire face à toute éventualité dans une conjoncture difficile et qui n'ont pu être constituées que grâce à une progression remarquable du cash-flow, celui-ci passant de 544 millions à 823 millions de francs. L'accélération de notre développement international explique pour une grande part ces chiffres.

De telles constatations font honneur à tout le personnel de notre maison et, en particulier, au dynamisme de l'équipe qui l'a dirigée au cours de ces dernières années.

Comme vous le savez, le succès de l'offre publique d'échange faite par Paribas-Holding aux actionnaires de notre filiale a été néanmoins conduit votre conseil d'administration, après la démission du président Pierre Moussa, à me demander de, sortir de ma retraite et d'assumer la responsabilité du groupe au cours de l'ultime étape qu'il avait à parcourir avant sa nationalisation. La mission que le conseil m'a expressément confiée était double :

— maintenir l'intégrité du groupe, la restaurer si possible là où elle paraissait compromise ;

— veiller sur vos intérêts avec la plus grande vigilance.

Cette mission touche aujourd'hui à son terme. Je ne saurais m'imaginer sans vous en avoir rendu compte. J'ai eu par le président de votre association de défense, dont l'action a certainement été fort utile, que beaucoup d'entre vous auraient désiré que l'opération, bien avant la date de la présente lettre, une réunion d'actionnaires au cours de laquelle j'aurais pu répondre aux questions qu'ils souhaitent légitimement me poser. Je n'ai pas cru devoir donner suite à cette requête. J'ai craint, dans la situation particulièrement délicate où se trouvait notre Maison, les commentaires plus ou moins bien intentionnés auxquels n'aurait pas manqué de donner lieu toute prise de position publique de ma part.

J'ai tenu, également, à éviter toute spéculation sur notre titre qui aurait risqué d'être provoquée par l'expression d'un espoir relatif à l'amélioration des conditions d'indemnisation dont vous pourriez bénéficier par rapport au projet de loi initial. J'ai cru préférable, pour vos intérêts mêmes, une action assidue mais très discrète. Maintenant que la loi est promulguée, il m'est possible de sortir de ma réserve.

Les deux objectifs que m'avait fixés votre

Conseil ne m'ont à aucun moment paru comporter la moindre contradiction entre eux. C'est au contraire leur cohérence logique qui m'a dicté ma ligne d'action.

Devant les principaux membres du gouvernement, de la commission spéciale du Sénat et du Conseil constitutionnel, j'ai constamment soutenu que les modalités d'indemnisation devaient être conçues non seulement en fonction de la nécessité d'assurer à nos actionnaires un traitement équitable mais pour être toute base juridique à des procès en spoliation menés à l'étranger, ces procès risquant d'aboutir au démantèlement de notre groupe, lequel réaliserait alors, pour la France plus de la moitié de ses résultats, et, pour notre personnel, à l'amputation de son instrument de travail.

Il est clair que la portée de cet argument ne serait trouvée singulièrement atténuée si les tendances séparatistes, dont l'opération Paribas venait de révéler l'existence, avaient continué de se développer.

L'action de conviction en votre faveur auprès des responsables du texte de loi se trouvait donc étroitement liée à l'action qu'il fallait entreprendre autour de la plate-forme pour ramener les fidèles de notre réseau international et de nos principaux partenaires.

Les résultats que mes collaborateurs et moi-même avons eu la chance de pouvoir enregistrer dans ce dernier domaine ne sont peut-être pas étrangers, de ce fait, à la façon dont le gouvernement a accepté de tenir compte des prises de position du Conseil constitutionnel.

La valeur d'indemnisation résultant de la loi sera, pour l'action de votre Compagnie, de 292,79 F à laquelle s'ajoutera un dividende pour l'exercice 1981 de 19,55 F, soit un total de 312,35 F dont vous avez déjà touché 9 F comme acompte sur dividende, alors que les dispositions du projet initial auraient limité le total à 221,4 F.

L'indemnisation est sensible. Il faut bien constater néanmoins que l'indemnisation restera inférieure de plus de moitié à la valeur réelle des actifs que représentent vos titres. Elle ne peut donc être considérée que comme un compromis entre le désirable et le possible, compromis que l'on peut toutefois espérer de nature à décourager d'éventuelles instances auprès des tribunaux étrangers.

Avant de vous quitter, je tiens à vous adresser un message d'espoir. Votre Maison reste intacte et capable d'un grand destin. Il est de l'intérêt de notre pays, il sera peut-être un jour du vôtre, que ce destin s'accomplisse aussi brillamment que possible. Faisons-nous, alors, dans l'avenir, tous les efforts de suivre avec fierté les progrès d'une institution qu'à travers le temps votre fidélité a contribué à forger.

12 février 1982
JACQUES DE FOUCHIER,
Président d'honneur.

les SICAV des Caisses d'Epargne

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1981

LE LIVRET PORTFEUILLE SICAV "DIVERSIFIÉE"	SOCIÉTÉ NOUVELLE FRANCE OBLIGATIONS SICAV "OBLIGATIONS"	Livret BOURSE INVESTISSEMENTS SICAV "MONORY"
Valeurs françaises 43 % Valeurs étrangères 45 % Liquidités 12 %	Valeurs françaises 80 % Valeurs étrangères 13 % Liquidités 7 %	Valeurs françaises 72 % Valeurs étrangères 5 % Liquidités 23 %
Valeur liquidative + dividende 1980* 290,91 F 15,59 F 306,50 F	Valeur liquidative + dividende 1980* 313,87 F 27,72 F 341,59 F	Valeur liquidative + dividende 1980* 180,96 F 12,82 F 193,78 F
(Rappel de la valeur liquidative au 31 décembre 1980: 294,60 F)	(Rappel de la valeur liquidative au 31 décembre 1980: 328,09 F)	(Rappel de la valeur liquidative au 31 décembre 1980: 183,18 F)
* dont boni de Trésor 4,78 %	* y compris l'impôt fiscal	* dont boni de Trésor 8,77 %
LIP	SFI	LEI

DIVERSIFIEZ VOTRE PORTEFEUILLE



société française d'investissement en France et à l'étranger

SICAV

Situation au 31 décembre 1981
Valeurs françaises 40 %
Valeurs étrangères 46 %
Liquidités 14 %
Valeur liquidative 265,74 F.
Rappel du dividende brut distribué en 1981 12,44 F.
278,18 F.
(Rappel de la valeur liquidative au 31 décembre 1980 : 262,26 F.)

DIVERSIFIEZ VOTRE PORTEFEUILLE



VENTES DE L'ANNÉE 1981

(en millions de francs)

Les ventes consolidées du groupe ont atteint, sur la base de chiffres provisoires, 2 441 millions de francs contre 2 348,8 en 1980 soit une progression de 3,7 %.

En ce qui concerne la société mère, les ventes se sont élevées à 1 856,3 millions de francs contre 1 769,3 en 1980 soit une progression de 4,9 %. Elles se répartissent comme suit :

	1981	1980
France	809,0	828,5
Export	1 047,3	940,8
Total	1 856,3	1 769,3

La progression de nos ventes sur le marché national est donc de 13,2 % par rapport à l'année précédente.

Le volume de nos ventes à l'exportation a été affecté par les mesures prises pour ramener les stocks de nos filiales à un niveau plus bas que celui atteint fin 1980.

BANQUE ODIER BUNGENER COURVOISIER

Les actionnaires de la banque OBC, nationalisée au 1^{er} juillet 1982, se sont réunis en assemblée générale ordinaire le 10 février 1982, sous la présidence de M. François Propert, ils ont approuvé le bilan et le compte de résultats arrêtés au 31 décembre 1981.

Le total du bilan s'élève à 1 542 178 594 francs et les dépôts de la clientèle à 845 772 104 francs.

Il a été souligné que les dépôts de résidents qui avaient atteint 1 040 millions de francs au 2 janvier 1981 étaient revenus à 785 millions de francs au 31 janvier 1982.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 17 112 110 francs contre 9 201 445 francs, après qu'il ait été constitué une provision pour impôts sur les sociétés de 21 537 372 francs.

Il a été décidé d'affecter 10 millions de francs à la réserve générale et de distribuer aux actionnaires à titre de dividende 15 francs par action contre 12,50 francs soit au total 5 millions de francs.

M. Dominique Roy, directeur central et M. Didier Kuntzinger, directeur à la direction générale, ont tous deux été nommés directeurs généraux adjoints au 1^{er} janvier 1982.

STYLISTES Copies couleurs

Qualité photographique professionnelle.
FORMAT 21x29,7 ou 29,7x42
DELAI 24 H. URGENCES 8 MINUTES
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL
PARIS-12^e 347.21.32

MATRA ET HACHETTE

lettre ouverte aux innovateurs

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le développement de la Micro-informatique Grand Public est irrévocable.

L'enjeu économique, culturel, social est considérable. Malgré la pression concurrentielle étrangère, la France a les moyens d'occuper une place prépondérante dans ce secteur.

Cette position ne sera acquise que si le développement de la Micro-informatique Grand Public s'intègre dans une stratégie définie. Et s'appuie sur des structures industrielles et commerciales éprouvées.

La stratégie est définie. Les structures existent.

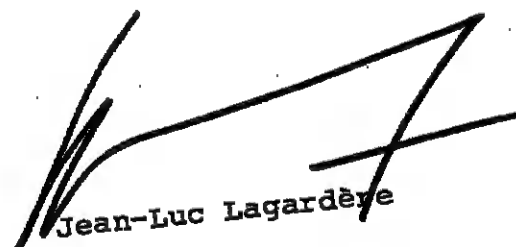
Par sa maîtrise des technologies de pointe - du composant aux télécommunications - MATRA rassemble le potentiel technique et industriel nécessaire au développement d'une véritable industrie française de la Micro-informatique.

Par son expérience dans le domaine de la communication écrite et sa structure de diffusion, HACHETTE apporte les conditions complémentaires indispensables à la réussite de cette entreprise.

C'est pourquoi MATRA et HACHETTE ont décidé, ensemble, la création d'un groupe de recherche, de développement et de distribution dans le domaine de la Micro-informatique de grande diffusion.

Ce groupe constitue une structure "d'accueil". Pour tous ceux - personnes ou entreprises - qui ont l'esprit imaginatif, créatif. Ceux qui peuvent et qui veulent nous aider à placer la Micro-informatique française aux premiers rangs de la compétition internationale.

C'est le sens de cet appel.


Jean-Luc Lagardère

U&O PUBLICITÉ

Cet appel s'adresse à tous les innovateurs, créateurs de logiciels ou de matériels dans tous les secteurs : micro individuelle, jeux programmables, gestion, bureautique, télématique ou calcul scientifique... Un dossier de développement leur sera adressé sur demande faite à

G.I.E. MATRA-HACHETTE

MICRO-INFORMATIQUE 8, AVENUE KLEBER, 75116 PARIS

هكذا من الإصل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

15 février

Irégulier

L'irrégularité qui prévalait à la fin de la semaine s'est poursuivie lundi à la Bourse, où les replis ne l'ont emporté que d'une courte tête.

En baisse de 0,5 % à l'ouverture de la séance, l'indice a progressivement redressé son cours pour le ramener à 0,20 % à l'approche du son de cloche final.

Au fil des compartiments, on relève quelques prises de bénéfices bien compréhensibles après la forte avance de la cote depuis le début de l'année qui varie de 12 % à près de 20 % selon les indices considérés.

Qu'il plus est, le marché ne demande qu'à se réajuster, constatent les professionnels, qui viennent de prendre connaissance de la prochaine reprise de cotation des titres des sociétés nationalisées.

Celle-ci interviendra le jeudi 18 février 1982 pour les 5 sociétés industrielles, les deux compagnies financières et les 21 banques inscrites à la cote officielle, où elles seront affectées du sigle D.T.I. (droits à titres indémnités) pour les actions et O.E.T. (obligations échangeables contre des titres indémnités) pour les obligations convertibles.

Pour l'heure, hausses et baisses alternent au hasard des groupes de cotation. S'adjudgeant plus de 14 %, C.P.F. Paribas réalise une belle performance, suivie, à distance raisonnable, par Cetelem (+ 7 %), U.T.A. (+ 6,5 %).

A l'inverse, E.T.F. Agnès, à D.M.C. perdant 3 % à 4 %.

Reprise du lingot sur le marché de l'or, à 73 500 F (+ 340 F), tandis que le métal fin se négocie à 375,55 dollars l'once dans la City. A Paris, le dollar subit le contrecoup du nouvel accroissement de la masse monétaire américaine et de la hausse des taux qui en résulte. A 6,0835 F en avance officielle, le billet vert est cependant un peu en retrait par rapport à la matinée (6,10 F).

En 1981

L'activité bancaire internationale s'est accélérée au troisième trimestre

L'activité bancaire internationale a enregistré une très sensible accélération au cours du troisième trimestre 1981, après un premier semestre inhabituellement faible, selon les statistiques de la Banque des règlements internationaux (BRI) à Bâle.

Au 30 septembre, le total des avoirs extérieurs bruts des banques donne des renseignements à la BRI (pays industrialisés et leurs centres « offshore », s'élevait à 1 422,8 milliards de dollars, soit une augmentation en un trimestre de plus de 76 milliards (contre une baisse au trimestre précédent de plus de 2 milliards, en raison de l'appréciation du dollar notamment).

Même en éliminant les incidences des variations de change, l'accélération de la croissance des avoirs reste substantielle, puisqu'elle a dépassé 71 milliards de dollars (constants) au troisième trimestre contre 39 milliards au deuxième trimestre.

Enfin, la croissance des crédits internationaux octroyés par ces banques (chiffre permettant d'éliminer les duplications d'écritures dues aux dépôts internationaux successifs) est également marquée, puisqu'elle atteint 45 milliards de dollars au troisième trimestre contre 35 milliards au deuxième et 30 milliards au premier, face à un total de 115 milliards pour les neuf premiers mois de 1980.

Les marchés américains ont fermé leurs portes lundi 15 février 1982 à l'occasion de la célébration du Washington's Birthday.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

FINANCIÈRE DE PARIS ET DES PAYS-BAS. - Pour l'exercice 1981, le dernier avant la nationalisation, le résultat de la compagnie s'élève à 308 millions de francs, contre 289 millions (- 5,9 %). La Banque de Paris et des Pays-Bas, principale filiale de Paribas, enregistre par sa part une progression de 19,7 % de son bénéfice net, dont le montant passe de 142 à 170 millions de francs. Sans les provisions constituées en vue de faire face à toute éventualité dans une conjoncture difficile, les profits de cette filiale auraient encore davantage augmenté. L'accroissement du développement international explique cette amélioration de la rentabilité.

INDICES QUOTIDIENS (base 100 : 31 déc. 1981)

12 fév. 1982

14 fév. 1982

15 fév. 1982

16 fév. 1982

17 fév. 1982

18 fév. 1982

19 fév. 1982

20 fév. 1982

21 fév. 1982

22 fév. 1982

23 fév. 1982

24 fév. 1982

25 fév. 1982

26 fév. 1982

27 fév. 1982

28 fév. 1982

1er mars 1982

2er mars 1982

3er mars 1982

4er mars 1982

5er mars 1982

6er mars 1982

7er mars 1982

8er mars 1982

9er mars 1982

10er mars 1982

11er mars 1982

12er mars 1982

13er mars 1982

14er mars 1982

15er mars 1982

Le dividende net est de 19,56 francs (contre 17,25 francs) dont 9 francs ont déjà été versés sous forme d'acompte. Dans la lettre aux actionnaires, le président du conseil, le président d'honneur, M. de Fontenay, fait remarquer que la valeur d'indemnisation de l'action Paribas (292,75 francs), bien qu'augmentée de ce dividende, « reste inférieure de plus de moitié à la valeur réelle des actifs que représentent plus de vos titres ».

CRÉDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST. - Le bénéfice pour 1981 atteint 26,4 millions de francs contre 25,24 millions. Il comprend la provision pour investissement de 0,9 million de francs (contre 1,35 million) qui a été réintégrée. Le dividende global pourrait être porté de 13,20 francs à 15 francs. Le conseil s'est toutefois abstenu de faire toute proposition à ce sujet, les dispositions de loi de nationalisation prévoyant la déduction des dividendes versés pour 1981 du montant de l'indemnisation, qui comprend un complément correspondant à la rémunération.

LESIEUR-AFRIQUE (Dakar). - Le conseil d'administration a fait rapport à l'assemblée des actionnaires sur l'exercice 1981. Les actionnaires peuvent procéder à l'échange de leur titre à partir du 29 mars à la B.N.P. et à la Société Générale (5 Lesieur-Afrique pour 8 Sofiad).

BOURSE DE PARIS Comptant 15 FEVRIER

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	24 80	1 134		Dahome-Vieljeux	488	465		Alger (W. de)	87 10	87 50		Étrangères			
5 %	25 80	1 134		Dau. Rég. P.C.C.I.	120	115		Alcatel	415 20	415 20		Voyeur S.A.	1 80		
4 1/4 % 1982	27 80	1 134		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alco	68	70		Horizon W.	383 50		
Emp. N. 5 à 6 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136		S.E.F. (Soc. Ind.)	75		
Emp. N. 6 à 7 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 7 à 8 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 8 à 9 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 9 à 10 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 10 à 11 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 11 à 12 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 12 à 13 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 13 à 14 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 14 à 15 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 15 à 16 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 16 à 17 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 17 à 18 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 18 à 19 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 19 à 20 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 20 à 21 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 21 à 22 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 22 à 23 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 23 à 24 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 24 à 25 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 25 à 26 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 26 à 27 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 27 à 28 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 28 à 29 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 29 à 30 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 30 à 31 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 31 à 32 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 32 à 33 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 33 à 34 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 34 à 35 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 35 à 36 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 36 à 37 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 37 à 38 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 38 à 39 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 39 à 40 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 40 à 41 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 41 à 42 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 42 à 43 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 43 à 44 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 44 à 45 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 45 à 46 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 46 à 47 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 47 à 48 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 48 à 49 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 49 à 50 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 50 à 51 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 51 à 52 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 52 à 53 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 53 à 54 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 54 à 55 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 55 à 56 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 56 à 57 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 57 à 58 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 58 à 59 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 59 à 60 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 60 à 61 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 61 à 62 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 62 à 63 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 63 à 64 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 64 à 65 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 65 à 66 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 66 à 67 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 67 à 68 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 68 à 69 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 69 à 70 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					
Emp. N. 70 à 71 %	105 60	4 274		Dau. Ind. Ind.	120	115		Alcan Alum.	137	136					

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
Accial (Ind. Cons.)	162			Alger (W. de)	87 10	87 50		Alcatel	415 20	415 20		Alcatel	415 20	415 20	
Accial Peugeot	80	86 50		Alco	68	70		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
Agencia Huma	122 50	130 10		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
Agencia Huma	258	312		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	
A.G.F. Ind. Contr.	381	381		Alcan Alum.	137	136		Alcan Alum.	137	136	</				

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LES NATIONALISATIONS : « Devra-t-on, pour-t-on dénationaliser ? », par Gilbert Gauthier ; « La loi, ses auteurs, ses juges », par Jacques Dandieu de Vabres.

ETRANGER

- 3-4. EUROPE
 - POLOGNE : la police pourchasse les délinquants de la rue.
 - ITALIE : les romains d'aujourd'hui de la rue dans la lutte contre le terrorisme se multiplient.
- 5. AMERIQUES
 - BRÉSIL : les deux principaux partis d'opposition décident de fusionner.
- 6. AFRIQUE
 - NAMIBIE : des désaccords entre les dirigeants de Windhoek pourraient retarder les négociations.
- 7. DIPLOMATIE
 - ISRAËL : le Knesset dénonce la fourniture d'armes américaines à la Jordanie.

POLITIQUE

- 8. M. Giscard d'Estaing prépare les conditions de l'alternance.
- 9. Le bilan de la session parlementaire.

SOCIÉTÉ

- 10. L'affaire d'Isigny.
- JUSTICE : Charles Bover a été acquitté par les assises de Paris.
- POLICE.
- 11. RELIGION : le voyage du pape en Nigéria et au Bénin.
- ÉDUCATION : le Conseil d'État annule des décisions de Mme Saurin-Séité sur des diplômes universitaires.
- DÉFENSE.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

- 13. La lutte contre les marées noires.
- 14. POINT DE VUE : « Le Muséum national d'histoire naturelle : un grand rêve menacé ? », par Jacques Barreau et Jean-Pierre Guez.
- L'ACTUALITÉ MÉDICALE : biologie et justice.

CULTURE

- 16. THÉÂTRE : le Sogno, à Lille.
- 19. RADIO - TÉLÉVISION. — VU : « La Ragazzi par la Calles ».

ÉQUIPEMENT

- 33. TRANSPORTS : l'état continuera à financer le « déficit » de la R.A.T.P.

RÉGIONS

- 34. PAYS DE LA LOIRE : les premiers pas de Grand Nantes ; des mutations pour la forçière de Montreuil.
- POINT DE VUE : « Un changement démocratique », par Pierre Zémor.

ÉCONOMIE

- 35. SOCIAL : le ministre de la solidarité nationale présente son avant-projet d'ordonnance sur l'obsolescence de l'âge de la retraite.
- 37. ÉTRANGER : les ministres des finances des Dix entendent renforcer leur coopération monétaire avec les États-Unis.

RADIO-TELEVISION (18)
INFORMATIONS
SERVICES (12)
La mode : Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel ;
Annonces classées (19 à 32) ; Carnet (33) ; Programmes spectacles (16 à 18) ; Bourse (30).

Chaque jour dans
Le Monde
ventes et locations
dans les
5, 6, 7, 8, 15, 16
arrondissements

Le numéro du « Monde »
daté 16 février 1982 a été tiré
à 567 370 exemplaires.

A B C D E F G

Le directeur d'une bananeraie assassiné en Guadeloupe

Le directeur de la plus vaste bananeraie de la Guadeloupe (cinq cents hectares), appartenant à la Société d'exploitation de fruits et légumes (SEFSA), M. Max Martin, cinquante-trois ans, président du conseil d'administration de la caisse de sécurité sociale du département — qui était l'un des plus importants exportateurs de l'île et l'une des personnes les plus en vue de la société guadeloupéenne — a été assassiné, dans la nuit du dimanche 14 au lundi 15 février. Son corps, atteint de deux balles de fusil de chasse, a été découvert lundi matin, à 9 h 15 locales (13 h 15 G.M.T.), devant la porte d'entrée de sa résidence, à Cap-Haïtien, sur la côte est de la Basse-Terre. Les gendarmes chargés de l'enquête ont dû se rendre sur les lieux du crime en hélicoptère, une manifestation organisée par l'Union générale des travailleurs guadeloupéens (U.G.T.G.) ayant bloqué la circulation dans cette région de l'île pendant une grande partie de la nuit.

Le meurtre de M. Martin intervient, en effet, alors qu'un nouveau conflit social oppose depuis plusieurs semaines, la SEFSA à l'Union des travailleurs agricoles (U.T.A.) affiliée à l'U.G.T.G. Les mots d'ordre de grève lancés il y a deux mois par ce syndicat, qui réclame une amélioration des conditions de travail, des salaires agricoles, une augmentation des salaires et sa reconnaissance officielle par l'entreprise, perturbent sensiblement jusqu'à nos jours, l'activité de la bananeraie. Celle-ci représente 15 % de la production bananière guadeloupéenne.

Depuis quelques jours, la C.G.T. départementale avait appelé, pour sa part, à une reprise du travail, reprochant à l'U.G.T.G. de mener une grève « politique ». Des piquets de grève avaient été installés et des heurts entre grévistes et non grévistes s'étaient produits vendredi 12 février. Selon les premières constatations, M. Martin portait sur lui une arme. L'en-

quête devra déterminer si celle-ci a été utilisée. La police, qui ne néglige apparemment aucune hypothèse, a entrepris notamment d'examiner la liste des créanciers de l'entreprise qui connaissent des difficultés financières. Arrivé le jour même en Guadeloupe, M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, a invité les membres du conseil général, auxquels il devait s'adresser, à observer une minute de silence. M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État aux DOM-TOM, qui séjourne à la fois à Paris et à la Basse-Terre, a annoncé l'arrivée d'un renfort de police judiciaire. « Si le gouvernement est ouvert au dialogue et si les grévistes ne sont pas la violence », a-t-il notamment déclaré lors d'un entretien télévisé. — (A.F.P.)

M. Defferre : le gouvernement a la souci de la défense des populations des DOM

Venu en Guadeloupe rejoindre M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État aux DOM-TOM, le ministre de l'Intérieur, M. Gaston Defferre, a exposé, lundi 15 février, devant les membres du conseil général, les orientations que le gouvernement entend suivre à l'égard des départements d'outre-mer. Il a notamment déclaré : « Ce gouvernement, plus que tout autre, a le souci de la défense des populations des départements d'outre-mer. (...) Il a voté les lois qui ont permis l'arrivée en France de nombreux habitants des départements français. Ils ont les mêmes droits, ont droit au même respect et à la même considération. » Répondant au président de l'Assemblée départementale, M. Lucien Bouteau (app. U.D.F.), qui avait critiqué les projets socialistes, M. Defferre a admis que la gauche avait commis « une erreur » en traitant des DOM au chapitre de politique étrangère de son programme commun de 1972.

AU LARGE DE TERRE-NEUVE

La plate-forme pétrolière « Odeco Ocean Ranger » a coulé

Aucun des 84 occupants n'a été retrouvé

Saint-Jean de Terre-Neuve (A.F.P.) — La plate-forme semi-submersible « Odeco Ocean Ranger » qui appartenait à la société américaine Ocean Drilling and Exploration et qui « travaillait » pour le groupe Mobil à quelque 325 kilomètres au large de Terre-Neuve, a coulé le 15 février vers 10 heures (heure locale, 17 heures, heure de Paris). Sur les quatre vingt-quatre hommes (soixante-huit Canadiens, quinze Américains, un Britannique) qui étaient à son bord, un seul a été retrouvé : son cadavre a été repêché par un bateau d'approvisionnement. Si tous les occupants de la plate-forme ont péri, comme on peut le craindre, le naufrage de l'Odeco Ocean Ranger serait le plus meurtrier de l'exploitation pétrolière en mer avec la catastrophe de l'Alexander Kieland au cours de laquelle cent vingt-trois personnes ont trouvé la mort le 27 mars 1980 en mer du Nord. Les informations sur les circonstances du naufrage sont encore très fragmentaires. Il semble que pour une raison inconnue, l'Odeco Ocean Ranger ait pris de la gîte dans la nuit du 14 au

15 février. Le 15 à 3 heures (heure locale), l'évacuation de la plate-forme aurait été ordonnée. Mais Ranger qui appartenait à la société américaine Ocean Drilling and Exploration (pourtant fermée et réputée insolvable) aurait chaviré et coulé. Pour le moment, on ne sait ce qu'il est advenu des deux autres équipages de sauvetage, des hélicoptères, des avions et des bateaux de service n'ont donné aucun résultat. Quelques corps auraient été repêchés, mais sans que l'on puisse les reconnaître. Une violente tempête règne en effet sur la région de Terre-Neuve et du golfe du Saint-Laurent (vagues de 15 mètres, vents de 135 kilomètres à l'heure). Mais l'Odeco Ocean Ranger avait été conçue pour résister à des ouragans de 3 mètres (5,65 kilomètres à l'heure), à des vagues de 37 mètres et des vents de 185 kilomètres à l'heure. En outre, elle n'était en service que depuis six ans et avait été utilisée au large de l'Alaska, puis en mer d'Irlande. Les gouvernements canadiens (fédéral) et terre-neuvien (provincial) ont décidé de constituer une commission d'enquête pour déterminer les causes et les circonstances de la tragédie. — (A.F.P.)

A CLICHY (HAUTS-DE-SEINE)

Un ouvrier algérien meurt accidentellement au cours d'affrontements entre grévistes et non-grévistes

On ne peut pas vraiment parler de commando patronal. Clichy (Hauts-de-Seine) n'est pas Isigny. Lundi 15 février, vers 16 h 30, un ouvrier algérien de la société Fulmen est mort en tombant d'un toit de l'usine. Ahmed Medjir, trente-trois ans, ouvrier algérien, était

le père de quatre enfants. Sa famille vivait en Algérie. Tout autour de l'usine, des cadres et des employés non grévistes demandaient, immédiatement, la reprise immédiate du travail. Sans avoir eu l'instinct que ce face-à-face pouvait tourner au drame.

Du conflit au drame

Les bons et les méchants. Les syndicats et les non-syndiqués. Les ouvriers et les hommes de main du patronat. S'il est des oppositions qu'il faut écarter pour comprendre le drame de Clichy, ce sont bien celles-là. Au nord de Paris, le long de la Seine, l'usine Fulmen démontre plutôt que tous les conflits sociaux ne sortent pas du même moule. Cette fois le rapport des forces entre les grévistes et les non-grévistes était favorable à ces derniers. Et les non-grévistes ne supportaient plus d'être tenus à l'écart de leur lieu de travail.

Lundi donc, après deux jours d'arrêt de travail, une partie des non-grévistes reprend l'usine. Avec une idée bien précise : reprendre le travail tout de suite. « On s'est pris par la main pour rentrer, explique un employé, on en avait ras-le-bol. » En sont là, dehors, une centaine de non-grévistes, une cinquantaine d'ouvriers, la plupart travailleurs immigrés, syndiqués à la C.G.T. s'apprêtent à résister. Ils ont des armes sous leur bras, des bâtons, des pierres, des cailloux, des bouteilles de la police, gèle l'entreprise.

Des non-grévistes s'efforcent tout d'abord de forcer la porte de l'entreprise, qui se situe à l'arrière d'un immeuble. L'aide d'un engin mécanique. Peine perdue, la porte est consolidée par des piques de batterie. Trois non-grévistes se dirigent alors vers une deuxième entrée, essayant, avec un chalumeau, de faire céder les cadenas. D'un toit qui surplombe cette lourde porte

en fer, les ouvriers qui occupent l'usine essaient de dissuader leurs camarades devenus des ennemis. Des canettes de bière se mettent à voler. Une lance à incendie aurait été mise en marche, de l'acide jeté.

Dans le feu de ce mini-combat, Ahmed Medjir saute d'une fenêtre d'un bâtiment administratif qui donne sur ce fameux toit. Et c'est l'accident. La chute, à travers une paroi de dimensions modestes, sur une hauteur d'environ six mètres. Et le choc, sur le sol en ciment et des acromioclaviculaires stockés là. Ahmed Medjir est gravement blessé à la tête. Il mourra quelques heures plus tard à l'hôpital. Un autre gréviste est blessé.

S'agit-il d'un banal accident, pour peu qu'un accident puisse l'être ? Les non-grévistes le croient évidemment et le disent. « Cette mort est navrante. Il s'est jeté d'une fenêtre et la paroi a été sous son poids. Mais les grévistes ne l'ont pas vu ainsi. Un délégué syndical C.G.T. affirme qu'un projectile en fer est venu casser la vitrière et provoquer la mort de son camarade. » La police procède à ce type de la direction, dit l'un M. Guy Schmaus, sénateur et conseiller général (P.C.) de Clichy, présent devant l'usine mardi matin, parmi les grévistes, parle de « la direction et de ces hommes de mains » et de « crime ».

Les deux thèses en présence, on le voit, n'ont aucune chance de se rejoindre. De même que

les positions à propos du conflit social. Il est vrai que cette usine de la société Fulmen regroupe un secteur de fabrication (trois cent quarante salariés) et un secteur administratif (deux cent quarante salariés). Cette division de l'entreprise se retrouve, plus ou moins, dans le conflit. Alors que la C.G.T. demande l'arrêt de tout travail supplémentaire d'emploi et 9 % d'augmentation, les non-grévistes parlent de cent quarante mutations de postes et indiquent que l'on n'a jamais vu d'augmentation de 9 %.

Cette division sur les revendications et sur l'attitude à adopter à l'égard de la direction a conduit, selon certains employés, trois cent quarante salariés à approuver la direction qui avait demandé l'évacuation de l'usine. Le juge des référés, mercredi 10 février, donnait satisfaction à ces salariés et à la direction. Ce jugement se révélait vain, la force publique refusant de forcer l'usine occupée. L'histoire, pour sa part, n'est pas plus de chance après des grévistes. Ainsi arrivèrent les événements de lundi avec un drame pour conclusion. Autour d'un brasero, les grévistes se réunissent, mardi, de se reconstruire. La mort d'Ahmed Medjir, est « assassiner », comme l'a déclaré M. Farhat Jans, député (P.C.) des Hauts-de-Seine — les empêchant pour la plupart de parler. Un cadre, pour sa part, conclut : « C'est la faute d'un peu tout le monde. » LAURENT GREISAMER.

ACCIDENT DU DC-8 JAPONAIS : FAUTE DE PILOTAGE ?

La police japonaise pourrait incriminer l'homme de la plate-forme DC-8 des Japon Airlines qui s'est écrasé le 9 février dans la baie de Tokyo, entraînant la mort de vingt-quatre personnes.

Des rumeurs ont circulé selon lesquelles une rixe se serait produite dans la cabine de pilotage de l'avion, peu avant qu'il s'écrasât. Mais la police a indiqué qu'il s'agit d'un accident de pilotage. La responsabilité du pilote est donc en cause. Celui-ci souffrait de troubles psychosomatiques qui avaient nécessité sa mise en disponibilité pendant onze mois. Il avait repris ses activités en novembre, après avoir subi les examens médicaux de rigueur, mais il avait encore été victime d'hallucinations en décembre dernier.

Les enquêteurs ont indiqué que la certification des deux pilotes dans la cabine de pilotage prouvait que le pilote avait subi le régime des examens trop tôt avant l'accident. Interrogé, celui-ci qui a été grièvement blessé, a indiqué qu'il n'était pas dans son état normal depuis le moment où il a pris la décision de quitter la destination de Tokyo. — (A.F.P.)

LE PRIX DES LIBRAIRES A M. SERGE LENTZ

Le vingt-huitième Prix des Libraires a été décerné le lundi 15 février, à Paris, à M. Serge Lentz pour son roman intitulé Les Années Sandwiches, publié aux éditions Robert Laffont.

Le livre primé est choisi par un jury de libraires et bénéficie de l'appui de la Fédération française des associations de libraires (F.F.S.L.). (Du 15 janvier 1982 à Paris de parents romains. Serge Lentz a passé son enfance en Provence. Après des études en France et aux États-Unis, possède deux langues. Il collabore en tant que journaliste à des journaux et magazines tels que Paris-Match et le Washington Post. Il est en particulier, spécialiste des questions d'Extrême-Orient sur lequel il a écrit plusieurs livres. Serge Lentz a publié des nouvelles dans le New Yorker et dans Esquire. Il est aussi traducteur.)

Les Années-Sandwiches est son premier roman. Il raconte le destin parallèle quelque temps croisé de deux jeunes gens, l'un issu d'une famille d'immigrés, l'autre de parents polonais naturalisés et pauvres et qui disparaissent dans l'interstice. Le livre sur l'humanité est aussi « un roman de formation, d'initiation et d'intelligence » ainsi que l'écrivain Bernard Allot dans le Monde du 16 octobre 1981.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE NOUVELLE COLLECTION

A partir de 1.350 F

2.000 titres

Luxe et démodés anglais

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS et ROBES

sur MESURE

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

22, r. d'Assommoir, Paris. Opéra

Tél. : 702-76-51

du lundi au samedi

de 10 h à 18 h.

DIAMANTS-RUBIS
SAPHIRS-EMERAUDES
LE MOMENT D'ACHETER !
à des
conditions
exceptionnelles
de Particulier à Particulier.
LA BOURSE
DU PARTICULIER
12 rue de la Paix - Paris 2ème
296 54 95

TENNIS
A PARIS
STAGES
LONGUE DUREE
1 heure hebdomadaire pendant
4 ou 5 mois
Pt de Neuilly, Pt Orléans,
Pt Chapelle, etc...
Tennis action
équipé par DUNLOP
246.16.55

ELEMENTS
EN VRAI BOIS
Avec nos ensembles
(en laté) toutes les
combinaisons sont
possibles :
rangement, armoires
lit, bibliothèques
droites ou décalées,
secrétaires, alcôves,
Style ou contemporain,
toutes essences
CAPÉLOU
37, AV. DE LA REPUBLIQUE PARIS XI
Métro Parmentier M Parking assuré
TEL. 357.46.55

NUMERO 1
DE LA FOURRURE D'OCCASION
Plus de 800 pièces de 400 à 15.000 F en parfait état.
achat dépôt vente
Membre de la Chambre Syndicale de la Fourrure
LES DEUX OURS
128 av. Emile Zola Paris 15ème
M. Emile Zola 575.10.77 M. La Mère Piquet

INSTITUT DE GESTION DÉPARTEMENT FORMATION CONTINUE

MAITRISE de GESTION

- Objectif : Compétence polyvalente en gestion.
- Cadres et techniciens : Niveau BAC + 2 années études supérieures + 5 ans expérience, dossiers individuels.
- 4 jours ouvrables par mois sur 2 ans.
- Financement : Conventions de formation.
- Options : P.M.E., Finances, Informatique, Création d'entreprise...

Dossiers et inscriptions : A partir du 16 février 1982
Déliv. DARFEUILLE, Université de PARIS-XII
58, av. Diéze, 94210 LA VARENNE - Tél. : 886-11-79, poste 657
(10 heures à 12 heures et 16 heures à 18 heures)

سكزا من لاجل